

Critique d'une critique (réponse au camarade Wolfgang)

par Daniel Gluckstein

[NB : ne possédant pas le fichier informatique de ce texte publié par le CCI, nous le reproduisons après en avoir scanné une version papier ; un certain nombre d'erreurs dans la reconnaissance des caractères se sont glissées au cours de l'opération : nous avons fait notre possible pour les éliminer à la relecture, mais il se peut qu'il en reste quelques-unes. Nous remercions par avance nos lecteurs de nous les signaler s'ils en trouvent.]

C'est avec le plus grand soin que j'ai étudié la critique du livre *Lutte des classes et mondialisation* établie par Wolfgang.

La lecture n'en est certes pas aisée, dans la mesure où cette contribution mêle des critiques fondamentales à d'autres, portant sur des points de détail, sans que ne se dégage toujours nettement une hiérarchie des problèmes soulevés.

A une première lecture, il pourrait sembler que l'objectif de cette critique soit de restaurer une interprétation correcte du *Capital* face à un auteur (Daniel Gluckstein) qui ferait preuve d'une connaissance lacunaire ou, à tout le moins, d'une interprétation erronée de l'œuvre de Marx.

"UN CERTAIN NOMBRE DE MARXISTES" ANONYMES, QUI, "DEPUIS PLUS D'UN SIECLE"...

Ce n'est là, on va le voir, qu'un aspect de la discussion. Certes, nous aurons l'occasion de démontrer, dans cette *Critique d'une critique*, que — les méconnaissances et incompréhensions n'étant pas toujours du côté où il prétend les déceler — les textes de Marx, à condition de ne pas les citer de manière quelque peu cavalière et de les interpréter correctement, ne disent pas ce que Wolfgang veut leur faire dire (1).

Mais ce débat n'a d'intérêt qu'en rapport avec ses conséquences politiques. Les marxistes n'ont guère d'intérêt pour l'exégèse de textes prétendument sacrés. Ils ne révèrent aucun livre saint. Ils disposent d'outils théoriques, dont ils vérifient la validité dans une constante confrontation aux faits.

Sous cet angle, une lecture attentive et minutieuse du texte de Wolfgang fait apparaître que sa contribution va bien au-delà d'une simple critique de *Lutte des classes et mondialisation*. A travers sa critique, s'affirme une position politique contradictoire avec nombre des bases théoriques et politiques qui fondent l'existence de la IVe Internationale. "*La question des forces productives ne doit pas être surévaluée*", écrit Wolfgang, qui affirme : "*Malheureusement, depuis plus d'un siècle, cette question a conduit trop souvent un certain nombre de marxistes à une vision mécaniste, économiste, téléologiste de l'histoire*" (page 38). Qui sont ces "marxistes", qui, depuis "plus d'un siècle", manifestent une "vision mécaniste" de la question des forces productives ? On regrettera que Wolfgang ne prenne pas la peine de dévoiler l'identité de ces "marxistes mécanistes".

La suite de la discussion finira par révéler leurs noms. Disons d'emblée au lecteur que leur compagnie n'a rien de déshonorant à mes yeux, bien au contraire. Et même : je considère comme un privilège l'honneur qui m'est fait par le camarade Wolfgang de me désigner comme le représentant de ces marxistes, éminents bien qu'encore anonymes, qui figurent avec moi au banc des accusés. Car c'est bien d'un procès qu'il s'agit. Un procès où le marxisme — en particulier les positions marxistes sur les forces productives, sur les modes

(1) Nous écartons délibérément de cette réponse toute référence au style ou au ton de notre contradicteur. Nous nous en tiendrons aux questions de fond. On sait, par ailleurs, que les choix de méthode et de forme se relient toujours au contenu même des positions défendues. On connaît la formule de Trotsky dans *Défense du marxisme* : "*Le style, c'est la politique.*"

Premier chef d'accusation, donc : la question des forces productives.

UN LEURRE THEORIQUE

Wolfgang écrit : “ Daniel Gluckstein cherche à démontrer une thèse essentielle, qui peut être énoncée de la manière suivante : aujourd'hui, "l'impérialisme sénile" détruit massivement les forces productives, dont le déclin serait absolu. Or la démonstration de cette thèse ne" me semble pas complètement convaincante ” (page 11) (2). L'accusation est répétée : "on assisterait à une telle destruction des forces productives que leur déclin serait aujourd'hui absolu " (page 12). Ou encore : “ L'affirmation selon laquelle on assisterait à une telle destruction des forces productives, "à commencer par la force de travail humaine", que le déclin de celles-ci serait devenu absolu ne saurait être établie que sur la base des faits. ce dont tout le monde conviendra. Or les faits que Daniel Gluckstein a sélectionnés, la manière dont il les utilise permettent-ils en eux-mêmes de prouver sa thèse de manière parfaitement convaincante ?" (page 12). A cette question, notre critique répond par la négative.

A l'auteur de *Lutte des classes et mondialisation*, il reproche encore le fait qu' "il considère que le déclin des forces productives est absolu" (page 12). Il l'accuse d'évoquer à tort "le déclin absolu de la force de travail effective de l'humanité" (page 14). Il lui reproche de suggérer que la baisse d'investissement serait "une baisse absolue" (page 16), de prétendre que le taux d'investissement connaîtrait "une baisse absolue" (page 18). Ou encore que " le capital se désengage de manière absolue de la production" (page 18).

La pédagogie étant comme on le sait l'art de la répétition, Wolfgang fait indiscutablement œuvre de pédagogue en se répétant ainsi à l'envi. Mais il y a un hic : il n'y a pas de forme sans contenu et pas de pédagogie sans information exacte à transmettre. Or, chaque fois qu'il introduit cette notion "d'absolu", Wolfgang le fait de sa propre initiative. Il ne s'appuie sur aucune citation du livre. Il n'est pourtant pas avare de citations. Généralement, d'ailleurs (et conformément aux meilleures traditions universitaires), il accompagne toute citation des références exactes concernant l'auteur, œuvre, la page. Contradictoirement, tous les passages de l'acte d'accusation sont fondés ici sur une notion "d'absolu" sans guillemets, ni source ni référence... ce qui est logique, puisque cette "citation" est absolument absente du livre accusé.

C'est un leurre pur et simple.

Lorsque nous avons pris connaissance de cet "angle d'attaque", nous avons la certitude que Wolfgang faisait fausse route. Cependant, nous avons appris chez Marx, Engels, Lénine et Trotsky que "rien n'est plus dangereux", pour un marxiste, que "d'éliminer, en poursuivant la précision logique, les éléments qui contrarient nos schémas " (Léon Trotsky, *La Révolution trahie*). C'est pourquoi, avant toute chose, nous avons tenu à vérifier. Recensant tous les passages du livre *Lutte des classes et mondialisation* où il est question des forces productives, nous en avons identifié 230 (nous en tenons la sélection à la disposition de quiconque veut vérifier par lui-même). Sur ces 230 passages, pas un seul — nous insistons : pas un — ne comprend l'expression "déclin absolu" à laquelle se réfère abondamment Wolfgang. Pas une seule fois ! (3)

(2) Pourquoi ces guillemets entourant les deux mots "impérialisme sénile" ? S'agit-il de faire accroire que, pour Daniel Gluckstein, "l'impérialisme sénile" constituerait une catégorie en soi distincte et opposable à l'impérialisme tel que Lénine l'a défini ? Pourtant, Daniel Gluckstein écrit explicitement : "L'impérialisme sénile n'est pas un nouveau stade du capitalisme. Il s'inscrit totalement dans sa définition de l'impérialisme que Lénine a donné dès 1916." Il écrit également : "L'impérialisme devenu sénile (n'est pas) une phase historique distincte de l'impérialisme lui-même, mais au contraire (...) l'expression de son plein développement." (Ce dernier passage est d'ailleurs cité par Wolfgang lui-même, qui n'en est pas à une contradiction près).

(3) A vrai dire, cette expression apparaît une fois dans *Lutte des classes et mondialisation*. Mais elle est entre guillemets, car tirée d'une citation d'Ernest Mandel, qui, dans le *Troisième âge du capitalisme*, cité pages 318 et 319 de *Lutte des classes et mondialisation*, écrit : "Ainsi, nous pouvons mieux saisir le concept de troisième âge du capitalisme de monopole, dans des conditions de crise de structure du mode de production capitaliste. Cette crise de structure ne s'exprime pas par le fait que les forces productives cessent de croître au sens absolu." Ainsi donc, dans ce passage écrit en 1976, le dirigeant pabliste révisionniste du marxisme Mandel polémique contre notre courant, lui reprochant de prétendre que "les forces productives ont cessé de croître au sens absolu".

La chose, à vrai dire, n'est pas pour surprendre. *Lutte des classes et mondialisation* analyse les tendances à œuvre dans le sens de la décomposition-déqualification-dégradation-destruction des forces productives. Comme toute tendance, celle-ci s'exprime sous des formes diverses — analysées dans l'ouvrage -, sans qu'il soit nécessaire d'y accoler une quelconque notion de "déclin absolu".

"LES FORCES PRODUCTIVES (...) CONTINUENT DE CROÎTRE" VRAIMENT?

A quoi sert donc de disséminer ces douteuses références à un prétendu "*déclin absolu des forces productives*" ? Pourquoi recourir à semblables procédés ?

Ici, Wolfgang procède à l'inverse du marxisme. Convaincu — ce qui est son droit — que Daniel Gluckstein s'appuie sur une thèse erronée concernant le "*déclin absolu des forces productives*", il aurait dû chercher les passages le prouvant. N'y parvenant pas, il aurait dû non pas forger les "preuves" de toutes pièces, mais s'interroger sur cette absence de preuves, et revoir sa copie. Ainsi eut-il agi en marxiste, partant des faits pour en tirer les conclusions qui s'imposent dans le domaine idéologique.

Butant, pour reprendre la formule de Trotsky, sur un "*élément qui contrarie ses schémas*" — "absence de citation du livre sur le "*déclin absolu des forces productives*" —, Wolfgang choisit d'éliminer cet élément contrariant... en attribuant à l'auteur des positions qui ne sont pas les siennes.

En dépit d'une certaine connaissance livresque de Marx, notre critique emprunte une méthode qui n'est pas marxiste (ce qu'on ne saurait lui reprocher), puisqu'elle part de l'idée (en l'occurrence, l'idée que Wolfgang se fait des positions de Daniel Gluckstein sur le "*déclin absolu des forces productives*"), puis cherche à ajuster les faits — réels, ou rajoutés à dessein — pour conforter l'idée (4).

Mais, répétons-le, il n'y a pas de forme sans contenu. Le recours à un procédé de discussion étranger au marxisme est au service d'une position politique contradictoire, quant au fond, avec la position marxiste sur les forces productives.

Wolfgang ne nie pas que "*les traits de pourrissement et de parasitisme qui caractérisent la phase actuelle de l'impérialisme sont certes incomparablement plus importants qu'au temps de Lénine*" (page 32). Il s'interroge cependant : "*Empêchent-ils pour autant que les forces productives, au sens étroit du terme (...), continuent de croître ?*" (page 33). Question à laquelle il répond en ces termes : "*La démonstration de Daniel Gluckstein sur ce point n'est guère convaincante*" (page 33).

Nous aurons l'occasion d'y revenir : la "démonstration" concernant la non-croissance des forces productives n'est guère imputable à Daniel Gluckstein, lequel n'a fait que reprendre à son compte les positions traditionnelles de notre mouvement.

Il s'agit donc bien, de la part du camarade Wolfgang, d'une remise en cause d'une position fondatrice de notre courant international. Il ne s'agit pas là d'un argument d'autorité. Oui ou non, Trotsky a-t-il écrit dans le *Programme de transition*, programme de fondation de la IV^e Internationale, que "*les forces productives de l'humanité ont cessé de croître*" ?

(4) Remarque au passage. On lit, page 9 du texte de Wolfgang : "*Il découle de ce qui précède que l'exemple de Daniel Gluckstein est beaucoup trop abstrait, non seulement parce qu'il semble croire que la question de la baisse tendancielle du taux de profit...*" "De grâce, laissons les croyances aux prêtres et à leurs églises ! Le débat entre militants ouvriers ne porte pas sur ce que les uns ou les autres croient. Et encore moins sur ce que chacun croit que l'autre croit ! Le débat ne porte pas non plus sur la capacité des uns et des autres à se livrer à une introspection des intentions, des arrière-pensées, du conscient, de l'inconscient et du subconscient de celui contre lequel il polémique. Le recours à ce type de spéculations intellectuelles découle d'une méthode qui n'est pas fondée sur les faits. La même remarque vaut pour ce passage page 9 : "*Daniel Gluckstein semble croire* (souligné par Daniel Gluckstein) *que son exemple est tellement probant qu'il se suffit à lui-même pour convaincre que la loi de la baisse tendancielle du taux de profit...*" "Croire", "convaincre" ? Nous nous en tenons aux faits !

Répétons-le, Wolfgang peut estimer, au vu de la situation réelle, que les bases programmatiques de la IV^e Internationale ne sont pas vérifiées par les événements. Ce qu'il affirme, d'ailleurs en partie, mais sans toujours assumer toutes les implications de sa position. (Ce dont nous nous félicitons, car s'il allait jusqu'au bout de sa position, il serait sans doute amené à faire ce que beaucoup d'autres ont fait avant lui. Espérons que cela ne sera pas le cas.)

Toutefois, avant d'aborder cet aspect immédiat de la question, il nous faut revenir au problème théorique de la

définition des forces productives.

**UNE INNOVATION THEORIQUE :
"LES FORCES PRODUCTIVES AU SENS ETROIT DU TERME"**

Il n'a pas échappé au lecteur, dans la citation de Wolfgang faite précédemment, que "les forces productives" sont traitées, nous précise-t-il, "*au sens étroit du terme*". Qu'est-ce que cela signifie ? Notre contradicteur affirme avoir trouvé, dans *Lutte des classes et mondialisation*, deux approches différentes de la notion de forces productives.

- La première, qu'il réfute : "*Cette manière essentiellement négative de présenter le concept des forces productives (consistant à nous dire ce qu'elles ne sont pas, mais non ce qu'elles sont) n'est guère étayée par des citations et des explications de textes de Marx. En gros, me semble-t-il, Daniel Gluckstein considère que le déclin des forces productives est absolu puisque les besoins élémentaires des hommes sont, à l'échelle mondiale, de moins en moins satisfaits dans le cadre de ce système et que, tout au contraire, la misère et la pauvreté de masse croissent; en revanche, il affirme que l'augmentation de la production capitaliste et de la productivité du travail ne signifie pas nécessairement en elle-même la croissance des forces productives*" (page 12).

Relevons que l'affirmation selon laquelle Daniel Gluckstein ne propose pas de définition positive de ce que sont les forces productives est démentie — nous le verrons plus loin par la simple lecture de *Lutte des classes et mondialisation*, en particulier les pages 88 à 93. Se peut-il que notre pointilleux critique ne les ait tout simplement pas lues ?

Relevons également ceci. Wolfgang conteste l'affirmation selon laquelle "*l'augmentation de la production capitaliste et de la productivité du travail ne signifie pas nécessairement en elle-même la croissance des forces productives*" (page 12). Faut-il en conclure que pour lui, a contrario, "*augmentation de la production capitaliste et de la productivité du travail*" signifie nécessairement "*croissance des forces productives*" ? Si tel était le cas, il faudrait en conclure que le nazisme correspond à une période de fantastique essor des forces productives... Certes, sur la base de la destruction de dizaines de millions de prolétaires, de paysans; certes, sur la base de l'extermination de populations entières et de la destruction de bases industrielles de pays entiers... Mais si l'on retient comme critère suffisant "*l'augmentation de la production capitaliste et de la productivité*", cette conclusion est incontournable.

- La seconde approche que Wolfgang invente pour les besoins de la cause, affirmant la dégager du livre *Lutte des classes et mondialisation*, traite des "*forces productives dans le sens courant, empirique du terme*" (page 13), qu'il appelle également dans un autre passage "*forces productives au sens étroit*" (page 19). il les définit ainsi : "*Les forces productives considérées sous un angle essentiellement quantitatif : sur la base d'un certain nombre de chiffres, de graphiques et de tableaux concernant le chômage, les investissements, etc. Cette seconde manière de traiter la question des forces productives, conforme au langage courant, suppose que l'on considère celles-ci simplement comme l'ensemble des moyens de production humains et matériels effectivement mis en œuvre sous le joug du capital*" (page 13).

LES FORCES PRODUCTIVES VUES PAR MARX...

La définition des forces productives proposée — soit dit en passant, non pas par Daniel Gluckstein, mais par notre courant depuis des décennies, et avant lui par Trotsky dans le *Programme de transition*, et avant lui par Lénine dans *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* — s'appuie-t-elle sur des textes de Marx ? Non, prétend Wolfgang, qui insinue le doute dans l'esprit du lecteur en écrivant : "*On pourrait notamment se demander quel sens Marx donnait à ce concept, si ce sens est univoque dans son œuvre, s'il demeure le même de*

L'Idéologie allemande au Capital, ou bien si, au contraire, il connaît des évolutions." (page 12) .

En réalité, tout *Le Capital*, de bout en bout, est basé sur la notion selon laquelle la , principale force productive, c'est le travail humain. Toute œuvre de Marx, d'ailleurs, au fur et à mesure que se forge sa position théorique partant de la loi de la valeur, se fonde sur l'analyse du procès de production de la plus-value : le procès de production capitaliste repose sur la mise en mouvement de la principale force productive, le travail humain, dans le cadre des rapports de production capitalistes, permettant que soit produite la plus-value, seule source de tout profit en régime capitaliste.

Pour bien comprendre comment et pourquoi cette conception est omniprésente dans œuvre de Marx, il faudrait citer, à la barre des témoins, la totalité du *Capital*. Toutefois, dans le but d'éclairer la discussion, il est utile de se référer à des textes périphériques au *Capital*, en particulier ceux publiés sous le titre *Théories sur la plus-value* (livre IV du *Capital*). Dans ces textes, qui rassemblent les matériaux préparatoires à la rédaction ch. 1 *Capital* proprement dit, Marx "discute" avec les auteurs qui l'ont précédé. Qu'écrit-il ?

"Nous avons vu, non seulement comment le capital produit, mais comment il est lui-même produit, et comment il sort du procès de production, dans lequel il se développe, sous forme d'un rapport modifié dans son essence. D'un côté, il transforme le mode de production; d'un autre côté, cette forme modifiée du mode de production, ainsi qu'un certain degré de développement des forces productives matérielles sont la base et la condition — la présupposition de sa propre formation.

Etant donné que, par l'échange entre le capital et le travailleur, le travail vivant est incorporé au capital et apparaît comme une activité qui lui appartient, dès que le procès de travail commence, toutes les forces productives du travail social se présentent comme forces productives du capital; tout comme la forme sociale générale du travail apparaît dans l'argent comme propriété d'une chose. Ainsi, la force productive du travail et ses formes particulières se présentent maintenant comme forces productives et formes du capital, du travail matérialisé, des conditions de travail (objectives) (...).

*La productivité du capital consiste d'abord, même si l'on ne considère que la subsumption formelle du travail sous le capital, en la contrainte au surtravail, au travail qui dépasse la nécessité immédiate" (Karl Marx, *Théories sur la plus-value*) (5)*

Reprenons. Que dit Marx ? D'abord, pour reprendre sa formule, que le "*capital produit, mais aussi qu'il est produit, qu'il sort du procès de production dans lequel il se développe sous forme d'un rapport modifié dans son essence*", et qu'il le fait dans la mesure "*où un certain degré de développement des forces productives matérielles est la base, la condition et la présupposition de sa propre formation*". Il y a donc bien, chez Marx, un concept de forces productives (au pluriel) qui n'est pas réductible à "*force productive du travail au singulier*".

Que sont ces "*forces productives matérielles*" qu'évoque Marx, et qui sont "*base, condition et présupposition*" de la formation du capital ? C'est — nous nous en sommes expliqués dans le chapitre du livre *Lutte des classes et mondialisation* consacré aux forces productives — pour l'essentiel les éléments qui relèvent d'un certain degré de technicité, de l'accumulation du capital, des développements des outils et des machines qui permettent un début de développement de la production capitaliste. Marx précise que, "*par l'échange entre le capital et le travailleur, le travail vivant est incorporé au capital*", créant une situation où "*toutes les forces productives du travail social se présentent comme forces productives du capital*". Qu'est-ce que cela signifie ? Qu'est-ce que c'est que les "*forces productives du travail social*" ? Sous ce vocable, Marx inclut à la fois ce qu'il a appelé précédemment "*les*

(5) Subsumption : équivalent de subordination à, ou soumission à, ou domination par.

forces productives matérielles" (disons, pour simplifier, les machines, les outils, l'accumulation du capital préalables au développement de la production capitaliste) et une catégorie supplémentaire : "*le travail vivant incorporé au capital*". C'est cet ensemble que l'auteur du *Capital* décrit sous le vocable "*forces productives du travail social*", dont il souligne que, dans le procès de production capitaliste, elles prennent l'apparence des "*forces productives du capital*".

Poursuivons. Pour Marx, le paradoxe vient de ce que "*toutes les forces productives du travail social se présentent comme forces productives du capital*", alors que toutes, sans exception, procèdent en dernière analyse

de la mise en mouvement de la force de travail humaine. D'où cette définition : la productivité du travail, cette "force productive" du travail au singulier, n'est rien d'autre, dit Marx, que *"la contrainte au travail qui dépasse la nécessité immédiate"*. Autrement dit : la productivité du capital consiste exclusivement dans le rapport d'exploitation qui permet d'extorquer la plus-value.

En ce sens, la productivité du capital suppose un certain développement des forces productives du travail social. Certes, elle peut s'accroître en même temps que se développent les forces productives du travail social : Mais elle peut aussi, dans un contexte différent, se développer sur la base — produit d'une contrainte accrue au surtravail — d'une détérioration, d'une dégradation, d'une déqualification, d'un affaiblissement, en un mot d'un processus de destruction de la principale force productive du travail social : la force de travail du prolétaire. C'est ce que nous avons montré dans *Lutte des classes et mondialisation*. Il n'y a là aucune contradiction. Sauf à isoler le critère de productivité du capital comme une chose en soi, à gommer ou à tout le moins estomper le fait qu'il se réduit, pour reprendre la formule de Marx, *"en une contrainte au surtravail"*. C'est d'ailleurs, nous allons le voir, ce que fait Wolfgang.

Certes, il ne va pas jusqu'à réduire la définition des forces productives à une simple addition d'instruments, de machines, de matières premières, indépendamment de la force de travail. Jusqu'à un certain point, Wolfgang ne nie pas que la force de travail appartienne aux forces productives. *"Les forces productives dans Je sens courant, empirique du terme"*, englobent, nous dit-il, *"l'ensemble des moyens de production humains et matériels effectivement mis en œuvre sous le joug du capital"* (page 13).

Que signifie réduire la force de travail à un *"moyen de production humain"* mis sur le même plan que le *"moyen de production matériel"* ? La nature particulière de la marchandise *"force de travail"* est ici escamotée, à savoir sa capacité à produire plus de valeur qu'elle n'en consomme du fait, social, de la *"contrainte au surtravail"*.

Il y a une différence fondamentale entre *"moyens de production matériels"* et *"moyens de production humains"*. Les premiers ne font que transmettre à la marchandise produite leur propre valeur. Les seconds transmettent une valeur supérieure à leur valeur propre, et cela dans une proportion qui est définie par le rapport social d'exploitation que constitue le capital. En nivelant les deux catégories, Wolfgang en arrive à une définition de plus en plus *"étroite"* — c'est son terme — des forces productives et où, de ce fait, il est possible de "mesurer" l'état des forces productives... par la simple mesure de la productivité ou de la production capitaliste elle-même.

Marx, prétend notre critique, ne parlerait de forces productives qu'au sens, "étroit" de la force productive du travail équivalente à son niveau de productivité. Pouvons-nous attirer son attention sur un texte de Marx, daté du 29 août 1857 et connu sous le nom *d'Introduction à la critique de l'économie politique* ? On y lit ceci : *"Quand nous parlons de production, c'est toujours de la production à un stade déterminé du développement social qu'il s'agit — de la production d'individus sociaux."* Evoquant *"la production en général"*, c'est-à-dire la production quel que soit le mode de production, Marx souligne ce qui en constitue *"l'unité qui découle du fait que le sujet : l'humanité, et l'objet : la nature, sont identiques"*.

Je me permets d'attirer l'attention du lecteur sur cette phrase : l'unité du procès de production réside entre ce que sujet et objet sont identiques, à savoir humanité et nature. Pour Marx, la force de travail (l'humanité) est au centre de la production (domestication de la nature). Les deux sont indissociables.

Dans le même texte, Marx insiste : *"Toute production est l'appropriation de la nature par l'individu dans le cadre et par l'intermédiaire d'une forme de société déterminée."* II

50

précise : *"Pas de production possible sans un instrument de production, cet instrument ne fut-il que la main. Pas de production possible sans travail passé, accumulé, ce travail ne fut-il que l'habileté, que l'exercice répété à emmagasiner et concentrer dans la main du sauvage. Le capital est lui aussi entre autres choses un instrument de production, il est lui aussi du travail passé, objectivé."*

Pour Marx, tout le processus de production, et tous les moyens de production se ramènent finalement à la seule force productive initiale : le travail humain. Il ne serait jamais venu à l'esprit de Marx de porter jugement sur l'état des forces productives sans partir de l'état de la principale force productive.

... ET PAR LENINE

Quiconque a étudié sérieusement Marx, Engels, Lénine, Trotsky, sait que le degré de développement des forces productives inclut pour eux, au premier chef, l'état de la principale force productive, la force de travail. Certes, cela ne constitue pas un argument d'autorité. Wolfgang, répétons-le, a parfaitement le droit de développer un autre point de vue. Pour notre part, nous partageons ce point de vue, qui nous paraît appuyé sur les faits, vérifié par les événements.

Nous partageons la position de Marx, qui est aussi celle de Lénine, lequel écrivait en 1919 : *"Dans un pays ruiné, la première tâche est de sauver le travailleur. La première force productrice de toute l'humanité, c'est l'ouvrier, le travailleur. S'il survit, nous sauverons et nous rétablirons tout, Nous supporterons de longues années de misère, de retour à la barbarie. C'est la guerre impérialiste qui nous a rejetés en arrière, vers la barbarie " mais si nous sauvons le travailleur, si nous sauvons la principale force productive de l'humanité, l'ouvrier, nous retrouverons tout " nous périrons si nous ne savons pas le sauver; et c'est pourquoi ceux qui en ce moment crient au communisme de consommation, au communisme de soldat, en toisant les autres de haut, en s'imaginant qu'ils sont au-dessus de ces bolcheviks communistes, ceux-là, je le répète, n'ont absolument rien compris à l'économie politique et s'accrochent à des citations de livres, tel le savant dont le crâne est un tiroir à citations qu'il extrait; mais que se présente une combinaison nouvelle non décrite dans les livres, le voilà perdu, et il prend dans son tiroir justement celle qui ne convient pas"* (Lénine, Œuvres, tome 29 : *"1er congrès de l'enseignement extra-scolaire"*, 19 mai 1919, page 367).

Lénine a-t-il raison ou tort ? Il déclare : si l'ouvrier, qui est la première force productive de l'humanité, est sauvé, alors, nous rétablirons tout; nous pouvons tout supporter si la principale force productive est préservée; tout supporter, y compris la destruction en masse des *"moyens de production matériels"*, les usines, les infrastructures, les richesses." parce que tout pourra être reconstruit en préservant la principale force productive : l'homme productif. Polémiquant contre ceux qui *"n'ont rien compris à l'économie politique"*, Lénine revendique la *"satisfaction des besoins humains"* (6) de la principale force productive comme la condition exclusive du développement à venir des forces productives en général. On pourrait dire, a contrario, qu'en cette fin de XXe siècle, la survie de la production capitaliste sur la base de la destruction en masse des forces productives — à commencer par la destruction en masse de la principale force productive, le travail humain — oriente l'humanité vers une catastrophe sans précédent.

Bien évidemment, si on écarte d'un revers de main les conditions faites à la principale force productive comme étant sans rapport avec l'état des forces productives dans leur ensemble, on peut en arriver à de tout autres conclusions : *"L'accroissement du chômage à l'échelle mondiale signifie-t-il en lui-même une destruction des forces productives ?"*, interroge Wolfgang (page 14), qui répond par la négative : *"On pourrait très bien supposer que le chômage augmente globalement dans le monde sans que décline les forces productives effectivement mises en œuvre"* (page 14). Certes, on pourrait le "supposer" dans le cadre du capitalisme ascendant. Mais est-ce le cas aujourd'hui ?

(6) Formule de Daniel Gluckstein sévèrement critiquée par Wolfgang.

LE SORT ATROCE DE L'AFRIQUE MENACE-T-IL, OUI OU NON, L 'HUMANITE TOUT ENTIERE ?

Peut-on suggérer au camarade Wolfgang de lire le compte rendu du tribunal réuni à Los Angeles les 4 et 5 février 2000, pour juger les responsables de la dérive meurtrière qui frappe les peuples d'Afrique ? On lit, dans le verdict du tribunal, l'affirmation suivante :

“ — 220 millions d'Africains vivent en dessous du seuil de pauvreté et il y en aura 300 millions en l'an 2000 (rapport du PNUD).

- 42 % de la population "vivent JJ avec moins d'un dollar par jour.

- plus de 60 % de la population n'a pas accès à l'eau potable.

- la tuberculose tue 600 000 Africains par an, la malaria cause un million de morts, dont 400 000 enfants de

moins de 4 ans.

- 1 400 000 personnes entre 15 et 49 ans ont été infectées la seule année dernière par le virus du sida dans les neuf pays du Sud de l'Afrique, selon un rapport de l'UNAIDS de novembre 1998.

-la malnutrition affecte 48 % des enfants en Ethiopie, 41 % en Erythrée, 37 % au Burundi, etc.

- plus de la moitié des pays d'Afrique est affectée par des guerres aux conséquences tragiques : des centaines de milliers de morts (plus de 200 000 au Burundi depuis 1993, qui s'ajoutent au million de personnes massacrées dans le Rwanda voisin.

- plus de 12 millions d'Africains errent d'un bout à l'autre du continent.

- pour la jeunesse, c'est la misère ou l'intégration dans les bandes armées (plus de 300 000 enfants recensés).

- les privatisations conduisent à la fermeture massive d'usines et au chômage généralisé dans les villes.

- le système scolaire est sinistré.

- les hôpitaux sont devenus des mouroirs.

- l'agriculture est dévastée et les paysans et planteurs sont en grande difficulté en raison des baisses de prix sur le marché mondial et par la disparition des systèmes de péréquation et de stabilisation.

- l'existence des syndicats est menacée.

-la répression se généralise (...).

- d'ici peu, le continent africain sera peuplé d'enfants orphelins livrés à la violence et à la misère, de vieillards n'ayant plus aucune base de subsistance, ni par

le biais de l'assurance sociale, ni au sein des familles ravagées.

- d'ici peu, le continent africain sera un continent où le seul déplacement des populations sera celui des migrations produit de la guerre et des violences.

- d'ici peu, le continent africain sera un continent où la vie de la majorité sera quotidiennement menacée par la famine et la maladie. ”

Ne s'agit-il pas de la plus terrifiante destruction au monde de la principale force productive : la force de travail humaine ? Certes, on pourrait objecter que les peuples d'Afrique, ont connu dans le passé (du XVIe au XIXe siècles, notamment par l'esclavage) de véritables génocides entraînant la mort de dizaines et de dizaines de millions d'hommes, de femmes et d'enfants. C'est exact. Mais il s'agissait alors des bases mêmes de l'accumulation primitive, qui ont permis l'essor du capitalisme et des forces productives (y compris humaines) à l'échelle mondiale (ce qui n'enlève rien, c'est évident, à l'horreur de l'esclavage, des massacres qu'il a engendré et au bien-fondé de l'exigence de réparations formulée dans le verdict du Tribunal Afrique). Aujourd'hui, la destruction en masse de la force "productive majeure en Afrique ne fait qu'anticiper et préfigurer le processus à œuvre à l'échelle mondiale. Le verdict affirme : *"Sur la base des faits, le jury constate que le sort atroce auquel sont livrées les populations d'Afrique résulte d'un système d'exploitation et d'oppression qui détruit le continent africain et qui menace l'humanité tout entière. "*

Juste ou faux ?

Polémiquant contre la statistique concernant les 12 milliards de jours de travail détruits par an, Wolfgang s'interroge : *"N'y a-t-il pas une différence entre la destruction et la non-utilisation ?"* (page 15). Plus loin, il conteste : *"Pourquoi la dévalorisation de la force de*

travail est-elle systématiquement assimilée à sa destruction ?" (page 19). A question pratique, réponse pratique. Quand un capitaliste remplace un salarié, par exemple des Etats-Unis, par un salarié moins bien payé, par exemple du Mexique; ou lorsqu'il substitue une force de travail précarisée et non couverte par des garanties collectives à un salarié sous statut ou convention collective, ne s'agit-il pas d'une réduction significative de la capacité de consommation de la force de travail ? Et comment faut-il appeler le processus qui réduit la capacité de consommation de la principale force productive : le travail humain ? Comment faut-il appeler un processus qui réduit — de manière absolue — l'espérance de vie des populations entières d'Afrique ou de Russie ? Comment faut-il appeler la dégradation des conditions sanitaires dans les pays capitalistes les plus développés, du fait des attaques contre les régimes de protection sociale et contre les hôpitaux ? N'est-ce pas un processus de dégradation de la force de travail, c'est-à-dire de destruction ?

Quand un salarié qui a les moyens de se loger dignement, de se nourrir correctement, de bénéficier d'un système de soins performant, et qui travaille à des horaires réguliers et réglementés, cède la place à (ou se voit lui-même rabaissé à la situation de) un salarié qui ne peut plus se soigner faute de couverture sociale, ou qui ne peut plus s'alimenter dans les mêmes conditions, ou se loger dans les mêmes conditions d'hygiène, cela n'a-t-il pas des

conséquences sur la force productive-force de travail ? Et cette dégradation de la puissance consommatrice de la force de travail n'est-elle pas une dégradation-destruction de la force de travail elle-même ? N'est-ce pas ce qui se passe en ce moment même à l'échelle mondiale ? La montée en flèche des profits boursiers puise-t-elle sa source ailleurs que dans cet écrasement destructeur de la principale force de travail, le travail humain ? N'est-ce pas cela qu'on appelle pompeusement aujourd'hui "nouvelle économie" ?

On le voit : le débat n'est pas exclusivement théorique. Il est aussi du domaine de la politique la plus concrète.

On se rappelle que, dans *Lutte des classes et mondialisation*, Daniel Gluckstein introduit une distinction, pour la commodité de la compréhension, entre la plus-value relative telle que Marx l'a décrite et ce qu'il appelle la plus-value relative de type 2. Dans les deux cas, il s'agit du même processus d'extorsion de la plus-value, c'est-à-dire de cette "contrainte au surtravail", dont Marx parle dans les *Théories sur la plus-value*. Il s'agit bien de la plus-value relative, ce procédé par lequel le capitaliste, pour accroître la part de surtravail qu'il impose, fait baisser la valeur de la force de travail par l'augmentation de la productivité du travail, qui réduit la valeur des marchandises consommées par la force de travail en réduisant le temps nécessaire à leur production.

La distinction introduite par *Lutte des classes et mondialisation* consiste en ceci : pour Marx — et il s'en explique dans le *Capital* — la tendance générale du dégagement de la plus-value relative ne signifie pas nécessairement une dégradation des conditions d'existence des masses, car la baisse de la valeur nominale des marchandises dont l'ouvrier et sa famille ont besoin pour vivre peut permettre de les acquérir en y consacrant une part plus limitée de la journée de travail (temps de travail nécessaire). C'est la raison pour laquelle Marx (passage cité dans *Lutte des classes et mondialisation*) envisage non seulement que cette plus-value relative s'accompagne d'un maintien des conditions d'existence de la classe ouvrière, mais même, éventuellement, de leur amélioration.

A l'inverse, explique *Lutte des classes et mondialisation*, la tendance dominante, aujourd'hui, de la classe capitaliste est de dégager la plus-value relative sur la base de la remise en cause des conditions concrètes d'existence des masses, non pas par la simple baisse de la valeur nominale des produits (permettant de garantir la subsistance), mais par la dégradation pure et simple de la capacité de consommation des masses (7).

(7) Wolfgang critique longuement un passage du livre *Lutte des classes et mondialisation*, page 370. Il y a, c'est exact, dans ce passage, une imprécision concernant le mot "dévalorisation". En effet, on sait que l'exposé, par Marx, de la plus-value relative est fondé sur le fait que l'augmentation de la productivité générale du travail aboutit constamment à baisser la valeur des marchandises et que, par conséquent, pour une consommation équivalente, un moindre temps de travail est nécessaire pour produire la valeur qui permettra d'acquérir les marchandises en question. En revanche, l'offensive générale de l'impérialisme aujourd'hui, s'il continue à utiliser l'arme de l'augmentation de la productivité du travail social, et donc de la baisse du temps de travail nécessaire à la production, recourt de plus en plus (et c'est ce que le livre *Lutte des classes et mondialisation* s'attache à démontrer à partir des faits) à la recherche d'une plus-value relative, que nous avons appelée "de type 2", qui, elle, est fondée sur l'abaissement du pouvoir de consommation des ouvriers systématiquement en dessous du niveau garanti dans les conditions sociales historiques déterminées.

Concedant, du bout des lèvres, que l'on puisse recourir à cette distinction entre plus-value relative de type 2 et plus-value relative de type 1, Wolfgang objecte cependant : " *Seule une vision mécaniste et abstraite des choses peut faire croire que la "plus-value relative de type 2" était "exceptionnelle" au XIXe siècle* " (page 6). Et de citer Marx, qui écrit que " *la pratique (consistant à abaisser le salaire au-dessous de la valeur de la force de travail) joue un rôle des plus importants dans le mouvement réel du salaire* " (citation faite par Daniel Gluckstein lui-même, tirée du *Capital*, livre I, chapitre 12). Pourtant, n'y a-t-il pas une différence de degré entre, d'une part, un procédé qui " *Joue un rôle des plus importants dans le mouvement réel des salaires* " à l'époque du XIXe siècle, mais que Marx écarte de l'exposé général de la plus-value relative, parce qu'il opère alors en marge de ce mécanisme; et, d'autre part, le même procédé devenu, à la fin du XXe siècle, le moyen majeur par lequel la classe capitaliste préserve coûte que coûte son accès à la plus-value, quitte pour cela à détruire en masse les forces productives ?

La différence est pratique. Tout au long du XIXe siècle, jusqu'au début du XXe, la tendance générale — nous insistons sur le terme tendance — est que la classe capitaliste absorbe, par l'augmentation de la productivité et l'extension des marchés, les contrecoups de tout ce que la lutte de classe de la classe ouvrière lui impose : normes, règles, lois, codes, qui reconnaissent socialement la valeur de la force de travail, qui la garantissent et qui permettent également, comme une tendance générale, son accroissement. A partir de la transformation du

capitalisme ascendant en impérialisme, la réponse de la classe capitaliste, au contraire, combine le recours à des volants d'entraînement artificiel et parasites de l'économie et la destruction des forces productives. A la fin du XIXe siècle, l'offensive de l'impérialisme mondial vise comme une tendance générale à la remise en cause des normes qui fixent la valeur de la force de travail. L'orientation générale de la déréglementation vise à la dévalorisation-destruction de la principale force productive qu'est la force du travail.

Supposons même, écrit notre contradicteur, que Daniel Gluckstein ait raison concernant ce qu'il appelle la plus-value relative de type 2 ; cela ne validerait pas pour autant les conclusions qu'il en tire. En effet, explique Wolfgang (page 20) : “ *Qu'en serait-il dans ce cas ? Par définition, il y aurait alors un recul de la satisfaction des salariés. Cependant, fi n'en resterait pas moins que cette dévalorisation de la force de travail aurait pour cause l'augmentation de la productivité du travail social. Or l'augmentation de la productivité du travail est, précisément, ce que Marx appelle "l'élévation de la force productive du travail" (au singulier). Autrement dit, la dévalorisation de la force de travail suppose, dans ce cas aussi, "l'élévation de la force productive du travail" dont elle est l'effet immédiat, mécanique. Certes, à moyen terme, la baisse du pouvoir d'achat, si elle devient générale, constitue un rétrécissement du marché, qui aura finalement pour conséquence une destruction véritable, qui peut ou non être passagère, de nombreuses forces productives. Mais cette évolution de la situation n'est pas un effet mécanique, immédiat, de la dévalorisation de la force de travail (de type 2) : elle dépend de la lutte de classe, tant de ses acquis que de sa capacité à défendre ceux-ci et à enrayer le rouleau compresseur capitaliste. Finalement, ici comme ailleurs, seule la lutte des classes peut décider si telle ou telle dévalorisation de la force de travail aboutit ou non, à tel ou tel degré et pendant telle ou telle période, à une destruction effective des forces productives.* ”

En apparence, la démarche de Wolfgang est parfaitement "orthodoxe" : "*seule la lutte de classe peut décider*". C'est vrai ! Encore que la référence à la lutte de classe, sous la plume de Wolfgang, atteint un tel niveau d'abstraction qu'elle s'apparente de plus en plus à

(Suite de la note 7) Tout le livre *Lutte des classes et mondialisation* démontre comment l'offensive actuelle du capital sous couvert de mondialisation, qu'elle prenne la forme des délocalisations systématiques, de l'extrême mobilité du capital à l'échelle mondiale, de la destruction systématique des Codes du travail, des conventions collectives, des statuts, de toutes normes sociales, vise précisément à faire de l'abaissement du pouvoir de consommation des masses — pas simplement de l'abaissement de la valeur nominale des marchandises consommées — un levier essentiel de son offensive destructrice. Le mot "dévalorisation" de la force de travail, si on l'emploie dans le sens marxiste classique, signifie simplement baisse de la valeur nominale de la force de travail, sans pour autant remettre en cause nécessairement son pouvoir de consommation, c'est-à-dire l'ensemble des marchandises que l'ouvrier peut consommer. Tandis que, dans le langage courant actuel, "dévalorisation" de la force de travail signifie abaissement de la capacité de consommation des masses.

Nous avons essayé, tout au long du livre *Lutte des classes et mondialisation*, d'éviter l'usage équivoque du mot "dévalorisation". Cette équivoque n'est pas, c'est exact, évitée dans la phrase citée par Wolfgang, page 370. Mais tout lecteur sérieux inscrira cette phrase dans le contexte d'ensemble du livre et comprendra de quoi il retourne.

une espèce de litanie. On ne peut pas parler de lutte de classe en général. Quelles sont les conditions concrètes dans lesquelles se développe la lutte de classe aujourd'hui ? n suffit d'examiner toutes les grèves qui marquent la dernière période, par exemple en France. Visent-elles à arracher de nouvelles conquêtes ? Ce n'est pas le cas. Visent-elles à préserver intactes les conquêtes et réformes arrachées par la lutte de classe depuis des décennies ? Même pas. En réalité, aujourd'hui, les luttes de classe les plus significatives prennent leur point de départ dans la volonté des travailleurs de s'opposer — et à tout le moins de la freiner — à la politique par laquelle la classe capitaliste et le gouvernement "pluriel" qui s'en fait l'instrument entreprennent de démanteler tout ce qui a été conquis. Cela, ce sont les conditions concrètes de la lutte de classe, telles que les millions de travailleurs les connaissent. Au regard de cette réalité, que vaut l'affirmation de Wolfgang selon laquelle, si la lutte de classe est à un niveau suffisamment élevé, il n'y aura pas destruction effective des forces productives ? C'est une manière de dire que, même à la fin du XXe siècle, le capitalisme garde les capacités progressistes du développement des forces productives, il suffit pour cela que la lutte de classe l'y aide un peu et le tour est joué. Où est l'exigence brûlante de la révolution prolétarienne et de l'expropriation du capital ? La position de Wolfgang sur les forces productives l'amène (on le verra plus loin) à gommer toute différence significative entre le capitalisme de la phase ascendante et le capitalisme de l'époque impérialiste. (De plus, elle revient, aussi, à faire porter sur la classe ouvrière toute la responsabilité de sa propre situation. Nous y reviendrons ultérieurement.)

Remarquons que la remise en cause de la définition marxiste des forces productives débouche sur des conséquences politiques immédiates : pour Wolfgang, "*à moyen terme, la baisse du pouvoir d'achat*" peut avoir

comme conséquence "une destruction véritable, qui peut ou non être passagère, de nombreuses forces productives". Mais cela reste une hypothèse parmi d'autres ("elle peut ou non") et "à moyen terme". Tout cela ne relève pas de la situation actuelle.

**"DES EFFETS EXTREMEMENT LIMITES" :
VRAIMENT ?**

Wolfgang écrit, page II : "*Comment concilier, d'une part, l'affirmation — constante du déclin des forces productives provoqué par la "destruction des forces productives, à commencer par celle qui met en œuvre les forces productives matérielles : la force de travail humaine", et, d'autre part, le fait de la légère augmentation, en chiffres absolus, de la population industrielle à l'échelle mondiale, entre 1990 et 1997 ?*" (page 13). Il n'y a là aucune contradiction. Notre critique fait mine d'interpréter la formule "destruction des forces productives" comme destruction au sens d'un processus achevé. Or "destruction" signifie en français : processus achevé ou processus en cours. La "*légère augmentation en chiffres absolus de la population industrielle à l'échelle mondiale entre 1990 et 1997*", dès lors qu'elle est rapportée à l'augmentation globale de la population mondiale, apparaît relativement comme étant plutôt une légère régression, voire, en tout cas, une tendance marquée à la stagnation. D'autre part, comme on l'a expliqué dans l'ensemble du livre, le maintien ou la légère régression, en chiffres relatifs cette fois, de la population industrielle à l'échelle mondiale s'accompagne de la remise en cause de ses capacités à préserver la force de travail elle-même sur le plan de la santé, de l'alimentation, de la qualification (voir le télétravail qui se généralise), de la culture, des conditions générales d'existence. En ce sens, le processus de destruction des forces productives se marque dans les conditions mêmes de l'existence du prolétariat à l'échelle mondiale.

(On remarquera au passage que Wolfgang, à vouloir tout démontrer, finit, comme on dit vulgairement, par "s'emmêler les pinceaux". C'est ainsi que, page 14 de son document, il souligne doctement qu'il n'est pas bon de parler du "nombre d'ouvriers employés" sans "qu'on sache dans quelles conditions ils le sont", et d'expliquer, en particulier, qu'on ne peut pas confondre les travailleurs employés dans des contrats à durée déterminée avec ceux qui sont employés avec des contrats à durée indéterminée. Remarquons que c'est précisément l'un des éléments développés abondamment dans *Lutte des classes et mondialisation* pour illustrer la tendance à la destruction-dégradation-décomposition des forces productives,

tendance que Wolfgang remet en cause tout au long de sa contribution. Mais, de toute évidence, notre camarade n'est pas à une contradiction près.)

Bien qu'il se revendique de Marx, Wolfgang affiche un goût prononcé pour le vocabulaire à la mode, qu'il préfère au vocabulaire classique des marxistes. C'est ainsi qu'il polémique (page 14) contre l'affirmation de *Lutte des classes et mondialisation*, selon laquelle "*le seul fait que la courbe générale du chômage augmente au fur et à mesure que baisse la part des emplois industriels dans l'ensemble de la population active suffit à prouver que les services s'avèrent incapables d'absorber les emplois détruits dans l'agriculture et l'industrie*". A quoi, au terme d'une savante démonstration, il oppose l'affirmation selon laquelle ces chiffres d'augmentation du chômage de 1960 à 1997 montrent seulement "*que la demande générale d'emplois n'a pas suivi l'augmentation de l'offre, sans pour autant diminuer de manière absolue*" (page 15).

Le vocabulaire a toute son importance. Que Wolfgang soit plus sensible aux charmes du vocabulaire de Martine Aubry, de l'INSEE, du Fonds monétaire international, de la Banque mondiale qu'à celui du marxisme, c'est son droit, et nous n'y attacherions pas plus d'importance s'il n'y avait derrière cela un contenu politique. Que signifie reprendre la formule "demande générale d'emplois" et la formule "offre d'emplois" ? Les patrons "offrent" des emplois, dont les travailleurs "s'emparent" ? Rappelons la polémique d'Engels contre ses camarades allemands, qui utilisaient le terme "preneur de travail" pour qualifier les ouvriers. Engels a noirci des pages pour leur dire : non, les patrons "n'offrent" pas du travail et les ouvriers n'en "demandent" pas. Ce sont les ouvriers qui "offrent" leur force de travail et ce sont les patrons qui leur prennent, qui leur volent la plus-value (8).

Sous le vocabulaire, il y a le contenu. Quelle conclusion faudrait-il tirer de cette affirmation selon laquelle tout se résume à une "demande générale d'emploi" qui "n'a pas suivi l'augmentation de l'offre" ? Qu'y a-t-il de rassurant là-dedans ? Et quoi cela illustre-t-il autre chose que crise du capitalisme décomposé ? Que l'on sache, les statistiques du chômage, du point de vue ouvrier, prennent en considération la population telle qu'elle est. Si l'on suivait Wolfgang, il faudrait tenir le discours suivant : certes, il y a 11 % de chômage ; certes, il y a 6 à 7 millions de travailleurs qui sont soit au chômage, soit en situation précaire, en contrat à durée déterminée; certes, des millions vivent dans l'angoisse du lendemain, n'ont aucune garantie sociale, les "emplois jeunes" se substituent aux emplois à statut et les conventions collectives sont détruites; certes, les fusions-acquisitions aboutissent à des dizaines de milliers d'emplois en quelques mois, à Moulinex, à l'Alstom, à Michelin, dans les banques, etc., mais, travailleurs, ne vous inquiétez pas : en chiffres absolus, sachez que le nombre des emplois détruits a été remplacé par autant d'emplois créés ! Autrement dit : 20 millions d'emplois hier avec 300 000 chômeurs, 20 millions d'emplois aujourd'hui avec 7 millions de chômeurs totaux ou partiels... mais tout va bien ?

Remarquons au passage que les statistiques elles-mêmes sont un instrument de cette mystification. Un récent article d'*Informations ouvrières* n'a-t-il pas montré comment les statistiques françaises du chômage — reprenant en cela les directives internationales et européennes — aboutissent à exclure du décompte officiel sept des huit catégories concernées pour mieux dissimuler l'ampleur de l'effondrement social ?

Pour tenter de contredire l'analyse de *Lutte des classes et mondialisation*, Wolfgang fait flèche de tout bois. Il écrit (page 14) : "On pourrait très bien supposer que le chômage augmente globalement dans le monde sans que déclinent les forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale, voire pendant qu'elles croissent de manière absolue. De fait, la population mondiale augmente à une vitesse vertigineuse et la croissante du nombre des hommes et des femmes privés de travail est aussi une conséquence de ce phénomène, sans que cela empêche l'augmentation absolue (mais infiniment moins rapide) du nombre de travailleurs effectivement employés."

(8) Qu'aujourd'hui, par un retournement dont l'histoire a parfois le secret, le mouvement ouvrier allemand ait tendance à substituer le terme *arbeitnehmer* (preneur de travail) à celui d'*arbeiter* (travailleur), sous prétexte que ce dernier fut trop longtemps un apanage du stalinisme, ne saurait faire illusion. L'argument ne vaut que très partiellement. Le changement de vocabulaire est aussi l'expression d'une politique qui revendique ouvertement la collaboration entre les patrons qui "offrent le travail" et les salariés qui "le prennent". Qu'on nous permette de rester fidèles à Engels et à son vocabulaire fondé sur l'existence de la lutte des classes.

56

Certes, "on pourrait très bien supposer"... Les travailleurs sont habitués à ce genre d'argument prétendument "démographique", utilisé, par exemple, pour justifier les attaques contre les régimes de retraite. Seulement voilà : que la population mondiale augmente plus vite que le nombre d'emplois disponibles n'est pas, de façon inexplicée, une conséquence de la démographie. Ou alors, il faudrait abandonner le terrain du marxisme pour celui du malthusianisme, sévèrement critiqué en son temps par Marx (9). Que le nombre d'emplois disponibles ne parvienne pas à croître parallèlement à la population mondiale, et même qu'il tend à stagner ou à progresser peu — ce sont les chiffres! -, alors que la population mondiale augmente rapidement, c'est là l'expression de l'étouffement des forces productives dans le cadre de la propriété privée des moyens de production et des limites du marché mondial ainsi constitué. Car il y a eu une augmentation tout aussi sensible, sinon davantage, de la population mondiale au XIXe siècle et, avec des à-coups, le développement des forces productives a permis d'absorber très largement ces excédents de main-d'œuvre, incluant d'ailleurs ceux qui résultaient de l'exode rural. Pourquoi cela n'est-il plus le cas aujourd'hui ? A cette question, Wolfgang ne répond pas.

Plus loin, il écrit que (page 20) la baisse du pouvoir de consommation de la force de travail, ce que nous avons appelé "plus-value relative de type 2", "n'est pas en soi sa destruction dans la majorité des cas". Il ajoute : " On ne peut parler de "destruction" de la force de travail que si on la considère en tant que productrice de valeur; si le nombre des forces de travail salariées effectivement employées diminue de façon absolue et/ou si une dévalorisation générale de la force de travail d'un secteur ou d'un pays repose sur sa reproduction défectueuse, alors — mais alors seulement — la capacité de produire de la valeur de la force de travail connaît une régression, une perte sèche, et en ce sens une "destruction" ; or nous avons vu que la première hypothèse n'est pas encore réalisée aujourd'hui, et nous allons voir que la seconde n'est pas prouvée par Daniel Gluckstein. En revanche, si l'on considère la force de travail en tant que productrice de valeurs d'usage, sa "destruction" ne

peut signifier, au sens strict, que l'extermination physique des travailleurs (comme c'est le cas notamment pendant les guerres) et, en un sens figuré, leur exclusion du système de production. Or la première tendance se réalise certes aujourd'hui de manière effective (à cause de la guerre, de la drogue, des épidémies, etc.), mais s'es effets restent encore extrêmement limités du point de vue démographique; quant à la seconde tendance, elle est certes effectivement à œuvre aujourd'hui à une échelle sans précédent."

A la lecture de ces lignes, tout travailleur sensé se dira : le camarade Wolfgang vit sur une autre planète que moi. Ainsi, la *"reproduction défectueuse (de la force de travail) n'est pas prouvée"* ? Dans quel monde vit donc Wolfgang ? Le travail à temps partiel imposé substitué au travail à temps plein : n'est-ce pas, pour le moins, une destruction partielle de la force de travail ? La substitution de contrats à durée déterminée à des contrats à durée indéterminée, les contrats temporaires ("emplois jeunes" d'un an, de six mois, les stages de qualification, les contrats de travail d'une heure, comme en Angleterre aujourd'hui) : n'est-ce pas la destruction de la force de travail ? La remise en cause des conventions collectives, des statuts, qui permet d'imposer, pour un salaire moindre, une surexploitation généralisée sous la forme de l'annualisation, du travail de nuit, de la flexibilité, ce n'est pas un facteur de destruction-dégradation de la force de travail ? Et il n'y a pas *"reproduction défectueuse"* de la force de travail ?

Poursuivons. L'allongement de l'âge de départ à la retraite, la diminution du taux des pensions des retraites, qui fait vivre des millions de personnes âgées dans des conditions de plus en plus précaires et difficiles, la remise en cause de la possibilité donnée aux salariés de se soigner par le démantèlement des régimes de Sécurité sociale : n'est-ce pas un facteur de destruction de la force de travail ? Un travailleur qui, il y a trente ans, pouvait vivre dans des conditions décentes, partir en vacances même modestement, jouir d'un confort relatif, mais en progression constante, se soigner, et dont les enfants aujourd'hui sont RMIstes, "emplois jeunes", sans avenir, sans possibilité de se loger par eux-mêmes, dépendant plus ou moins de

(9) Arguments démographiques et statistiques qui sont d'ailleurs utilisés dans des directions parfois totalement contradictoires par les mêmes institutions. C'est ainsi qu'en France les prétendues "projections" démographiques et économiques ont servi de base au rapport Teulade (reprenant le rapport Charpin), concernant l'avenir du régime des retraites. En réalité, ni Teulade, ni Charpin, ni les autres n'ont la moindre idée sérieuse sur ce que sera la situation en 2040 (puisque c'est "l'horizon" de leur étude prospective). Mais tout est bon pour garantir que le capitalisme a un avenir, et que les travailleurs n'en ont, eux, qu'à la condition de se soumettre aux exigences toujours grandissantes de l'exploitation capitaliste.

leurs familles, qui lui-même ou ses enfants renonce à se soigner dans des domaines qui sont de moins en moins couverts : ce n'est pas la destruction de la force de travail ? Et il n'y a pas *"reproduction défectueuse"* de la force de travail !

Quant à écrire que *"l'extermination physique des travailleurs (...) se réalise, certes aujourd'hui, de manière effective (à cause de la guerre, de la drogue, des épidémies, etc.), mais ses effets restent encore extrêmement limités du point de vue démographique"*, les bras m'en tombent. Dans quel monde vit Wolfgang ? Il vit dans sa tête, pas dans le monde réel. Qu'il aille tenir ce discours sur le continent africain, où l'espérance de vie recule d'année en année et où les populations entières sont soumises à un véritable génocide ! Qu'il aille tenir ce discours en Russie, en Yougoslavie, dans l'ensemble de l'Europe de l'Est, où des centaines de jeunes filles sont livrées chaque année aux prospères marchés de la prostitution en Europe occidentale... où elles crèvent au bout de quelques années... Qu'il aille dire cela dans les ghettos noirs des Etats-Unis, où l'espérance de vie est en dessous des plus pauvres pays d'Asie ! Qu'il aille tenir ce discours dans les cités de nos propres banlieues ! Qu'il aille tenir ce discours auprès des travailleurs du monde entier soumis au télétravail et à la destruction de toutes les garanties collectives ! Répétons-le : la destruction des forces productives est une tendance qui domine toute la situation mondiale. Dans nombre de situations et de secteurs, c'est plus qu'une tendance, c'est déjà de tragiques "réalisations".

"LA CONSOMMATION DES MENAGES N'A PAS CESSÉ DE CROITRE" VRAIMENT ?

Conséquent jusqu'à l'aberration avec sa position politique, Wolfgang conteste qu'il y ait régression du pouvoir de consommation des ménages populaires dans les années 1980-1990. Dans quel monde vit-il ? Il écrit : *"Le fait*

que les gains de productivité profitent de moins en moins aux salariés ne signifie nullement en lui-même que le pouvoir d'achat des salariés régresse de manière absolue" (page 18). Et de citer, pour les reprendre à son compte, les résultats d'une "enquête du CREDOC, datant de janvier 1996, sur "le niveau de vie des Français" (page 21). Selon cette enquête, rapporte Wolfgang, "la consommation des ménages n'a pas cessé de croître en France", en particulier "la période 1980-1994 s'est caractérisée par une amélioration sensible des conditions de vie de l'ensemble de la population" (page 21). Certes, concède Wolfgang, "cette amélioration globale s'est 'doublée d'un accroissement des inégalités en catégories extrêmes', avec en particulier la dégradation du niveau de vie des ouvriers non qualifiés" (page 21). Et celui des ouvriers qualifiés, il ne s'est pas dégradé ? Où sont-ils, les ouvriers qualifiés de chez Renault des années 1970 ? Combien en reste-t-il ? Dans quelle condition sociale sont-ils placés, comparée à la situation d'il y a vingt-cinq ans ? Imperturbable, Wolfgang répond qu'à ses yeux, les conditions d'existence des larges masses de 1980 à 1994 se sont améliorées. Faudrait-il rendre grâce aux "années Mitterrand" (puisque cette période coïncide totalement) pour avoir permis "une amélioration de l'équipement des ménages, et même une baisse de la proportion des ménages 'les plus défavorisés'" (page 21) ?

Wolfgang écrit plus loin : "Je ne crois pas que (...) les couches "les plus qualifiées" et les classes moyennes des "pays à revenu élevé" connaissent déjà une paupérisation — qu'elle soit relative ou absolue" (page 21). Quelle est la situation des médecins, des professeurs, des cadres, des techniciens ? Des milliers de médecins sont au chômage en Espagne et le phénomène apparaît en France. Les cadres et techniciens sont soumis à une offensive visant leurs conditions de travail et les salaires de manière extrêmement brutale, aggravée récemment en France par l'application de la loi Aubry. Cela n'intéresse pas Wolfgang. Faut-il évoquer ici la situation des enseignants, dont les salaires sont bloqués, les statuts menacés ? Certes, reconnaît Wolfgang (page 21), certains pays à revenu élevé "ont connu une baisse du pouvoir de consommation de la majorité des travailleurs dans les vingt dernières années". Il cite les Etats-Unis et la Grande-Bretagne. Mais c'est pour ajouter : "Mais cela ne signifie pas que cela soit vrai pour les autres pays industrialisés" (page 21).

Bref, vive la France de François Mitterrand ! Vive la France du Parti socialiste français, qui a su nous préserver de ce qui se passe dans d'autres pays ! Etroitesse d'esprit typique de celui qui ne comprend ni ce qu'est le marché mondial ni ce qu'est la destruction-dévalorisation-dégradation de la force de travail. Incompréhension des processus réels de la

résistance des masses en France, qui se dressent contre la décomposition — contrariant ainsi la marche à la barbarie, vers laquelle s'oriente la politique de la "gauche plurielle".

Finalement, ce qu'on nous sert ici n'est que le pâle reflet de toutes les billevesées assénées par les institutions officielles à l'échelle internationale ou gouvernementale.

Ainsi, nous explique-t-on doctement que, certes, les travailleurs non qualifiés ont vu une baisse en valeur absolue de leur salaire dans les pays en développement depuis le début des années 1980 ; certes, dans les pays les plus pauvres, la situation s'est dégradée. Il n'en reste pas moins — martèle Wolfgang — qu'en ce qui concerne la majorité des populations dans les pays développés, il n'y a pas de processus de paupérisation absolue. Donc, répétons-le : on vit tout de même de mieux en mieux dans nos pays développés depuis les vingt dernières — années ! Si tel était le cas, alors, l'ensemble des analyses développées dans *Lutte des classes et mondialisation* serait infirmées. Mais est-ce le cas ?

Wolfgang prétend que Daniel Gluckstein "interprète de manière unilatérale certains des rares documents qu'il apporte à l'appui de ses dires" (page 21). Il se confirme ici que Wolfgang a lu si vite *Lutte des classes et mondialisation* qu'il n'a pas vu la masse des éléments et statistiques qui montrent à l'évidence la dégradation des conditions d'existence des masses. Toutefois, il est certain que, de tout phénomène, on peut faire au moins deux lectures contradictoires. L'une, qui part de la situation réelle des masses, soumises aux mécanismes de l'exploitation capitaliste. L'autre, qui cherche à nier la réalité de cette exploitation, au nom de "l'horizon indépassable du marché". Cela vaut, par exemple, pour la baisse du niveau de l'épargne. Wolfgang considère comme "erroné ou à tout le moins extrêmement partiel" (page 22) le rapport établi dans *Lutte des classes et mondialisation* entre baisse du niveau de l'épargne et dégradation des conditions d'existence des masses (les travailleurs prennent sur leur épargne pour faire face aux besoins de consommation courante) .

Pour Wolfgang, "plusieurs autres explications plus convaincantes peuvent être avancées. Par exemple, il est

évident que l'explosion de la spéculation depuis vingt ans, même si elle est évidemment le fait écrasant d'investisseurs institutionnels et de boursicoteurs professionnels, n'a cependant pas laissé indifférent un nombre non négligeable de ménages des classes moyennes, qui ont pu préférer acheter des actions plutôt que d'épargner de manière classique" (page 22). Remarquons que Wolfgang s'intéresse à "un nombre non négligeable des ménages des classes moyennes" (page 22), là où *Lutte des classes et mondialisation* traitait de la situation des foyers ouvriers et populaires. Serait-ce pour lui la même chose ? Si oui, faudrait-il en conclure que, pour Wolfgang, ce sont les ménages populaires (principaux utilisateurs, par exemple des livrets de Caisse d'épargne en France), qui ont désinvesti leur argent des livrets de Caisse d'épargne pour investir de manière beaucoup plus intéressante dans d'autres domaines ? Lesquels, par exemple ? Les fonds de pension, les SICA V, les obligations ? Notre critique brosse ici un tableau guère original d'une classe ouvrière "s'embourgeoisant", investissant, désinvestissant, plaçant ses actions..., sans voir tout simplement que, d'une part, le pillage des livrets d'épargne par la baisse successive des taux par les gouvernements des années 1980-1990 aboutit à remettre en cause le pouvoir d'achat des masses populaires; et que, d'autre part, s'il est vrai qu'en marge, d'autres formes d'épargne ont été mises en avant, fondamentalement, les travailleurs ont recours à leur épargne pour faire face aux besoins qui sont de moins en moins couverts complètement par les revenus réguliers.

"La baisse du taux d'épargne des ménages signifie très souvent une augmentation de la consommation, en particulier une acquisition de bien d'équipement plus ou moins onéreux" (page 22). Autrement dit : il y a augmentation de la consommation, augmentation du pouvoir d'achat des masses, progression dans leur situation dans les années 1980-1990.

Allant jusqu'au bout de sa position, Wolfgang écrit : (*L'exclusion par le système du profit de masses d'êtres humains toujours plus importantes n'empêche pas (ou pas encore) que le marché capitaliste continue de se développer*" (page 22). Certes, la tendance du système capitaliste à exclure en permanence des forces productives qu'il ne parvient pas à valoriser, du fait de contradictions entre le caractère de plus en plus social de la production et le caractère privé de l'appropriation, cette tendance est inhérente au système (on verra plus loin ce que Lénine dit de cette tendance). Lequel, répétons-le, tente de la surmonter par l'extension des marchés, la trouve dans la productivité, etc. Mais lorsque la tendance se matérialise en une réalité durable, permanente, constamment s'aggravant — "l'exclusion de

masses d'êtres humains de plus en plus importante" : le terme est de Wolfgang lui-même cela pose un problème d'une autre nature. On touche là aux aspects propres à la phase de décomposition impérialiste. Pas du tout, objecte Wolfgang : la preuve, "le marché continue de se développer". Mais comment le marché peut-il croître si, au bout de la chaîne, les "exclus du système", au pouvoir de consommation des plus réduits, ne cessent de croître ? A cette contradiction, notre interlocuteur n'apporte aucune réponse.

A vrai dire, cette analyse n'est que la reprise — sans doute involontaire — du leitmotiv d'Alan Greenspan, président de la Réserve fédérale des Etats-Unis, et de beaucoup d'autres, qui parlent de "créations destructrices", d'une économie de "destruction créatrice et productive". Ici, nous sommes au regret de le lui dire, notre contradicteur ne fait que reprendre à son compte les thèses des chantres de la mondialisation, ou de ce qu'ont écrit dans le passé Mandel et quelques autres thuriféraires du "capitalisme du troisième âge".

Il ne sert de rien de nuancer le propos, en répétant régulièrement, comme le fait Wolfgang, que "les critiques portent sur la manière dont Daniel Gluckstein essaye de démontrer sa thèse. Elles ne remettent pas en cause son expression globale des tendances actuellement en œuvre." Si, mon cher Wolfgang, elles la remettent en cause absolument, puisqu'elles contournent les faits et la réalité matérielle de l'existence de milliards d'êtres humains, pour essayer d'aboutir coûte que coûte à justifier un point de vue inverse. Il ne suffit pas de dire que "la pire politique impérialiste est très largement devant nous et que seule la lutte de classe, en dernière analyse, permet et permettra à telle ou telle tendance de l'emporter ou non sur les autres à telle ou telle époque" (page 22). Encore faut-il expliquer comment cette lutte de classe s'opère, quels sont les points d'appui dont elle peut disposer, à quelle situation objective elle est confrontée. Encore faut-il ne pas écrire : "L'explosion du parasitisme et de la spéculation, si elle gangrène l'activité productive et exerce une pression considérable sur le coût du travail, n'empêche cependant pas, pour l'instant, que l'économie capitaliste permette toujours une accumulation effective du capital productif et un développement des forces productives au sens étroit du terme (nombre de salariés, productivité, production de richesses, stock de capital, etc.)" (page 19). Mais si tout cela permet le développement des forces productives, alors, nous sommes dans une autre phase que celle définie par Lénine comme l'impérialisme; nous sommes dans une autre phase que celle décrite par Trotsky comme celle de "l'agonie du capitalisme". Attribuer ainsi au capital une capacité inentamée à développer les forces productives

aujourd'hui, c'est remettre en cause toute l'analyse marxiste qui fonde notre mouvement depuis des décennies et des décennies.... Sur un plan pratique, il en découle qu'on s'interdit de définir une politique conforme aux besoins des masses.

RETOUR SUR LA QUESTION DES SERVICES

On sait que *Lutte des classes et mondialisation* examine longuement la question des emplois dans les services. Il s'agit de répondre à l'argument (communément développé par les partisans de "l'horizon indépassable de l'économie de marché") suivant lequel la destruction des emplois dans les secteurs de la production des marchandises serait compensée par le développement impétueux des emplois de service. Ce que contredit *Lutte des classes et mondialisation*, rappelant la définition marxiste de ce qu'est le travail productif et de la place des services dans la production de la plus-value, et montrant que les processus de restructuration en masse dans les secteurs des services, des banques, des assurances, de la Sécurité sociale, des services publics, sous toutes les formes, ne sont que l'expression différée de l'offensive généralisée de dégradation-destruction de la force de travail.

Wolfgang remet en cause la définition de la place des services dans le processus de production : "*Contrairement à ce qu'affirme Daniel Gluckstein à plusieurs reprises (p. 159, p. 161, p. 369...), les secteurs des transports, de l'énergie et des télécommunications — comme d'ailleurs bien d'autres 'services' — sont directement productifs de plus-value*" (page 2). Et de citer, à l'appui de sa thèse, un passage de Marx sur l'industrie des transports extrait des *Théories sur la plus-value* (dit "*Livre IV du Capital*").

Une nouvelle fois, nous nageons ici en pleine confusion. Car à quoi rime de n'extraire de Marx que le bout de citation qui semble aller dans un sens, sans tenir compte ni des autres passages... ni des faits eux-mêmes ? Une nouvelle fois, des citations de Marx sont dressées

60

contre la position de Marx et contre la méthode même du marxisme. Reprenons. Et qu'on nous excuse par avance pour la longueur de certaines citations, rendues nécessaires pour démonter de prétendus arguments d'autorité non prouvés.

Qu'écrit Marx, précisément, dans ce passage de ses *Théories sur la plus-value* (10) ? Ayant rappelé que le travail n'est productif en régime capitaliste que pour autant qu'il produit de la plus-value (laquelle se matérialise dans une marchandise dont la valeur est supérieure à la valeur qui a été consommée pour sa production), Marx écrit : "*Le résultat du procès de production capitaliste n'est ni un simple produit (valeur d'usage) ni une marchandise, c'est-à-dire une valeur d'usage qui a une valeur d'échange déterminée. Son résultat, son produit, c'est la création de la plus-value pour le capital et donc la transformation effective d'argent ou de marchandise en capital, ce qu'ils ne sont, avant le procès de production, qu'en intention, en soi, par destination. Dans le procès de production, il est absorbé plus de travail qu'il n'en est acheté, et cette absorption, cette appropriation, de travail étranger non payé, qui s'accomplit dans le procès de production est le but immédiat du procès de production capitaliste; en effet, ce que le capital en tant que capital (donc le capitaliste en tant que capitaliste) veut produire, ce n'est pas immédiatement de la valeur d'usage pour l'autoconsommation, ni de la marchandise pour la transformer d'abord en argent et ensuite en valeur d'usage. Sa fin, c'est l'enrichissement, la valorisation de la valeur, son accroissement, donc la conservation de l'ancienne valeur et la création de plus-value. Et ce produit spécifique du procès de production capitaliste, il ne l'atteint que dans l'échange avec le travail qui, pour cette raison s'appelle travail productif.*"

Marx ajoute que, bien sûr, "*pour produire une marchandise, le travail doit être du travail utile, produire une valeur d'usage*", mais il ajoute que "*ce n'est pas le caractère concret du travail*" qui constitue "*pour le capital sa valeur d'usage spécifique*", mais "*son caractère d'élément créateur de la valeur d'échange, de travail abstrait*".

D'où cette conclusion, aux antipodes de celle de Wolfgang : "*Le travail productif est une détermination du travail qui, de prime abord, n'a absolument rien à voir avec le contenu déterminé du travail.*" D'où il découle encore, écrit Marx, que "*le même genre de travail peut être productif ou improductif*" Marx prend l'exemple de l'écrivain, qui écrit d'abord et cherche ensuite à vendre au mieux son roman ("*travailleur improductif*"), auquel il oppose l'écrivain "*travailleur productif*", qui fait du "*travail industriel pour son éditeur*". Car en ce qui concerne ce dernier, "*son produit est d'emblée subsumé sous le capital et n'existe que pour mettre celui-ci en valeur*".

Ce qui amène Marx à consacrer un sous-chapitre entier à ce qu'il appelle : *"Le travail improductif en tant que travail qui fournit des services; achat de prestations de services dans les conditions du capitalisme. Conception vulgaire du rapport entre le capital et le travail comme échange de prestations de services "* (Théories sur la plus-value, tome I, page 470). Marx distingue entre différents cas de figure. Ainsi, l'hypothèse du paiement du service de l'ouvrier tailleur, qui a transformé un tissu en pantalon : Marx montre qu'en l'occurrence, il n'y a pas production de plus-value. D'où cette généralisation : *"Quand il y a échange direct de l'argent contre le travail, sans que celui-ci produise du capital, donc sans qu'il soit productif le travail est acheté comme service, ce qui n'est absolument rien d'autre qu'une expression pour la valeur d'usage particulière que le travail fournit comme toute autre marchandise."* Pourquoi ? Parce que *"cet achat de services ne contient pas du tout le rapport spécifique travail-capital"*. Tout est là !

Poursuivons l'édifiante lecture de Marx : *"Le travailleur lui-même peut acheter du travail, c'est-à-dire des marchandises fournies sous la forme de services, et le débours de son salaire pour de tels services' est une dépense qui ne se distingue en rien de la ..dépense du salaire pour n'importe quelles autres marchandises. Les services qu'il achète peuvent être plus ou moins nécessaires, par exemple le service d'un médecin ou d'un prêtre, tout comme il peut acheter du pain ou de l'eau de vie. Comme acheteur — c'est-à-dire représentant d'argent vis-à-vis de marchandises -, le travailleur se trouve exactement dans la même catégorie que le capitaliste quand il se présente comme simple acheteur, c'est-à-dire quand il ne s'agit que de transposer l'argent dans la forme de marchandises."*

(10) Marx, *Théories sur la plus-value* (Livre IV du *Capital*), éditions sociales, pages 455 et suivantes.

Marx précise : *"Certaines prestations de services ou les valeurs d'usage, résultat de certaines activités ou travaux, s'incarnent dans des marchandises, d'autres au contraire ne laissent aucun résultat palpable, distincts de la personne elle-même ; ou leur résultat n'est pas une marchandise susceptible d'être vendue (...). Ces services eux-mêmes, comme la marchandise que j'achète, peuvent être nécessaires ou simplement le paraître (...), ou ce peuvent être des services qui me procurent un plaisir. Cela ne change rien à leur détermination économique. Si je suis en bonne santé et que je n'ai pas besoin de médecin, ou si j'ai la chance de ne pas avoir à mener un procès, j'évite comme la peste de dépenser de l'argent en prestations de services médicaux ou judiciaires."* Marx évoque également les *"services des fonctionnaires"*, en particulier l'exemple des enseignants, dont *"l'utilité particulière"* occasionne *"des frais de production de la puissance de travail"*, mais cela *"ne change rien au rapport économique : ce n'est pas un rapport au cours duquel je transforme de l'argent en capital, ou par lequel celui qui accomplit le service, l'enseignant, me transforme en son capitaliste"*.

Marx souligne une autre caractéristique des travaux improductifs, c'est que *"mon pouvoir d'employer des travailleurs productifs ne croît nullement dans la mesure où j'emploie des travailleurs improductifs : au contraire, il décroît dans la même mesure"*. C'est tout le problème du poids des services dans la production capitaliste. Par exemple, le poids extrêmement important des services : financiers évoqués dans le livre *Lutte des classes et mondialisation*. En même temps qu'il est indispensable à l'investissement capitaliste (donc, en dernière analyse, à la production de la plus-value), le recours aux banques, non seulement ne produit pas de la plus-value, mais réduit la part de la plus-value qui reste aux mains du capitaliste (bien que, sans ce recours aux banques, les capitalistes ne pourraient investir, donc devraient renoncer à dégager de la plus-value). Et cela est vrai pour une très grande partie des services évoquée dans le livre *Lutte des classes et mondialisation*.

Wolfgang confond cette question générale des services et le problème particulier que pose ce que Marx appelle *"l'industrie des transports comme branche de la production matérielle"*, industrie des transports dont il indique que, comme l'industrie extractive, elle *'parcourt les différents stades de l'industrie artisanale, manufacturière, et de l'entreprise mécanisée"*. Mais, même concernant ce cas particulier de l'industrie des transports, le point de vue de Marx est beaucoup plus nuancé que le résumé abrupt de Wolfgang peut le faire apparaître. La citation choisie par ce dernier est malheureusement trop limitée pour embrasser tout le processus. L'eut-il abordée sans a priori, il aurait sans doute vu la distinction établie par Marx entre le *"transport des hommes"*, lequel *"n'apparaît que comme un service qui leur est fourni par l'entrepreneur"*, et *"le procès concernant les marchandises"*.

Concernant ce dernier, Marx observe : "*Ici, s'opère, certes au cours du procès de travail, une modification de l'objet de travail, de la marchandise. Son lieu d'existence spatiale est modifié, et par là s'opère un changement dans sa valeur d'usage, du fait que le lieu d'existence de cette valeur d'usage est modifié. Sa valeur d'échange croît dans la proportion du travail exigé par cette modification de la valeur d'usage (...). Bien qu'ici, le travail réel n'ait laissé aucune trace dans la valeur d'usage, il est cependant réalisé dans la valeur d'échange de ce produit matériel; ainsi vaut pour cette industrie ce qui vaut pour les autres sphères de la production matérielle : ce travail s'incarne dans la marchandise, bien qu'il n'ait pas laissé de traces visibles dans la valeur d'usage de la marchandise. Nous n'avons plus à faire ici qu'au capital productif."*

Marx consacre donc le plus grand soin à distinguer entre production de valeur nouvelle à travers la production immatérielle dans le cas de l'industrie des transports de marchandises et simple service fourni dans le cadre du transport des hommes. Comparons, à ce soin méticuleux de Marx, la désinvolture avec laquelle Wolfgang — au nom, bien sûr, de Marx, qui n'y peut rien opposer, et pour cause — range tout le secteur des transports et de l'énergie et des télécommunications, et aussi "*d'autres services*" dans la catégorie des secteurs "*directement productifs de plus-value*". Outre la négation de Marx au nom de Marx, ce tour de passe-passe recèle un enjeu politique. Dans *Lutte des classes et mondialisation*, nous avons cherché à répondre à l'argument selon lequel la croissance des emplois dans le secteur des services permettrait de compenser les destructions d'emplois dans les secteurs industriels. Nous avons montré pourquoi et comment la réalité contredit cette thèse. En particulier, il est évident que les services des banques, des assurances, du commerce, qui sont reliés à l'état général de l'économie productive de plus-value, ne pouvaient pas durablement être tenus à

62

l'écart des restructurations en cours dans l'industrie elle-même. Aussi bien du point de vue des capitalistes "industriels" pour qui ces "services" relèvent de frais improductifs (bien que nécessaires) qu'il faut réduire, que du point de vue des banquiers ou des assureurs eux-mêmes, qui, comme le montre le livre *Lutte des classes et mondialisation*, cherchent en permanence à accroître les conditions d'exploitation de leur personnel pour augmenter la part de plus-value qu'ils gardent pour eux au détriment de celles qu'ils doivent concéder sous forme de salaires à leurs employés.

Nous avons montré également qu'une très grande partie de ce qu'on appelle communément "services", notamment dans le domaine de la santé, de la Sécurité sociale (et, sur un autre plan, en ce qui concerne l'école), précisément parce qu'ils relèvent de charges improductives (au sens de production de plus-value), n'existent pour l'essentiel que parce qu'ils ont été imposés par la lutte de classe. Ils sont, pour cette raison, aujourd'hui, dans la ligne de mire destructrice de la classe capitaliste. Précisons : conquêtes de la lutte de classe, ces "services" jouent un rôle majeur dans le renforcement de la valeur de la force de travail. A ce titre, ils ont joué — nous nous en sommes largement expliqués dans le livre — un certain rôle dans le maintien et la progression du pouvoir de consommation des larges masses, et donc, par rebonds, un certain rôle d'entraînement pour le marché, donc pour la production. Mais aujourd'hui, aux yeux de la classe capitaliste, ces "services" apparaissent comme insupportable ment improductifs de plus-value. Leur remise en cause correspond à l'offensive généralisée contre la force de travail — expression concentrée de la destruction des forces productives — qui caractérise la décomposition impérialiste.

LE PASSAGE DU "POTENTIEL" AU REEL : UNE PAILLE !

En rangeant les services ("*dans un certain nombre de secteurs très importants*") dans la catégorie "*directement productifs*", le camarade Wolfgang ne fait qu'apporter de l'eau au moulin de tous ceux — et ils sont nombreux, depuis des décennies — qui voient dans l'essor des services une compensation des pertes d'emplois dans le secteur industriel, exprimant la capacité du système capitaliste à toujours retomber sur ses pieds, et à s'assurer un avenir. Les mêmes — et pour les mêmes raisons — se sont ensuite enthousiasmés pour la "nouvelle économie"... aux charmes de laquelle le camarade Wolfgang n'est pas non plus insensible. Tout cela obéit à une logique : il faut bien chercher des "preuves" — avant-hier : les services, hier : Internet, aujourd'hui : la "nouvelle économie", demain... ? — de l'essor des forces productives. Aveuglé par des catégorisations schématiques et sans respect avec la réalité, Wolfgang écrit : "*On aurait du mal à comprendre l'importance que les capitalistes attachent à la*

privatisation des services publics de transports, d'énergie et de communication, en particulier, si ces services ne dégagent pas réellement ou potentiellement — sous réserve, bien souvent, de restructurations et de suppressions d'emplois massives — une masse considérable de plus-value" (page 3).

Ce passage prouve le contraire de ce que l'auteur croit démontrer. Marx dit : une même marchandise peut contenir ou non de la plus-value, selon les conditions de sa production. Wolfgang oppose à cela une "catégorie" nouvelle : le dégagement "potentiel" de plus-value. Mais, pour la classe capitaliste, entre "plus-value potentielle" et "plus-value réelle", c'est le jour et la nuit, toute la différence est là ! La progression réelle des emplois de service dans les années 1960, 1970, 1980 s'est faite comme emplois non productifs de plus-value ("*potentiellement*" productifs, pour certains, dirait Wolfgang, ce qui ne veut rien dire...). Cette progression des emplois de services constitue une charge intolérable pour le capital à la recherche de nouvelles parts de plus-value à conquérir. Si la privatisation de ces services publics vise à les rendre rentables sur un plan capitaliste, c'est parce que, comme services publics, ils ne produisent pas de plus-value et relèvent de l'activité improductive (et que, comme nous l'avons expliqué plus haut, leur rôle "d'entraînement" de la capacité de consommation des masses ne suffit pas à justifier leur préservation, aux yeux d'une classe capitaliste qui s'oriente de plus en plus vers la destruction-déqualification de la principale force productive comme source de plus-value relative). Précisément !

Le fait que ces services doivent d'abord être démantelés, leurs personnels licenciés en masse, et la reproduction de la force de travail des salariés qui en bénéficient dégradée, cela prouve toute la différence entre dégager "*potentiellement*" et "*réellement*" de la plus-value.

Cela prouve, a contrario, que ces services n'en dégagent pas. Cela prouve aussi, a contrario, que la conquête de nouveaux marchés ne se fait que sur la base de la destruction en masse des forces productives et de la dégradation des conditions d'existence des larges masses. Cela vaut aussi bien pour les services susceptibles "*potentiellement*" de produire de la plus-value que pour ceux qui ne le sont pas.

Ainsi, pour que l'industrie de l'électricité ou du gaz, par exemple, devienne productive de plus-value — dans le procès de production de la marchandise électricité ou gaz -, il faut, pour commencer, renoncer au principe de péréquation tarifaire qui en garantit le service à conditions équivalentes à tous les usagers (salariés), d'où : priver de service une partie des salariés, détourner une fraction plus grande des salaires (baisse du pouvoir de consommation de la force de travail) des usagers-consommateurs-salariés. Quant aux salariés d'EDF-GDF, par la remise en cause de leur statut, de leurs salaires, par leur licenciement, par la substitution d'entreprises privées surexploitant les travailleurs; il s'agira d'ouvrir la voie au dégagement de profits. C'est tout le sens des destructions entreprises.

Le processus est en cours. Il est loin d'être achevé. En rangeant dans un même sac "*réellement ou potentiellement*" producteur de plus-value — une industrie/service public et la même après privatisation/démantèlement, Wolfgang émousse toute la signification du processus de démantèlement-privatisation, destructeur des forces productives, de civilisation et de démocratie. En banalisant l'enjeu à l'extrême — "potentiel ou réel" -, il désarme la lutte des classes contre les privatisations.

La même démonstration pourrait être faite pour tout service "*potentiellement*" producteur de plus-value. Elle pourrait être faite également pour tout service non producteur — "*potentiellement ou réellement*" — de plus-value, mais fondé, aujourd'hui, sur le détournement d'une part de la plus-value produite dans la production des marchandises. Prenons l'exemple de la Sécurité sociale, qui ne produit ni ne produira jamais de plus-value, mais dont on pourrait dire que, pourtant, elle est — selon l'expression de Wolfgang "*potentiellement*" source de profit. Aujourd'hui, ce "service" est financé par le salaire différé. Il n'est source de profit ni pour les capitalistes qui cotisent à l'URSSAF, ni pour les capitalistes-assureurs (2 200 milliards de francs leur échappent ainsi chaque année). L'offensive en cours vise à transférer l'assurance maladie vers l'assurance privée. Dans quel but ? Pour les capitalistes-cotisants, récupérer graduellement le salaire différé et le réincorporer dans la plus-value, à travers la mise en place des structures régionalisées dictées par Bruxelles en application du traité de Maastricht. Donc : augmentation de la plus-value relative pour toute la classe capitaliste, dégradation de la force de travail (qui dispose de moins pour s'entretenir). Deuxième aspect : l'assurance privée, volontaire, mais alimentée par la cotisation personnelle. Deuxième ponction sur le salaire (direct celui-là) du salarié. Quant aux capitalistes-

assureurs, ils vont graduellement contrôler des centaines de milliards, qui vont être source de profits... basés sur la marge entre cotisations collectées et remboursements effectués (marge qui ne peut qu'exister, sans quoi, on ne voit pas pourquoi les capitalistes investiraient). Au total : trois ponctions sur les salaires ouvriers. Quant à la couverture face aux risques maladie : des millions en seraient exclus, faute d'assurance (réduite à la CMU-RMI de l'Etat). Pour des millions d'autres, leur couverture serait considérablement dégradée. Quant aux 180 000 employés de la Sécurité sociale, ils seraient voués à disparaître.

Sous ces cinq angles, il apparaît donc que le passage d'un service "potentiellement source de profits" à un service "réellement source de profits" — que ce soit par la production de plus-value ou par le détournement d'une fraction de la plus-value créée dans le procès de production — ne peut se faire que sur la base d'une formidable offensive de destruction des forces productives, au premier rang desquelles : la force de travail (c'est ce que nous avons appelé, dans *Lutte des classes et mondialisation*, la plus-value relative de type 2).

On pourrait, de la même manière, revenir sur l'affirmation de notre contradicteur, concernant les "communications". En particulier, le fait que le service dit des communications constitue aujourd'hui un instrument de la destruction massive des forces productives, via l'utilisation d'Internet comme moyen de destruction du travail vivant. Il suffit de voir, d'ailleurs, le caractère extrêmement spéculatif du marché boursier

64

informatique et les soubresauts que vient de connaître la "nouvelle économie.. pour le comprendre. Tout cela nous ramène au débat sur les forces productives... (11)

QUE CHERCHE- T-IL A PROUVER ?

Wolfgang polémique contre l'affirmation de Daniel Gluckstein selon laquelle le tableau des comptes de la nation montrerait que *"la valeur de la force de travail a constamment baissé"*. Et d'objecter : *"La seule indication offerte par ce tableau est que la part des profits dans la valeur ajoutée des entreprises industrielles a constamment cn2 par rapport à la part des salaires."* Or, ajoute Wolfgang, *"le fait que la part des profits ait augmenté par rapport à la part des salaires n'empêche pas en l'occurrence que celle-ci ait également cn2 de manière absolue"* (page 4).

C'est à cet endroit de sa démonstration que Wolfgang introduit sa référence à *"l'enquête du CREDOC"* citée plus haut, qui "prouve", selon lui, que la *'période 1980-1994 s'est caractérisée par une amélioration sensible des conditions de vie de l'ensemble de la population, et même par une baisse de la proportion des ménages les plus défavorisés"* (page 21). Autrement dit : dans les années 1980, les revenus des familles ouvrières ont progressé, certes moins rapidement que les profits, mais ils ont progressé quand même. Reposons la question : sur quelle planète vit le camarade Wolfgang ?

Une planète, de toute évidence, où le capitalisme a un avenir, où la consommation ne cesse de se développer, où la croissance est toujours au rendez-vous.

Sous toutes les formes, en effet, il lui faut revenir à cette conclusion. Ainsi, il cite le livre de Daniel Gluckstein : *"A partir de 1986, les capitalistes empruntent de moins en moins aux banques pour investir dans la production."* Mais, objecte-t-il, cela *"ne signifie pas ipso*

(11) Wolfgang consacre plusieurs pages à polémiquer contre l'utilisation que nous faisons du tableau des comptes de l'industrie française. Il accuse : *"L'intérêt didactique de ces pages n'est qu'apparent"* (page 3). Il nous semble au contraire utile de favoriser tout effort par lequel on permet aux salariés, aux militants, de s'approprier la théorie marxiste. Notre conception n'est pas celle d'un "marxisme" réservé aux intellectuels... conception contraire à Marx et au marxisme lui-même. En outre, la critique formulée par Wolfgang pose un autre problème : *"Je ne vois pas en quoi l'examen de ce tableau prouverait quoi que ce soit "de la — validité de la théorie marxiste de l'exploitation", écrit-il (page 3). Mais nul n'a prétendu que ce tableau "prouvait" quoi que ce soit.* Nous avons écrit très exactement que les chiffres donnés dans ce tableau *"confirment que l'exploitation du travail salarié est la source de toutes les richesses nouvelles et de tous les profits, sous quelque forme qu'ils se répartissent"*. C'est-à-dire que les capitalistes eux-mêmes, lorsqu'ils établissent ce tableau des comptes de la nation, sont amenés à donner pour point de départ la valeur ajoutée, dont eux-mêmes ne contestent pas qu'elle procède de l'exploitation du travail salarié. Cela "ne prouve pas" le mécanisme de l'exploitation capitaliste, cela ne signifie pas que les capitalistes se rallient à la formule de Marx, $c + v + pl$, mais cela indique qu'eux-mêmes ne peuvent complètement masquer qu'à l'origine de toutes les valeurs nouvelles, il y a processus d'exploitation. Les Comptes de la nation n'ont évidemment pas pour objet de mettre à plat les mécanismes de l'exploitation capitaliste. Ce

serait d'ailleurs étonnant venant de la part d'une institution de l'Etat bourgeois. Mais il n'est pas interdit à un militant ouvrier de chercher à en faire une lecture intelligente pour montrer que, même camouflés, ce sont les mécanismes de l'exploitation que les capitalistes eux-mêmes sont tenus de reconnaître comme étant à l'origine de toute valeur nouvelle. Ultérieurement, Daniel Gluckstein, cité par Wolfgang, indique que les chiffres fournis dans ce tableau "témoignent que ce régime est arrivé à un niveau de décomposition où, d'une part, la classe capitaliste, pour préserver sa marge de profit, voire l'augmenter, recourt systématiquement à l'abaissement de la force de travail, ce qui revient, nous le verrons plus loin, à une étape politique de destruction des forces productives" (Daniel Gluckstein, cité par Wolfgang, page 5). Autrement dit : d'emblée, Daniel Gluckstein utilise ces Comptes de la nation comme un élément d'illustration de la réalité sur les mécanismes de laquelle il reviendra plus tard. Où est le problème ?

De même, les Comptes de la nation établis par les capitalistes eux-mêmes font apparaître une catégorie qu'ils appellent "excédent brut d'exploitation". Voulant éclairer les lecteurs sur les catégories utilisées par les capitalistes (catégories qui ne sont pas familières à des militants ouvriers), Daniel Gluckstein précise : "C'est le terme même utilisé par les capitalistes." Il s'agissait d'éviter toute confusion entre une caractérisation politique que nous pourrions faire de l'exploitation capitaliste et les termes utilisés par les capitalistes eux-mêmes. Wolfgang relève cette notation de Daniel Gluckstein pour en tirer cette conclusion sidérante : "Daniel Gluckstein note entre parenthèses "c'est le terme même utilisé par les capitalistes", voulant dire par là que ceux-ci reconnaissent eux-mêmes que l'excédent brut d'exploitation ne provient que de l'exploitation au sens marxiste de la force de travail" (page 3). Curieuse méthode, que celle qui consiste à tirer d'une telle phrase une conclusion sur ce que "veut dire" Daniel Gluckstein ! Si la vocation de Wolfgang est la psychanalyse, rien ne l'en empêche. Mais avant d'interpréter ce que les gens veulent dire, il devrait s'interroger sur le sens de sa propre remarque. Attribuer à quelqu'un des positions qui ne sont pas les siennes, c'est un procédé qui ne s'apprend pas à l'école marxiste, laquelle suppose qu'on s'en tienne aux faits.

65

facto que 'leurs activités soient de moins en moins tournées vers l'activité productive' " (page 4) (12).

Poursuivant sa polémique contre le tableau des Comptes de la nation, Wolfgang écrit : "Je ne vois pas en quoi "les chiffres" du tableau 'témoignent' en eux-mêmes de la "décomposition du capitalisme". Ils pourraient tout aussi bien indiquer le contraire" (page 5). Rappelons la question formulée dès le début du livre *Lutte des classes et mondialisation* : alors que tous les commentateurs bourgeois officiels, staliniens et sociaux-démocrates, prétendent que la fin du XXe siècle est marquée par l'atténuation, voire la disparition des conflits de classes entre classe ouvrière et capital, alors que tous s'acharnent à prétendre que le rapport social d'exploitation n'est plus à la base des contradictions qui assaillent la société, alors que tous justifient ainsi leur ralliement à la mondialisation et à l'économie de marché, nous avons choisi comme point de départ du livre *Lutte des classes et mondialisation* de montrer que les données fournies par les capitalistes eux-mêmes ne parviennent pas à masquer l'aiguïsement des contradictions de classes et le processus de décomposition du capitalisme. A ce stade (du début du livre), nous n'avons pas prétendu avoir démontré les mécanismes, nous avons indiqué les manifestations qui permettent, encore une fois, de partir des faits.

Wolfgang pose la question : "Je ne vois pas en quoi les chiffres témoignent de la décomposition du capitalisme, ils pourraient tout aussi bien indiquer le contraire." Nous sommes en droit de lui poser la question : mais à ton avis, cher camarade, la réalité qu'ils indiquent est-elle celle de la décomposition du capitalisme ?

Notre critique poursuit : "A lui seul, ce tableau, s'il indique certes qu'une fraction grandissante des profits se détournent de la production (...), ne prouve nullement que cette fraction du profit aille vers des 'activités parasitaires destructrices de l'économie' " (page 5). Certes, le tableau ne "prouve nullement par lui-même" que cette "fraction de profit" aille vers des "activités parasitaires destructrices de l'économie". Mais le reste du livre le prouve-t-il, oui ou non ? Le fait que cela soit utilisé comme un témoignage dans l'ouverture du livre appelle effectivement une démonstration. Témoigner n'est pas prouver. Mais la démonstration est-elle fournie, oui ou non, dans la suite du livre ?

Wolfgang ajoute : "La preuve, la spéculation sur les actions des entreprises existait déjà au XIXe siècle" (page 5). Certes, la spéculation existait au XIXe siècle. Et même avant. Qu'est-ce que cela prouve ? On pourrait, avec la même méthode, dire que l'exploitation existait déjà sous l'Antiquité aussi. Faudrait-il en conclure que l'exploitation sous l'Antiquité dans le système de l'esclavage, ou l'exploitation au Moyen Age dans le système féodal, ou l'exploitation capitaliste du début du XIXe siècle, ou l'exploitation capitaliste de fin de XXe siècle, sont identiques les unes aux autres ? En aucune manière. Le fait que "la spéculation sur les actions des entreprises existait déjà au XIXe siècle" (soit dit en passant, la spéculation existait sous d'autres formes auparavant) ne répond pas à la question : la place de la spéculation est-elle la même aujourd'hui qu'au XIXe siècle ? C'est là qu'est le débat. Tout le reste est brouillage et rideau de fumée.

Lutte des classes et mondialisation s'attache à démontrer et à prouver que le rapport entre activités productrices

de plus-value et activités spéculatrices s'est inversé sur le plan quantitatif entre le milieu du XIXe siècle et la fin du XXe siècle. Il en résulte que si, qualitativement, le système capitaliste reste intangiblement fondé sur l'extorsion de la plus-value (qui ne se dégage que dans des activités productrices), l'existence de cet enflement parasitaire et spéculatif pèse sur l'activité productrice elle-même. En conséquence, le capital

(12) Wolfgang précise : “ *Il n'en reste pas moins que (...) une part croissante du bénéfice (...) se soit effectivement détournée de la production. S'il est donc faux d'affirmer que "les activités des entreprises industrielles sont de moins en moins tournées vers l'activité productive", car cette phrase signifierait que cela vaut de manière absolue, il n'en est pas moins vrai de dire qu'une part croissante des profits se détournent de la production* ” (page 5). Toujours la même méthode. Wolfgang s'érige en expert de l'interprétation psychanalytique, linguistique et grammaticale. Il en conclut donc que la phrase “*les activités sont de moins en moins tournées vers l'activité productive*” a une signification “*de manière absolue*”. C'est pourquoi il lui faut s'y opposer radicalement... tout en ajoutant qu'il est exact qu'une part croissante des bénéfices se soit effectivement détournée de la production. Dans quel but ? Donner le tournis au lecteur ? Pas seulement. Encore une fois, il s'agit d'instiller le doute. Tout le monde sait bien, pourtant, que dans les conditions des années 1980 et même des années 1990, les capitalistes ont englouti des masses de plus en plus considérables de capitaux dans des activités purement spéculatives qu'ils dégageaient des activités productrices immédiates de plus-value, avec toutes les conséquences que l'on sait

ne parvient à surmonter, et encore partiellement, ses contradictions qu'en procédant aux destructions en masse des forces productives. On peut, bien sûr, être en désaccord avec cela. Encore faut-il prouver que cela soit faux. Mais répondre que la spéculation existait déjà au XIXe siècle, c'est — excusez-nous du peu — se moquer du monde.

Wolfgang ajoute : “ *Il est paradoxal de parler ici de "difficulté de mise en valeur du capital, en particulier du fait de la résistance opposée par la lutte de classe", puisque Daniel Gluckstein vient d'expliquer lui-même que, dans les pays de l'OCDE, "le rendement du capital dans les secteurs des entreprises a constamment progressé, tandis que la valeur de la force de travail a constamment baissé" — c'est-à-dire que le capital s'est de mieux en mieux valorisé — à cause des coups portés contre les salariés, contraints de reculer* ” (page 5). On ne voit pas où est la contradiction. Ou alors, il faudrait renoncer aux fondements mêmes de la dialectique.

- Affirmation numéro 1 : oui, le rendement du capital a progressé, en raison même des coups portés à la classe ouvrière démantelant la valeur de la force de travail, avec l'aide des appareils ;

- Affirmation numéro 2 : mais ce recul imposé à la classe ouvrière l'a été fort insuffisamment — du point de vue du capitalisme —, du fait de la lutte de classe cristallisée dans les conquêtes et institutions ouvrières, en particulier en Europe. D'où l'aggravation des politiques de délocalisation et de destruction de la force de travail permettant d'alimenter la spéculation. D'où le recours grandissant à des gouvernements de "gauche" pour l'imposer.

En quoi y a-t-il contradiction entre les deux éléments ? C'est là un processus de décomposition et de résistance, processus continu et inachevé, qui ne peut se conclure que par la victoire de l'un ou l'autre des tenues de l'alternative : socialisme ou barbarie.

"En réalité, poursuit Wolfgang, si Daniel Gluckstein écrit tout cela, c'est qu'il a l'œil sur d'autres phénomènes que ceux indiqués par son tableau" (page 6). Je dois confesser mon crime. C'est vrai, si j'ai écrit *Luttes de classe et mondialisation*, si je me suis appuyé sur les Comptes de la nation, ce n'est pas par goût particulier pour l'analyse pour elle-même, mais c'est parce que, je l'avoue, j'ai un *"œil sur d'autres phénomènes"*, à savoir : l'offensive de destruction de la classe ouvrière et de ses organisations engagée par l'impérialisme mondial, en même temps que les processus de résistance de la classe ouvrière. Et c'est précisément au service de cette résistance que j'ai considéré utile de procéder à cette analyse de la situation mondiale (13).

Wolfgang me reproche de laisser *"un certain plaisir de polémique"* l'emporter, dans mon livre, *"sur le souci de vérité"* (page 1). De toute évidence, c'est ici l'hôpital qui se moque de la charité. Respectueux de la liberté individuelle, je n'entrerai pas dans la discussion à laquelle m'invite le camarade Wolfgang sur le principe du plaisir et le principe de vérité. Chacun prend son plaisir là où il le peut et comme il le veut, cela vaut pour Wolfgang comme pour n'importe qui (14). Pour ma part, je ne crois pas que l'excès de polémique

(13) L'explication pseudo-théorique que donne de son point de vue Wolfgang ne manque pas d'intérêt. Il indique que si Marx rejette de son exposé des lois mécanistes de production capitaliste la recherche de l'abaissement du salaire en dessous de la valeur, c'est, nous affirme-t-il, "uniquement parce que, dans le livre I du Capital il étudie la réalité d'un point de vue strictement théorique, qui requiert de postuler que chaque catégorie et chaque loi fonctionnent de manière "pure", abstraction faite de la manière dont elles se réalisent concrètement dans l'histoire empirique" (page 7). Soit dit en passant, cette façon d'aborder les questions est totalement étrangère à Marx. Non, Marx ne cherche pas à dégager des catégories et des lois qui fonctionnent "abstraction faite de la manière dont elles se réalisent concrètement dans l'histoire empirique". Il cherche au contraire à dégager de l'histoire empirique les lois et les catégories qui permettent d'expliquer les processus historiques.

(14) C'est à propos du terme "catégorie" que Wolfgang se prend à disserter sur "plaisir" et "vérité" : "Le terme de "catégorie" en général (de même, d'ailleurs, que celui de "concept") et, dans une moindre mesure, celui de "catégorie économique" en particulier, sont employés constamment dans les textes de Marx. Il est donc erroné d'écrire, comme le fait Daniel Gluckstein page 461, que "Marx, à de nombreuses reprises, polémique contre l'idée selon laquelle le capital serait une catégorie économique. Non, martèle-t-il, le capital est un rapport social d'exploitation." En vérité, le fait que le capital, comme toute réalité sociale, soit un "rapport social" (en l'occurrence, un "rapport social d'exploitation") n'empêche nullement que sa représentation dans et par la pensée soit une "catégorie" (en l'occurrence, une catégorie socio-économique). Ici comme à plusieurs autres endroits de ce livre, un certain plaisir de polémique l'emporte manifestement sur le souci de vérité." (page 1) Remarque tout à fait intéressante. Wolfgang substitue un débat d'ordre philosophique ou terminologique à un débat politique. Que Marx ait utilisé le terme "catégorie économique" est certain. Mais, du point de vue du contenu, Marx s'est toujours opposé à faire du capital une catégorie économique coupée de sa réalité comme rapport social d'exploitation. C'est-à-

67

réponde, sous la plume du camarade, au seul principe du plaisir. Il y a un fond, un contenu politique, qui se laisse apparaître, malgré les précautions, l'emballage et les rubans dont Wolfgang l'entoure.

Wolfgang part en guerre contre l'idée selon laquelle "la tendance à la baisse relative de la formation brute de capital fixe (FBCF) par rapport au produit intérieur brut (PIB)", exposée pages 140 et suivantes du livre *Lutte des classes et mondialisation*, constituerait "une preuve en soi du déclin des forces productives" (page 15). De quoi s'agit-il, dans ce chapitre de *Lutte des classes et mondialisation*, qui, apparemment, a beaucoup irrité notre contradicteur ? Les capitalistes appellent formation brute du capital fixe (FBCF) la part de l'investissement rapportée au produit intérieur brut, c'est-à-dire la part de ce qui, sur les richesses nouvel-les, est prélevé chaque année par eux pour être ré investi dans la production. Ce rapport entre FBCF et PIB, comme nous le montrons dans ce chapitre, tend à décroître durant les trente dernières années du siècle. il y a donc, expliquons-nous, une tendance au recul relatif de l'investissement productif, non pas au sens où l'on investirait moins en chiffres absolus, comme fait mine de le croire Wolfgang ("la FBCF : dont la croissance est ralentie par rapport à celle du PIB, n'en continue pas moins de croître de manière absolue", page 15), mais en pourcentage sur le PIB. Oui ou non, est-il exact que, sur une valeur de 100 produite comme richesse nouvelle aux Etats-Unis en 1970, les capitalistes réinvestissaient 18 dans la production, et qu'en en 1995, ils ne réinvestissaient plus que 17 ? Oui ou non, sur une valeur de 100 créée dans la production capitaliste en 1970 au Japon, les capitalistes réinvestissaient dans la production 35, et plus que 28 en 1995 ? Et ainsi de suite pour l'ensemble des chiffres qui sont fournis dans ce tableau. Il y a donc bien eu recul du rapport entre l'investissement productif et le PIB, donc une tendance à la désaccumulation productive. Ou encore, comme cela a été exprimé page 142 : "Une décélération de la croissance du stock de capital dans les industries manufacturière, qui, si elle se prolongeait, déboucherait sur un véritable processus de désaccumulation productive, caractéristique de cette fin du XXe siècle. "

Dans la longue polémique qu'il consacre à cette question, Wolfgang prétend 'prouver" que "Daniel Gluckstein lui-même se contredit littéralement" (page 15) entre la page 141 et la page 142 de son livre. Problème : la polémique de Wolfgang est fondée sur une fausse citation du titre du paragraphe. il suffit de comparer le titre cité par Wolfgang et celui qui figure en haut de la page 141 du livre pour voir qu'il a substitué le terme "baisse " au terme "recul". Ce qui a une importance, car l'idée d'un "recul de l'investissement productif manufacturier" (page 15) n'est nullement contradictoire avec celle de "décélération de la croissance du stock de capital dans les industries manufacturières" (page 16). Dans les deux cas, il s'agit d'exprimer une tendance. D'ailleurs, *Lutte des classes et mondialisation* le précise : "Il s'agit, bien sûr, d'une tendance. Cela ne signifie pas que toutes les entreprises dans tous les pays, dans tous les secteurs et au même moment, renoncent à investir" (page 141).

Alors, quel est l'objectif de cette longue polémique ? La question se pose d'autant plus que Wolfgang conclut de la manière suivante : "La tendance est certes "à la décélération des investissements, se traduisant par une baisse des taux d'investissement (FBCF/PIB) dans les pays de l'OCDE, où se concentrent 80 % des investissements mondiaux, et dans les pays, en particulier d'Afrique, délaissés par les multinationales" ; mais il est complètement erroné d'en conclure pour autant qu' "il s'agit bien d'une tendance prononcée à la désaccumulation productive" (page 148) " (page 16). Pour quelle raison ? La raison en est, conclut Wolfgang, que "cette baisse des taux d'investissement a pour base un accroissement considérable de la part des profits dans la valeur ajoutée " (page 16). C'est vrai, mais cela, en soi, ne donne pas un développement de l'accumulation productive. Tout dépend de ce qu'on va faire de ces profits. Or Wolfgang ajoute "que la croissance des profits est si importante qu'elle

permet aux entreprises à la fois de poursuivre l'accumulation productive (la part des profits ré investie continue de croître de manière absolue) et d'investir une part

dire qu'il a toujours refusé de distinguer le capital comme une catégorie économique en soi, un développement économique dont on pourrait abstraire le fait qu'il est d'abord et avant tout un rapport social d'exploitation.

Cette vérité dérange notre camarade Wolfgang. Il lui faut à tout prix supposer que l'insistance sur ce point relève "*d'un certain plaisir de polémiquer de Daniel Gluckstein*" qui "*l'emporte manifestement sur le souci de vérité*" (page 1). Mais la vérité réside ailleurs : non pas dans l'utilisation du terme "catégorie" — pour les marxistes, les mots n'ont pas ce pouvoir magique et maléfique que leur attribuent les religieux de tout poil —, mais dans la conception politique et économique du capital.

68

croissante, voire majoritaire, de ces profits dans la spéculation" (page 16). Autrement dit : la tendance à la décélération de la croissance du stock de capital dans les industries manufacturières indique une tendance, qui, si elle se prolongeait, pourrait déboucher sur un processus de désaccumulation productive. N'est-ce pas très exactement ce que nous expliquons tout au long du livre ?

Pas du tout, objecte Wolfgang, qui précise que lorsque les entreprises investissent une part croissante, voire majoritaire, de ces profits dans la spéculation, cela "*contribue à accroître encore leur profit, du moins le prix de leurs actions, qui correspond, certes, de moins en moins à la valeur réelle, mais qui en dépend toujours en dernière instance*" (pages 16) . C'est précisément là qu'est le problème. Certes, l'investissement grandissant dans la spéculation contribue à accroître de manière considérable la valeur nominale de leurs actions et de leur capital. Du point de vue de l'investissement productif, n'est-ce pas là précisément un facteur de déstabilisation ? Par exemple : quand, sur une base totalement spéculative, la valeur nominale des actions de France Télécom progresse de 25 % en une journée, cela peut-il être considéré comme une hausse de l'investissement productif ? Ne s'agit-il pas plutôt, sous l'apparence d'un afflux de capitaux dans la production, d'un levier majeur pour les restructurations-destructions ? De manière générale, n'est-ce pas ce mécanisme que nourrit l'accélération de toutes les restructurations-liquidations-destructions appelées par cet investissement grandissant dans l'activité spéculative ? N'est-ce pas là le mécanisme qui nourrit les tempêtes qui ont secoué les marchés (NASDAQ, Dow Jones, CAC 40) en mars et avril 2000 ? N'est-on pas en droit de dire que la démonstration de Wolfgang ressemble à s'y méprendre à ce serpent qui se mord la queue ? (15)

Autre manifestation de cette tendance à tourner en rond. A propos du tableau publié page 144 sur le rapport entre la formation brute du capital fixe et le produit national brut, Wolfgang cite le livre *Lutte des classes et mondialisation* : "*Le taux d'investissement (...) baisse dans les pays à revenu élevé*", formule à laquelle il oppose l'objection suivante : "*Pourtant, ce qu'indique la comparaison des colonnes 1 et 2 du tableau de la page 144, c'est que, dans les pays à revenu élevé, le niveau de l'investissement par rapport au PNB est inférieur en 1993 à ce qu'il était en 1970 ; mais cela ne l'empêche nullement d'être très supérieur à celui-ci en termes absolus, même en cette année de régression que fut, répétons-le, 1993*" (page 16). Mais que disons-nous d'autre ? Que cherche à démontrer le camarade Wolfgang ? Quand nous écrivons "*recul*" (relatif), Wolfgang prétend nous citer en écrivant "*baisse*" (absolue). Quand nous écrivons "*baisse du taux*" (par définition relative), il prétend nous citer en écrivant "*baisse du niveau*" (absolue). Que cherche-t-il exactement à démontrer ? (16)

(15) Wolfgang prétend qu'on n'aboutirait pas au même résultat selon que les calculs sont faits par rapport au PNB ou par rapport au PIB. Nous avons fait, pour le vérifier, tous les calculs, aussi bien vis-à-vis du PNB que du PIB. Il en résulte ceci : que l'on compare le rapport entre la formation brute de capital fixe avec le PNB ou que l'on compare la formation de capital fixe avec le PIB, dans les deux cas, il y a une tendance à la baisse de ce taux d'investissement dans la production sur les vingt-cinq dernières années à l'échelle mondiale.

(16) Quant à l'explication abracadabrante que propose Wolfgang au sujet de tel fait que, selon lui, délibérément, Daniel Gluckstein "*passé sous silence*", parce qu'il serait "*ennuyé pour sa démonstration*" (page 15) ... disons qu'on s'éloigne là d'une discussion politique sérieuse. Faut-il le préciser ? Daniel Gluckstein n'est "ennuyé" par rien du tout, et surtout pas par le fait de rectifier un point de ce qui est écrit si les faits l'exigent. Par exemple, dans l'édition en anglais de *Lutte des classes et mondialisation*, et précisément concernant ce passage du livre, nous avons été amenés à corriger une erreur, qui s'était glissée précisément dans ce passage du livre (et qui a échappé à Wolfgang).

L'erreur, c'est qu'en recopiant les données chiffrées, une confusion s'est introduite entre les chiffres de la FBCF et les chiffres du PNB. Cela veut dire qu'en réalité, les tableaux des pages 144 et 146 devraient être ainsi corrigés :

Pays	1	2	3
	FBCF en	FBCF en %	FBCF

	milliards de S	du PNB		croissance annuelle	
	1993	1993	(1970)	1980-1993	(70/80)
Faible revenu	52	17%	(14%)	-0,2%	(7,4%)
Chine	236	41%	(28%)	111%	(7,6%)
Inde	64	24%	(17%)	5,7%	(4,5%)
Revenu intermédiaire					
tranche inf.	400	23 %	(?)	0,8 %	(?)
tranche sup.	502	23 %	(24 %)	2 I %	(6,4 %)
revenu élevé	3 562	19 %	(23 %)	3,4%	(2,3 %)

"LES NOUVEAUX MARCHES" DE LA SPECULATION

Arrivés à ce stade, la discussion débouche nécessairement sur la question : qu'est-ce que l'impérialisme ?

Wolfgang écrit : “ *Daniel Gluckstein oppose de manière erronée le "capitalisme ascendant" qui serait caractérisé par la conquête du marché mondial et "en sens inverse (...) l'impérialisme", époque où "le marché mondial (serait) borné" (page 24) (17). Et d'expliquer : "Le marché est par nature borné, puisqu'il fait dépendre la consommation de la solvabilité des masses. D'autre part (...), la conquête de nouveaux marchés est l'objectif de toute entreprise et de toute nation capitalistes" (page 24). Par conséquent, capitalisme ascendant, capitalisme décomposé : rien ne change sous le ciel de la conquête des marchés et de la constitution des marchés (18).*

(Banque mondiale : Rapport sur le développement dans le monde, 1995)

Pays	1 FBCF 1993	2 Ce qu'aurait été la FBCF si le pourcentage FBCF/PNB avait été le même en 1993 qu'en 1970	3 Différence entre 1 et 2
Faible revenu	52	43	+ 9
Chine	236	161	+ 75
Inde	64	45	+9
		Sous-total :	+ 93
Revenu intermédiaire supérieur	502	524	- 22
Revenu élevé	3 562	4 312	- 750
		Sous-total :	- 772
Total	4 416	5 085	- 669

(en milliards de \$)

Et voici la conclusion corrigée que nous en tirons : “ *On arrive à une hypothèse de progression de 130 milliards. Donc, même dans cette hypothèse — répétons-le absolument improbable, mais que nous choisissons à dessein, car elle est la plus défavorable à notre point de vue —, on arrive à l'opération suivante : + 223 milliards de dollars, d'un côté, et - 772 milliards de l'autre ! Soit un total de - 549 milliards de dollars : la conclusion est la même. Les faits sont les faits. N'en déplaise aux chantes de l'essor d'un capitalisme "émérgent" nouveau, aux parfums chinois, coréen ou autres : une progression de l'investissement équivalente à 93 milliards de dollars dans une partie du monde (ou même de 223 milliards de dollars, dans l'hypothèse improbable évoquée précédemment) ne peut compenser une baisse d'investissement de 772 milliards de dollars dans le reste du monde...* ”

(17) A ce sujet, Wolfgang écrit : “ *Daniel Gluckstein conçoit trop souvent le marché comme étant "à conquérir", comme si celui-ci préexistait à la production capitaliste. En réalité — si l'on fait abstraction d'une relative antécédence historique du commerce international par rapport au développement du mode de production capitaliste proprement dit —, il est évident que c'est la production capitaliste comme telle qui crée son propre marché* ” (page 24). On remarquera, là encore, le caractère non dialectique de la démarche de Wolfgang. Comment peut-on écrire "si l'on fait abstraction d'une relative antécédence historique du commerce mondial" ? N'y a-t-il pas un rapport dialectique entre le développement du marché mondial sous la forme du commerce mondial et l'accumulation primitive permettant de déboucher sur le développement du capital lui-même ? En ce sens, il est parfaitement juste de dire que le capital crée son propre marché et en même temps que l'antériorité du marché a été un facteur permettant la création du capital, ou encore que : le capital crée son marché en même temps qu'il lui faut en permanence conquérir le marché. Le créer pour le conquérir et le conquérir pour le créer jusqu'au stade où le marché tend lui-même à se disloquer et à disloquer le capital lui-même. C'est le b.a.-ba de la dialectique. Serait-ce être

trop exigeant que de demander à Wolfgang de se hisser à la hauteur de la dialectique la plus élémentaire ?

(18) Remarquons qu'ici, Wolfgang s'appuie sur le cas de "toute entreprise capitaliste" (donc individuelle) pour éclairer les mécanismes qui valent pour le marché dans son ensemble. Il se trompe, à notre avis, sur les conclusions qu'il en tire. Mais il est fondé à chercher le rapport qui relie la conquête du marché pour chaque entreprise capitaliste et la conquête du marché mondial par les classes capitalistes de différents pays impérialistes. On est toutefois un peu interloqué quand on compare le raisonnement, page 23 du texte de Wolfgang, avec cette condamnation catégorique que, page 8 du même texte, il profère à l'encontre de Daniel Gluckstein, coupable, dans son livre, d'avoir, "par souci de simplification didactique", pris "l'exemple de deux entreprises capitalistes", alors que "la question du taux de profit ne se pose évidemment qu'au niveau "macro-économique" ". "Macro-économique" ? Peut-on faire observer que ce terme emprunté à la sociologie contemporaine est inexistant chez Marx, et pour cause ? De plus, quiconque connaît un peu l'œuvre de Marx sait que celui-ci n'oppose pas, mais au contraire relie dialectiquement le procès d'ensemble du capital et des exemples pris au niveau de deux capitalistes concurrents, deux entreprises, deux secteurs de production. On ne nous en voudra pas trop, je l'espère, d'avoir essayé d'inscrire notre méthode de réflexion dans celle de Marx. D'ailleurs, que fait d'autre Wolfgang, page 24 ?

70

Ici s'amorce une remise en cause de la méthode par laquelle les marxistes ont, de tout temps, analysé les phases ascendantes, puis de développement, puis d'effondrement de régimes sociaux déterminés. On verra que cela conduit à des conséquences pratiques tout à fait importantes. Pour donner un exemple d'actualité, Wolfgang indique : "Cette conquête de nouveaux marchés n'implique évidemment pas nécessairement la conquête de nouveaux territoires (par exemple, la création de téléphones portables exige la création de nouveaux marchés pour lesquels les entreprises se font concurrence au niveau mondial, mais elles n'ont pas besoin de coloniser pour cela) " (page 24). L'exemple est particulièrement bien choisi !

Quelle est la caractéristique de la constitution de "nouveaux marchés" à l'époque du capitalisme décomposé — et c'est ce qui la différencie de la constitution des marchés au XIXe siècle ? Prenons l'exemple des téléphones portables : le préalable au développement de ce marché a été la destruction en masse, à l'échelle de toute la planète, du système existant de télécommunications. En particulier, les processus de privatisation-démantèlement des entreprises nationales, incluant France Télécom, Telebras au Brésil, Deutsch Telekom en Allemagne, etc., ont jeté les bases de mécanismes par lesquels la "colonisation" de marchés entiers, jusque-là impossible du fait des monopoles existants, a été rendue possible. D'autre part, c'est sur la base de la destruction en masse des forces productives dans le domaine des télécommunications que le "marché des portables" a pu être constitué. Ajoutons, pour finir, que ce marché lui-même est très largement spéculatif, puisqu'il apparaît que nombre d'entreprises qui fabriquent les portables et organisent les réseaux ne le font que dans la perspective de se voir racheter et détruites sur la base — établie officiellement — qu'un emploi détruit dans le domaine des portables rapporte plus qu'un emploi qui fonctionne. Quant à l'enflèvement spéculatif qui voit France Télécom progresser de 25 % en vingt-quatre heures, comment, répétons-le, ne pas y voir la manifestation évidente que "la nouvelle économie" repose sur des mécanismes spéculatifs nourris de destruction (19).

Mais arrêtons là ces exemples concrets, sous peine d'être accusé par notre critique de se livrer à la dictature empirique des faits et ne pas s'en tenir aux lois pures, détachées de toute réalité, à laquelle il nous invite au début de son texte. Revenons donc à la question, décisive pour des marxistes, de l'impérialisme. Dans *Lutte des classes et mondialisation*, nous avons consacré plusieurs pages à rappeler comment Marx et Engels, puis Lénine, avaient décrit et analysé la succession des stades par lesquels passe le mode de production capitaliste (comme les modes de production antérieurs). Nous en avons rappelé la signification et les conséquences. Comme on va le voir, les "marxistes", qui, "depuis plus d'un siècle", font fausse route sur la question des forces productives comprennent inévitablement Trotsky, Lénine, et aussi... Marx et Engels. C'est leur analyse — bien plus que la mienne — que conteste Wolfgang. Sous couvert que les lois du capital, telles que Marx les a analysées, restent les lois du capital aujourd'hui — ce qui est vrai : $c + v + \text{®} c + v + pl$ reste la clé de voûte de tout le système — Wolfgang refuse de prendre en compte que la survie même du système a des conséquences sur la manière, et donc le contexte dans lesquels ces lois s'appliquent aujourd'hui. En un mot, comme Lénine nous l'a appris : sous l'impérialisme, le capitalisme reste lui-même... et profondément modifié.

COMMENT DES "FORMES DE DEVELOPPEMENT" DEVIENNENT, EN SE DEVELOPPANT, DES "ENTRAVES"

Wolfgang dit son accord avec Daniel Gluckstein lorsque celui-ci rappelle : "Marx et Engels eux-mêmes avaient caractérisé la tendance croissante à l'étouffement des forces productives dans le cadre des rapports de production bourgeois " (page 23). Mais c'est pour objecter aussitôt : "Pourquoi considérer, comme ne cesse de le faire Daniel Gluckstein, que l'étouffement des forces productives est un trait propre au seul impérialisme ? " (page 24).

(19) Quant à répéter à l'envi, comme le fait Wolfgang (page 18), que "tant qu'il n'y a pas de récession absolue de la production, on ne pourra pas dire que le marché se rétrécit effectivement", c'est là encore substituer les catégories de

l'économie bourgeoise classique aux catégories du marxisme. Aujourd'hui, les raisons pour lesquelles il n'y a pas de récession absolue de la production, c'est précisément l'alimentation de la survie du système par la destruction en masse des forces productives. Et donc : à quel prix ? Et jusqu'à quand ? Bien entendu, jusqu'à ce que la révolution prolétarienne victorieuse abatte le système pourri fondé sur la propriété privée des moyens de production.

71

Qui a dit cela ? Personne. Ce qui, hier (à l'époque du capitalisme ascendant), était une tendance à l'étouffement des forces productives, est devenu aujourd'hui un élément déterminant et destructeur de la force de travail à l'époque du capitalisme décomposé. Et c'est là l'expression de cette caractéristique fondamentale de l'impérialisme analysée par Lénine et Trotsky sur l'incapacité du marché mondial à absorber toutes les marchandises qui résultent de la mise en mouvement des forces productives disponibles à l'échelle mondiale.

C'est sur ce point — c'est-à-dire, en fait, on va le voir, sur la nature même de l'impérialisme — que porte le désaccord de Wolfgang. Il écrit : La "*contradiction entre la tendance du mode de production capitaliste au développement illimité de la productivité et de la production de masse, d'une part, et la tendance à limiter ce développement, à le freiner, à le rendre unilatéral dans le cadre des rapports de production capitaliste, d'autre part, (...) est propre au système capitaliste en lui-même, dès lors qu'il est parvenu à l'ère de la grande industrie (production de masse). Concrètement, cette contradiction se manifeste notamment dans des crises de surproduction, que Marx et Engels décrivent en 1845...*" (page 25). C'est un fait : la tendance à l'étouffement des forces productives s'est traduite dans des "*crises de surproduction*" (page 24) depuis la naissance du capitalisme. Mais sommes-nous, aujourd'hui, dans la même période ? Peut-on, doit-on se contenter de voir dans la crise actuelle du capitalisme une crise classique de surproduction ? Oui, répondent depuis toujours mandéliens, pablistes, staliniens et économistes bourgeois en tout genre. Cela à l'encontre de l'analyse de la IV Internationale, fondée sur les enseignements de Marx, de Lénine et de Trotsky.

"On ne peut ni considérer que la tendance à l'étouffement des forces productives est propre au stade impérialiste du capitalisme ni réduire celui-ci à ce seul aspect de la contradiction" (page 25), écrit Wolfgang, qui y voit, simplement, l'expression "*du caractère contradictoire du système capitaliste*" (page 25). Voilà qui est un peu insuffisant, jeune homme ! Au risque de nous répéter, nous affirmons ici que la méthode utilisée par notre contradicteur tourne le dos à celle de Marx. Citons, par exemple, ce passage tiré de la préface à la *Contribution de la critique de l'économie politique*. Marx écrit : "*Dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles (...). A un certain stade de leur développement (souligné par nous, NDR), les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves (souligné par nous, NDR). Alors, s'ouvre une époque de révolution sociale (...). Une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir (souligné par nous, NDR), jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société. C'est pourquoi l'humanité ne se propose jamais que des tâches qu'elle peut résoudre, car, à y regarder de plus près, il se trouvera toujours que la tâche elle-même ne surgit que là où les conditions matérielles pour la résoudre existent déjà ou du moins sont en voie de devenir"* (Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique*, préface, pages 2 et 3).

Comme on le voit, Marx ne se contente pas de mettre en cause le "*caractère contradictoire du système capitaliste*". Il distingue l'époque où les rapports de propriété (bourgeois) sont un "*facteur de développement*" des forces productives de l'époque où ils "*entrent en contradiction*" et deviennent des "*entraves*". C'est seulement alors que "*s'ouvre une époque de révolution sociale*", car "*l'humanité ne se propose que des tâches qu'elle peut résoudre*". A cela, Wolfgang oppose, imperturbable : la tendance à la crise de surproduction se manifeste depuis 1845...

Le point de vue développé par Marx dans *Contribution à la critique de l'économie politique* n'a rien de conjoncturel. En 1845, Il écrivait : "*Le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire (du communisme) pour cette raison encore qu'on socialiserait sans lui l'indigence et que l'indigence ferait recommencer la lutte pour le nécessaire et, par conséquent, ressusciter tout*

le vieux fratrias." Certes, ce passage est tiré de *L'Idéologie allemande* et l'on a vu que

72

Wolfgang, dans sa contribution, nous met en garde contre ce texte, qu'il range dans les écrits "*non marxistes*" de Marx. Signalons que le passage cité précédemment est reproduit tel quel par Trotsky dans *La Révolution trahie*, lequel Trotsky voit dans ce texte "*une clé théorique unique pour aborder les difficultés tout à fait concrètes et les maux du régime soviétique*". Pour Trotsky, comme pour tout marxiste, le rapport est indissociable entre la question des forces productives et les conditions objectives de la révolution prolétarienne. Quant à écrire que "*le développement des forces productives est pratiquement la condition première absolument nécessaire du communisme*"... Marx a pris là le risque de se faire sévèrement tirer les oreilles par le camarade Wolfgang.

A l'automne 1850, dans la *Nouvelle Gazette rhénane*, le même Marx écrivait : "*Dans cette prospérité générale, où les forces productives de la société bourgeoise se développent avec toute la luxuriance dont elles sont susceptibles dans le cadre des rapports bourgeois, il ne peut être question d'une véritable révolution. Une telle révolution n'est possible que dans des périodes où ces deux facteurs, les forces productives modernes et les formes de production bourgeoises, entrent en contradiction les uns avec les autres.*"

Contradictoire à la formulation de Marx, celle de Wolfgang se contente de relever que des crises de surproduction se manifestent depuis 1845. Faudrait-il en conclure que le capitalisme, à peine avait-il connu son avènement à l'échelle mondiale, était déjà saisi par les contradictions mettant à l'ordre du jour la révolution sociale ? Tout le problème de là différence entre le stade impérialiste et le stade de la naissance du capitalisme est ici posé, Certes, notre critique se réfère à la notion "d'impérialisme". Il fait même de longues citations de Lénine, à qui il fait dire le contraire de ce qu'il dit effectivement, ne retenant pour l'isoler du reste — que la formule sur le "*stade suprême*", c'est-à-dire le plus haut degré de développement du capitalisme que représente l'impérialisme, en le coupant de tout ce qui relève de son pourrissement ("*l'agonie du capitalisme*"). Quant au fond, Wolfgang nie que l'impérialisme soit un stade véritablement différent de la phase ascendante du capitalisme. A l'inverse de Lénine, pour qui le stade impérialiste, parce qu'il est celui du développement le plus élevé des forces productives de l'humanité — le "*stade suprême du capitalisme*" -, est par là même et corrélativement le stade qui ouvre une période nouvelle où ce développement le plus élevé commence à être remis en cause par la survie du régime de la propriété privée des moyens de production pourrissant, faisant obstacle à tout essor nouveau des forces productives. C'est donc aussi, pour Lénine, le stade où la décomposition du capitalisme impérialiste met à l'ordre du jour immédiat la révolution sociale, ouvrant la voie à la socialisation des moyens de production, et cela comme un processus qui couvre toute une époque, celle des guerres et des révolutions. Ainsi, là où notre interlocuteur voit une contradiction, Lénine voyait une relation dialectique.

Le même problème est posé par l'usage que fait Wolfgang de ce passage du *Manifeste du Parti communiste* traitant de la façon dont la bourgeoisie surmonte ses crises, "*d'une part, en imposant la destruction massive des forces productives; de l'autre, en conquérant de nouveaux marchés et en exploitant plus à fond ses anciens marchés* ", Peut-on dire aujourd'hui que la décomposition de l'impérialisme se réduit à cette simple tendance de la bourgeoisie à "*surmonter ses crises par la destruction massive des forces productives*" ? Cette tendance était rendue possible à l'époque du capitalisme ascendant, précisément par l'extension du marché mondial. C'est précisément cette contradiction entre les limites du marché mondial et les potentialités de développement des forces productives qui donne, aujourd'hui, à la manière dont la bourgeoisie "surmonte ses crises", un caractère qualitativement différent, car fondé de plus en plus sur la dislocation du marché mondial et la destruction de la force de travail.

A QUAND REMONTE L'AVENEMENT DE L'IMPERIALISME ?

Wolfgang pourfend ce qu'il appelle "*la réelle confusion conceptuelle et historique (qui) se manifeste dans les indications de Daniel Gluckstein concernant la nature même de l'impérialisme*" (page 26). Comme on va le voir, la "*confusion conceptuelle et historique*" ne se manifeste pas nécessairement là où notre contradicteur le croit.

Wolfgang consacre presque une page de sa démonstration à un problème de date. Il s'agit de prouver que, contrairement à ce qu'affirme le livre *Lutte des classes et mondialisation*, ce

n'est pas la Première Guerre mondiale (1914) qui marque l'avènement de l'impérialisme. Ce passage se situe bien plus tôt, plaide Wolfgang, opposant à Daniel Gluckstein une citation de Lénine : "*C'est le début du XXe siècle*" (page 27).

Alors : "*Début du XXe siècle*"... ou 1914 ? En apparence, la polémique est sans objet ou, en tout cas, disproportionnée. Un marxiste — et même n'importe quel historien — ne considère jamais que le passage d'une période historique à une autre puisse être daté, scientifiquement, à un moment précis. Lénine, Selon les circonstances, évoque à propos du passage à l'impérialisme le "*début du XXe siècle*" et, dans d'autres textes, à la date symbolique qui marque le passage définitif et achevé à l'impérialisme : août 1914, le début de la Première Guerre mondiale, guerre impérialiste mondiale (de même que les historiens datent de 1492 l'avènement de l'ère moderne, ou de 1815 le début de l'époque contemporaine). Sous couvert d'une discussion sans grand intérêt sur "début du XXe ou "1914", Wolfgang introduit ici une autre analyse. Il écrit : "*En un mot, la distinction rigoureuse des stades du capitalisme impose de considérer qu'au stade de la libre concurrence, dont l'apogée se situe dans les années 1860, se substitue le stade impérialiste à partir des années 1870 (dès les années 1850 pour l'Angleterre)*" (page 27).

Ainsi donc, le stade impérialiste aurait commencé dès 1850 en Angleterre et à partir des années 1870 dans le reste du monde ? Là il ne s'agit plus de mégoter sur quelques années avec la périodisation de Lénine. Il s'agit de tout à fait autre chose. Wolfgang noie le poisson en disant que "*le stade impérialiste doit être compris non pas de manière fixiste, comme un événement survenant au moment de la Première Guerre mondiale (ou à telle ou telle date un peu antérieure), mais comme un processus de longue durée qui commence près d'un demi-siècle avant de déboucher sur l'explosion généralisée de ses contradictions spécifiques en 1914*" (page 27). Nous voilà de nouveau confrontés à un tour de passe-passe. Qu'un processus commence bien longtemps avant de s'être cristallisé, c'est indiscutable. Par exemple, le processus du vieillissement commence dès l'instant où naît le nouveau-né. On pourrait donc dire, en suivant la méthode de Wolfgang, que le processus qui va vers la mort commence inéluctablement dans la minute, dans la seconde même qui voit la conception de l'embryon, ce qui est vrai. Il n'empêche qu'entre le nouveau-né et le vieillard qui mourra près d'un siècle plus tard, il y a une petite différence. Et cela, bien que "*le processus de longue durée ait commencé bien avant*". Par conséquent, il y a des stades dans l'existence d'un être humain entre la naissance, l'enfance, l'adolescence, la maturité, la vieillesse, la sénilité.

. Faut-il le préciser ? Certains de ces stades sont marqués par des phénomènes de développement (de croissance), d'autres par des processus de vieillissement plus ou moins accentués (de dégénérescence, de destruction des capacités physiques et intellectuelles). Cela ne signifie pas que, même dans la phase de vieillissement, marquée par une destruction graduelle des capacités de l'être humain, celui-ci ne puisse progresser, acquérir des connaissances et des capacités nouvelles. Il n'empêche qu'il existe, physiquement et biologiquement, une différence entre processus de croissance et processus de vieillissement chez l'être humain. De même y a-t-il des stades bien précis et distincts dans le mode de production capitaliste.

QU'EST-CE QUE L'IMPERIALISME ?

Il est vrai que le camarade Wolfgang conteste semblable analogie. Il écrit : "*De manière générale, d'ailleurs, on ne saurait se méfier suffisamment, par principe, de toutes ces métaphores que l'on emploie trop souvent sans esprit critique — qu'elles soient mécaniques, biologiques ou autres — sans voir qu'elles n'ont pas, en elles-mêmes, de validité scientifique. Dire, par exemple, que le capitalisme est "pourrissant", "putréfié", "moribond" ou "sénile", c'est user de métaphores biologiques, qui, en assimilant le système capitaliste à un organisme vivant, n'ont qu'une valeur explicative limitée et ne sont trop souvent que des façons de parler, et le fait que celui qui parle puisse s'appeler Lénine ou Trotsky ne change rien à l'affaire*" (page 40).

Le camarade Wolfgang se trompe : le débat ne porte pas sur des métaphores, mais sur une question programmatique. S'il s'agissait de choix de procédé littéraire, il n'y aurait pas lieu d'en parler. Tout le monde, même Lénine, même Trotsky, peut faire des choix de vocabulaire discutables. Mais, répétons-le, il s'agit d'une

question programmatique. Le

74

programme de fondation de la IVe Internationale porte pour titre : *"Tâtonnement du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale"*. Ce titre a été non seulement proposé par Trotsky, mais adopté par le congrès de fondation de la IVe Internationale. De ce titre découle — on le verra plus loin — toute l'orientation stratégique de la IVe Internationale, confirmée par ses deuxième congrès (1948), troisième congrès (1950), conférence de réproclamation (1997), et quatrième congrès mondial (1999). Tous les délégués à ces différents congrès auraient fait fausse route ?

Revenons à cette proposition de Wolfgang de fixer le début du stade impérialiste dans les années 1850. Wolfgang a, sur ce point, parfaitement raison d'écrire : *"Cette question du passage est l'indice d'un problème beaucoup plus fondamental : celui de la nature même du stade impérialiste"* (page 27).

Quiconque a lu Lénine sait que, pour lui, l'impérialisme caractérise un stade d'ensemble auquel est arrivée l'économie capitaliste dans un rapport avec le marché mondial. Bien sûr, la marche à la cristallisation de l'impérialisme a été différenciée selon les pays. Que l'Angleterre ait été parmi les premiers pays à s'engager sur cette voie est évident. Pour autant, cela ne signifie pas que le stade impérialiste ait pu être atteint par un pays à une date donnée et plus tard par d'autres pays. Cette définition de l'impérialisme rejoint celle des courants opportunistes de la IIe Internationale, contre lesquels Lénine polémiquait. Ces courants réduisaient l'impérialisme à la conquête des colonies et à la cristallisation d'un capital financier national tourné vers la conquête des colonies. A cette définition parcellaire, Lénine oppose une définition d'ensemble, parmi laquelle les fameuses cinq caractéristiques de l'impérialisme stade suprême : “ 1. Concentration de la production et du capital parvenue à un degré de développement si élevé qu'elle a créé les monopoles, dont le 15e est décisif dans la vie économique. 2. Fusion du capital bancaire et du capital industriel et création, sur la base de ce "capital financier", d'une oligarchie financière. 3. L'exportation des capitaux, à la différence de l'exportation des marchandises, prend une importance toute particulière. 4. Formation d'unions internationales monopolistes de capitalistes se partageant le monde. 5. Fin du partage territorial du globe entre les plus grandes puissances capitalistes. ”

Ce sont ces caractéristiques qui donnent au stade impérialiste son caractère de *"réaction sur toute la ligne"*. L'ensemble de ces caractéristiques, selon Lénine, marquent l'avènement du stade impérialiste, lequel, par définition, ne peut se concrétiser qu'au plan du marché mondial. Distinguer l'avènement du stade impérialiste dans un pays par rapport aux autres traduit une autre position politique appuyée sur une définition de l'impérialisme, celle précisément contre laquelle Lénine a polémique. Cela conduit à remettre en cause l'alternative fondamentale : socialisme ou barbarie.

La position développée par notre contradicteur n'est guère originale. Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, le mouvement ouvrier mondial éclate aussi. La ligne de fracture porte sur l'attitude à l'égard de la guerre. Dans l'âpre polémique qui divise alors le mouvement ouvrier, la nature de la guerre, et donc la définition de l'impérialisme sont au cœur des débats. Nombre de dirigeants de la social-démocratie, et singulièrement ceux qui devaient basculer du côté de leur propre bourgeoisie, réduisent la définition de l'impérialisme à la conquête des colonies. Bien évidemment, ils font démarrer l'époque de l'impérialisme très tôt dans le XIXe siècle. D'autres, et tout particulièrement Lénine, s'opposent à cette définition. Pour eux, certes, l'impérialisme a commencé à se manifester comme une tendance dans la conquête des colonies, mais il ne s'est cristallisé comme stade nouveau du capitalisme qu'au début du XXe siècle.

La cristallisation du caractère réactionnaire de régression politique et sociale de l'impérialisme le différencie du capitalisme ascendant, affirme Lénine. Il écrit : *"La guerre européenne constitue une crise historique très profonde, elle marque le début d'une nouvelle époque"* (*Chauvinisme mort et socialisme vivant*, 12 décembre 1914, *Œuvres complètes*, tome 21). L'insistance que met Lénine à marquer la rupture entre l'époque ancienne et l'époque nouvelle revêt, au moment où il mène cette discussion, un caractère éminemment pratique. Il s'agit de savoir quelle est la nature de la guerre mondiale qui vient de commencer. Dans la IIe Internationale, la plupart des dirigeants se sont ralliés chacun à leur propre bourgeoisie. Ils l'ont généralement fait au prétexte que leur "bourgeoisie" défendait dans la guerre impérialiste des aspirations "progressistes" d'une bourgeoisie démocratique et laïque, confrontée à l'agression d'une bourgeoisie antidémocratique et

autoritaire (argument des "socialistes" français entrant au gouvernement de guerre "républicain" face à la menace de l'empire autocratique allemand), ou encore au prétexte de faire barrage à la barbarie (argument des "socialistes" allemands ralliés au vote des crédits de guerre face à la menace du tsar des Russies), etc.. Pour justifier leur ralliement honteux à leur bourgeoisie impérialiste, ces dirigeants — souvent porteurs d'une forte culture marxiste, tels Plekhanov, Kaustky, Guesde, etc. — n'hésitaient pas, pour justifier leur attitude, à se référer à l'attitude que Marx et Engels, dans les années 1850-1860, c'est-à-dire dans la phase ascendante du capitalisme, avaient adoptée vis-à-vis de certaines bourgeoisies.

Lénine durant cette période consacre l'essentiel de son activité littéraire à défendre l'internationalisme prolétarien contre tous les courants opportunistes et sociaux-chauvins ralliés à leur propre bourgeoisie. Pour cela, il revient inlassablement sur la nature impérialiste de la guerre 14-18, qui, à ses yeux, la distingue catégoriquement des guerres précédentes.

En 1915, Lénine est amené à polémiquer contre les sociaux-chauvins Kautsky et Potressov. Ceux-ci justifient le soutien qu'ils apportent à leur bourgeoisie respective en évoquant l'attitude adoptée par Marx en 1859, lors de la guerre entre l'Autriche et l'Italie. Lénine leur objecte : *"Il est hors de doute que nous vivons à la limite de deux époques et les événements historiques d'une importance considérable qui se déroulent sous nos yeux ne — peuvent être compris que si on analyse en tout premier lieu les conditions objectives du passage de l'une à l'autre"* (*Sous un pavillon étranger*, février 1915, Lénine, *Œuvres complètes*, tome 21). Au passage, signalons à Wolfgang que nous tenons à sa disposition les dizaines de pages de Lénine où celui-ci martèle : 1914 est la date de rupture, l'ouverture d'une nouvelle époque, la charnière entre deux époques, etc. C'est précisément en rapport avec cette charnière que se modifient les conditions objectives de la lutte de classe, un point sur lequel le camarade Wolfgang devrait porter sa réflexion.

Lénine rappelle que *"la classification courante des époques historiques, fréquemment indiquée dans la littérature marxiste (...), est la suivante : 1) 1789-1871 ; 2) 1871-1914 ; 3) 1914-? Il va de soi que ces délimitations, comme en général toutes les délimitations dans la nature ou dans la société, sont conventionnelles et mobiles, relatives et non absolues. Et c'est seulement d'une manière approximative que nous prenons les faits historiques les plus saillants, les plus marquants, comme des jalons des grands mouvements historiques."* On croirait ce dernier avertissement spécialement destiné, de manière anticipée, à notre critique. Mais suivons Lénine dans sa rigoureuse démonstration : *"La première époque, qui va de la grande Révolution française à la guerre franco-allemande, est celle où la bourgeoisie est en plein essor, où elle triomphe sur toute la ligne. Nous avons affaire ici à la bourgeoisie montante, à l'époque des mouvements démocratiques bourgeois en général et des mouvements nationaux bourgeois en particulier, à l'époque où les institutions périmées de la société féodale et absolutiste disparaissent rapidement. La seconde époque est celle où la bourgeoisie, parvenue à une domination sans partage, commence à décliner; c'est l'époque de la transition qui mène de la bourgeoisie progressiste au capital financier réactionnaire et ultra-réactionnaire. C'est l'époque où une nouvelle classe, la démocratie moderne, prépare et rassemble lentement ses forces. La troisième époque, qui vient à peine de commencer, place la bourgeoisie dans la même 'situation' que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes, ou découlant de l'impérialisme"* (*Sous un pavillon étranger*, février 1915, Lénine, *Œuvres*, tome 21).

Lénine considère donc que la nouvelle époque qui s'ouvre en 1914 est celle où la bourgeoisie — qui *"commence à décliner"* dès 1871-1914- bascule dans la même situation que celle des seigneurs féodaux au cours de la *'première époque'*. C'est l'époque de l'impérialisme et des ébranlements impérialistes, celle qui met à l'ordre du jour directement la révolution prolétarienne. L'accusation majeure que Lénine porte contre ses contradicteurs, c'est de confondre ce stade avec les précédents : *"Le sophisme révoltant, la fausseté intolérable des raisonnements de A. Potressov comme de Kaustky, proviennent précisément de ce qu'ils substituent aux conditions de l'époque moderne (la troisième) celles de l'époque d'avant-hier (la première)."* On remarque que, dans toute cette discussion, Lénine traite toujours du stade impérialiste dans son ensemble, celui qui entraîne tout le système à l'échelle mondiale. Poursuivons.

Dans la même polémique, Lénine revient sur le parallèle opéré par Kautsky et Potressov : “ *Potressov n'a pas remarqué* (souligné par Lénine) *que la question posée par Marx en 1859 (ainsi qu'en plusieurs autres circonstances ultérieures) : "Quel est le camp dont le succès est préférable ?" équivaut à la question : "Quelle est la bourgeoisie* (souligné par Lénine) *dont le succès est à préférer ?" Potressov n'a pas remarqué* (souligné par Lénine) *que Marx répondait à cette question à un moment où non seulement il existait des mouvements bourgeois* (souligné par Lénine) *incontestablement progressistes* (souligné par Lénine), *mais où ces mouvements se trouvaient au premier plan du développement historique dans les principaux Etats d'Europe. ”* Donc, pour Lénine — reprenant à son compte l'orientation de Marx -, il était envisageable, au milieu du XIXe siècle, que le mouvement ouvrier apportât un soutien — soutien limité, en restant indépendant, mais soutien tout de même — à une classe bourgeoise progressiste. Et cela, en raison du fait qu'il pouvait alors exister un classe bourgeoise progressiste, c'est-à-dire portée par le "capitalisme ascendant", développant les forces productives.

Mais, ajoute Lénine, ce qui était envisageable au milieu du XIXe siècle ne l'est absolument plus en 1915 : “ *Il serait absolument ridicule de vouloir parler aujourd'hui d'une bourgeoisie progressiste, d'un mouvement bourgeois progressiste à propos, par exemple, de ces figures incontestablement centrales et importantes du "concert" européen que sont l'Angleterre et l'Allemagne. L'ancienne "démocratie " bourgeoise de ces Etats qui occupent une place centrale des plus importantes est devenue réactionnaire. Or M. A. Potressov l'a "oublié " et a substitué au point de vue de la démocratie moderne* (souligné par Lénine) *(non bourgeoise) celui de l'ancienne* (souligné par Lénine) *pseudo-démocratie (bourgeoise) (...). Les marxistes n'ont jamais nié le progrès que constituent les mouvements bourgeois de libération nationale contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme (...). Lorsque Marx et Engels se demandaient de quelle bourgeoisie il faut préférer le succès, c'était à l'époque de la démocratie ancienne* (souligné par Lénine) *(bourgeoise), avec le souci de transformer un mouvement modestement libéral en un mouvement impétueusement démocratique. A. Potressov prêche le national-libéralisme bourgeois à l'époque de la démocratie moderne* (souligné par Lénine) *(et non bourgeoise), alors que ni en Angleterre, ni en Allemagne, ni en France, il ne saurait être question de mouvements progressistes bourgeois, ni modestement libéraux ni impétueusement démocratiques. Marx et Engels allaient de l'avant* (souligné par Lénine) *par rapport à leur* (souligné par Lénine) *époque, l'époque des mouvements progressistes nationaux bourgeois, en poussant ces* (souligné par Lénine) *mouvements plus avant, en veillant à les développer "par-dessus" la tête des porte-parole du Moyen Age. Potressov, comme le reste de tous les social-chauvins, rétrograde par rapport à son* (souligné par Lénine) *époque, celle de la démocratie moderne, en reprenant le point de vue depuis longtemps périmé, mort, et par là même foncièrement faux, de la démocratie ancienne (bourgeoise). ”* .

Comme on le voit, pour Lénine, la même classe sociale, bourgeoise, peut être porteuse de "progrès" (un concept "métaphysique pur", selon Wolfgang, page 32) en 1859 et devenir porteuse de réaction sur toute la ligne en 1914. Lénine considère même que c'est là la question théorique, politique et pratique majeure, à laquelle il consacre l'essentiel de ses écrits en 1914-1916. Se serait-il trompé de cible ? Que n'a-t-il disposé alors d'un conseiller avisé pour lui suggérer : allons, allons, l'Angleterre était déjà entrée dans le stade impérialiste en 1850, les crises de surproduction existaient depuis 1845, la notion de progrès historique n'a pas "de sens" (page 32).

Lénine — qui avait appris à l'école de Marx — attachait le plus grand soin à l'examen des conditions objectives : “ *La méthode de Marx consiste avant tout à considérer le contenu objectif* (souligné par Lénine) *du processus historique à un moment donné et dans des circonstances données, afin de comprendre avant tout quelle* (souligné par Lénine) *classe, par son mouvement, est la principale force motrice du progrès dans cette situation concrète. En 1859, le contenu objectif du processus historique en Europe continentale n'était pas l'impérialisme, mais les mouvements bourgeois de libération nationale. La force motrice principale était le mouvement de la bourgeoisie contre les forces de la féodalité et de l'absolutisme. Mais le très sage A. Potressov, raisonnant cinquante-cinq ans plus tard, alors que la place des féodaux réactionnaires est occupée par les magnats du capital financier de la bourgeoisie sénile qui ont fini par leur ressembler, veut juger les conflits*

internationaux du point de vue de la bourgeoisie, et non de la nouvelle classe (souligné par Lénine) ” (Sous un pavillon étranger, février 1915, Lénine, Œuvres, tome 21).

Et il poursuit : “ *Le contenu objectif essentiel des événements historiques à l'époque des guerres non seulement de 1855, 1859, 1864, 1866, 1870, mais aussi de 1877 (guerre russo-turque) et de 1896-1897 (guerres contre la Turquie et la Grèce et troubles d'Arménie), était constitué par les mouvements nationaux bourgeois, ou par les "convulsions" de la société bourgeoise se libérant des diverses formes du système féodal. 1/ ne pouvait absolument pas être question, dans nombre de pays évolués, d'une action véritablement indépendante de la démocratie moderne, et correspondant à la période de décomposition et de déclin de la bourgeoisie. Parmi les classes alors existantes, et qui prenaient part aux guerres de cette époque, la bourgeoisie était la principale à suivre une ligne ascendante et la seule à disposer d'une force suffisante pour pouvoir écraser les institutions féodales et absolutistes. Dans plusieurs pays, cette bourgeoisie, représentée par différentes couches de producteurs aisés (souligné par Lénine), étaient progressiste à des degrés divers et parfois même révolutionnaire (par exemple, une partie de la bourgeoisie italienne en 1859) ; mais le trait commun à toute cette époque était précisément le caractère progressiste de la bourgeoisie, c'est-à-dire (souligné par Lénine) le fait qu'elle n'avait pas encore achevé, par encore consommé, sa lutte contre la féodalité.* ” (Sous un pavillon étranger, février 1915, Lénine, Œuvres, tome 21).

Qu'on nous permette d'insister : que pense Wolfgang de cette affirmation du "trait commun" de la bourgeoisie des années 1855-1897, à savoir son "caractère progressiste à des degrés divers" ? Attirons son attention sur l'insistance que met Lénine — reprenant, là aussi, Marx — sur la question du "contenu objectif du processus historique à un moment donné". Le "contenu objectif", au XIXe siècle, est dominé par la capacité de la bourgeoisie — qui est en train de transiter vers le stade impérialiste, mais ce processus est inachevé — à jouer un rôle historique progressiste, tant du point de vue de l'essor des forces productives qu'au plan directement politique (essor de la démocratie, constitution des nations). "Contenu objectif" qui, pour Lénine, s'inverse totalement et définitivement à partir de 1914, passage à l'impérialisme (20). D'où l'actualité immédiate du combat pour la révolution prolétarienne.

Lénine conclut : "La lutte menée contre la féodalité par le capital ascendant pour sa libération dans le cadre national a cédé le pas à la lutte du capital financier ultra-réactionnaire, décrépité, se survivant à lui-même, allant vers son déclin, contre les forces nouvelles. Le cadre national bourgeois des Etats, qui avait fourni dans la première époque un point d'appui au développement (souligné par Lénine) des forces productives de l'humanité en train de se libérer du système féodal, est maintenant devenu, dans la troisième époque, un obstacle (souligné par Lénine) à l'essor ultérieur de ces mêmes forces. Naguère classe avancée et ascendante, la bourgeoisie est devenue une classe décadente, déclinante, moribonde, réactionnaire. C'est une tout autre classe qui, sur le vaste plan de l'histoire, est devenue la classe ascendante" (Sous un pavillon étranger, février 1915, Lénine, Œuvres, tome 21).

Que répond à cela Wolfgang ? Que les crises de surproduction avaient commencé dès 1845 ? Que l'Angleterre était entrée au stade impérialiste en 1850 ? Si c'est cela, il en découle que la signification même du passage à l'impérialisme est purement et simplement contestée. C'est une remise en cause totale de ce qui fonde la IVe Internationale.

"L'EPOQUE DE LA FIN DU CAPITALISME"

Wolfgang consacre plus d'une page à dénoncer la prétendue "tendance à l'incohérence des différentes affirmations de Daniel Gluckstein au sujet de l'impérialisme". "Il est

(20) Soit dit en passant, prétendre — comme le fait Wolfgang — que Lénine, utilisant la formule "réaction sur toute la ligne" à propos de l'impérialisme, l'aurait limitée dans sa signification au rôle politique de la bourgeoisie impérialiste, à l'exclusion de toute considération sur sa capacité ou non à assurer l'essor des forces productives, c'est ignorer à la fois Lénine et le marxisme. Ignorer Lénine, qui ne cesse de lier le caractère politiquement réactionnaire de l'impérialisme à son impuissance à inverser la tendance à l'étouffement des forces productives. Ignorer le marxisme, qui tend à relier les processus politiques à leurs développements socioéconomiques : on voit mal comment une classe sociale porteuse de progrès social et économique serait "réactionnaire sur toute la ligne".

contradictoire", poursuit Wolfgang, " de dire dans la même phrase, d'une part, que l'impérialisme "n'est plus à même de développer les forces productives", ce qui signifie qu'elles ne se développent déjà plus, donc qu'elles ont déjà cessé de croître, et, d'autre part, qu'il "annonce" leur "stagnation", ce qui signifie que celle-ci n'est pas encore un fait, mais le sera plus tard ". Wolfgang ajoute que tout cela "fait voler en éclats la distinction schématique entre le capitalisme ascendant et l'impérialisme défini comme stade décadent du capitalisme " (page 27). Mais ce n'est pas la "distinction schématique" que Wolfgang remet en cause. C'est la distinction tout court entre capitalisme ascendant et impérialisme. Jouant sur les mots, il rappelle que Lénine fait de l'impérialisme "une phase particulière du développement du capitalisme". C'est vrai. Mais c'est vrai et faux à la fois. Lénine écrit : "C'est une guerre impérialiste, c'est-à-dire une guerre de l'époque du capitalisme le plus développé, de l'époque de la fin du capitalisme" (*La situation et les tâches de l'Internationale*, 1^{er} octobre 1914). Autrement dit, pour Lénine, il n'y a aucune contradiction à dire que l'impérialisme est à la fois le stade le plus développé du capitalisme et l'époque de la fin du capitalisme. Ou, pour le dire autrement : l'impérialisme est le plus haut point de développement atteint par le capitalisme, celui à partir duquel soit il est remplacé par un mode de production socialement supérieur — le socialisme —, soit il perdure en devenant un facteur d'étouffement, de stagnation, puis de putréfaction des forces productives. Où est la contradiction ? Lénine qui, lui, faisait une distinction "non schématique", mais dialectique, entre le capitalisme ascendant et l'impérialisme défini comme stade décadent du capitalisme, écrit : "Les opportunistes dénaturent cette vérité en prenant ce qui est juste à l'époque de la naissance du capitalisme et en le rapportant à celle de la fin de ce régime" (*La situation et les tâches de l'Internationale*, 1^{er} octobre 1914). Pour Lénine, la rupture majeure au sein de l'Internationale ouvrière — l'attitude vis-à-vis de la guerre impérialiste — découlait de l'appréciation portée sur le stade de l'impérialisme opposé à l'époque du capitalisme ascendant, précisément sur cette question sur laquelle Wolfgang juge nécessaire d'en finir avec "les distinctions schématiques"... en fait avec toute forme de distinction (21).

Evoquant un certain nombre de guerres qui ont eu lieu à la fin du XIXe siècle, notre critique y voit la preuve du caractère inexact de " l'affirmation de Daniel Gluckstein selon laquelle "historiquement, le capitalisme ascendant avait connu une époque relativement pacifique (...). Cette période s'est achevée approximativement en 1914" " (page 26). Là encore, qu'on nous pardonne, mais en citant la phase de développement pacifique du XIXe siècle, nous ne faisons que reprendre, modestement, l'analyse de Lénine : " La IIe Internationale a accompli pour sa part un utile travail préparatoire d'organisation des masses prolétariennes pendant une longue période "pacifique", qui était celle de l'esclavage capitaliste le plus cruel et du progrès capitaliste le plus rapide : le dernier tiers du XIXe et le début du XXe siècle " (*La situation et les tâches de l'Internationale*, 1^{er} octobre 1914, *Œuvres complètes*, tome 21). Ou encore : " "Tirez les premiers, messieurs les bourgeois", écrivait en 1891 Engels, défendant (avec juste raison) l'utilisation par les révolutionnaires que nous sommes de la légalité bourgeoise à l'époque de ce qu'on a appelé le développement constitutionnel pacifique (...). Mais des dizaines d'années de "paix" ne se sont pas écoulées sans laisser de traces; il était inévitable qu'elles donnent naissance à l'opportunisme dans tous les pays " (*Chauvinisme mort et socialisme vivant*, Lénine, 12 décembre 1914, *Œuvres complètes*, tome 21).

(21) On remarquera que les polémiques contre les positions de la IVe Internationale empruntent souvent le même procédé : on ne s'en prend pas ouvertement au fond de nos positions, mais on fait mine de critiquer leurs prétendues "outrances", pour mieux, mais sans le dire d'emblée, tout remettre en cause. C'est ainsi que les pablistes, des années durant, pourfendaient le "catastrophisme lambertiste", pour essayer de fourguer une camelote "théorique" basée sur le caractère prétendument progressiste du "capitalisme du troisième âge". Mandel, on l'a rappelé au début de ce texte, pourfendait l'idée d'un "déclin absolu des forces productives" pour mieux justifier sa position sur l'essor des forces productives. Ici, Wolfgang met en cause le "schématisme" d'une distinction qu'il rejette, en vérité, quant au fond. (Au passage, relevons cette autre accusation portée par Wolfgang à mon égard : " Cela est vrai aussi bien, bien évidemment, des masses paysannes, premier "bloc socioprofessionnel" mondial; or Daniel Gluckstein ignore celles-ci presque absolument. " (page 13). La paysannerie "ignorée" par les partisans de la IVe Internationale... Rien de nouveau sous le soleil.)

**BOURGEOISIE ET CLASSE OUVRIERE :
LES DEUX CLASSES PEUVENT -ELLES "TRIOMPHER" EN MEME TEMPS ?**

Nous n'allons pas ici reciter très largement *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme*, ce qui a été fait dans *Lutte des classes et mondialisation*. Ce serait pourtant nécessaire si l'on voulait rectifier tous les contresens que commet Wolfgang, précisément à propos de l'ouvrage de Lénine, dont on se demande s'il l'a lu en cherchant à le comprendre, ou s'il ne l'a lu que pour en picorer des membres de phrases censés appuyer sa thèse... au mépris des positions réelles de Lénine.

De sa grille de lecture très particulière, Wolfgang tire les conclusions suivantes : "*Le fait que le capitalisme parvenu au stade impérialiste continue de développer les forces productives ne signifie évidemment pas que l'impérialisme n'ait pas une spécificité*" (page 28). Quelle est cette spécificité ? Tenez-vous bien : c'est "*qu'il exacerbe les contradictions propres au capitalisme en général*" (page 29). Un peu court, tout de même ! L'impérialisme, c'est juste le capitalisme exacerbé ? Wolfgang poursuit : "*La guerre de 1914-1918 fut la seule manière pour le système capitaliste de résoudre la monstrueuse contradiction qui était la sienne*" (page 29). Le système capitaliste aurait "résolu sa monstrueuse contradiction" ? Il ne pouvait le faire qu'en débouchant sur la révolution prolétarienne. Dès lors que celle-ci, amorcée en Octobre 1917, n'a pas pu, comme nous nous en sommes expliqués dans *Lutte des classes et mondialisation*, déboucher sur la révolution prolétarienne victorieuse à l'échelle mondiale, cela n'a-t-il pas des conséquences sur la survie du capitalisme décomposé ?

A cette question précise, Wolfgang répond : "*Si la situation devint révolutionnaire à partir de 1917, en Russie, puis en Europe, ce fut une conséquence des contradictions exacerbées de l'impérialisme et la boucherie de la Première Guerre mondiale, et non pas la suite mécanique d'un franchissement effectif par les forces productives (le 3 août 1914 ?...), d'une sorte de "seuil" au-delà duquel elles n'eussent plus pu croître en un sens absolu. Et les échecs de la révolution socialiste depuis lors n'impliquent nullement que les forces productives décroissent ou stagnent en attendant celle-ci*" (page 41). L'ironie polémique ridicule (contre Lénine) au sujet du 3 août 1914 et du franchissement d'un seuil, etc., ne suffit pas à faire disparaître la question : existe-t-il, oui ou non, des conditions objectives qui mettent à l'ordre du jour la révolution prolétarienne ? Ces conditions intègrent-elles, ou pas, la capacité du régime social existant à développer ou non les forces productives ? (Quant aux prétendus "*échecs de la révolution socialiste*" (page 41), cette formule extrêmement curieuse appellera un développement que nous ferons ultérieurement. Il est pour le moins étrange de confondre la trahison des appareils, le coup de poignard dans le dos d'Octobre 1917 de l'URSS, avec l'échec de la révolution socialiste. Quant à considérer que cela n'a pas de conséquences quant à la stagnation des forces productives... cela revient à transformer le capital en une espèce de système immuable et éternel, capable de se développer à l'infini.)

Sous un langage très "radical", la pensée de Wolfgang ne dépasse pas le niveau d'un "déçu du socialisme" et de ses "échecs", Il écrit : "*On le voit : le stade impérialiste n'est pas pour Lénine un stade de décadence, mais un apogée du capitalisme, le stade de ce que l'on pourrait appeler le capitalisme triomphant*" (page 30). Contresens total. Lénine montre que l'impérialisme, stade le plus élevé du capitalisme, est en même temps le stade du capitalisme entré dans la voie de sa putréfaction et de sa décomposition. Pour Lénine, cette formulation du "capitalisme triomphant" s'applique à une toute autre époque, à un tout autre stade, celui du capitalisme ascendant, la phase 1789-1871, où "*la bourgeoisie est en plein essor, ou elle triomphe sur toute la ligne*". A quoi Lénine oppose — que le lecteur pardonne cette fastidieuse mais nécessaire répétition — le stade impérialiste, qui "*place la bourgeoisie dans la même situation que celle des seigneurs féodaux au cours de la première époque*". Cela n'a rien à voir avec la description d'un capitalisme triomphant! Car la situation des seigneurs féodaux au cours de l'époque 1789-1871, que l'on sache, était celle d'une classe sur le déclin, soumise aux coups de boutoir de la révolution démocratique bourgeoise dans le monde entier! Il ne s'agissait, en aucune manière, de "féodalismes triomphants" ! D'ailleurs, Lénine a tiré les conclusions pratiques de son analyse... en 1917 ! Considérant qu'historiquement, le problème posé — à l'échelle mondiale, pas spécifiquement, pas particulièrement, pas prioritairement en Russie, mais à l'échelle mondiale — était celui du triomphe de la révolution prolétarienne, pas le triomphe du capitalisme.

Pour Lénine comme pour Marx, *"l'humanité ne se pose que les tâches qu'elle peut résoudre"*. Pour Lénine comme pour Marx, *"une formation sociale ne disparaît jamais avant que soient développées toutes les forces productives qu'elle est assez large pour contenir, jamais des rapports de production nouveaux et supérieurs ne s'y substituent avant que les conditions d'existence matérielles de ces rapports soient écloses dans le sein même de la vieille société"* (Karl Marx, *Contribution à la critique de l'économie politique, préface*, pages 2 et 3). C'est pourquoi les conditions étaient "écloses" en 1917. Que le socialisme ne l'ait pas emporté signifie obligatoirement qu'une "formation sociale" – le capitalisme — s'est survécuprés d'un siècle après s'être transformée en entrave au développement des forces productives. C'est ce qui a nourri tout le combat de Trotsky pour assurer la continuité du combat pour la révolution prolétarienne, jusques et compris la fondation de la IVe Internationale, basée sur un programme mettant en relation *"l'agonie du capitalisme"* et les *"tâches de la IVe Internationale"*.

Les conditions objectives, selon le stade historique, peuvent mettre à l'ordre du jour le triomphe de la classe capitaliste, ou, à un autre stade, le triomphe de la classe ouvrière. Mais il est un miracle que les conditions objectives ne peuvent réaliser, celui pourtant que les élucubrations théoriques de Wolfgang suggèrent : mettre à l'ordre du jour le triomphe simultané de deux classes sociales aux intérêts antagoniques !

Certes, Wolfgang reconnaît un certain nombre des traits parasitaires et pourrissants de l'impérialisme. Mais c'est aussitôt pour en minimiser la signification : *"Mais tous ces traits du "capitalisme parasitaire, pourrissant" — qui se sont développés de manière vertigineuse depuis cette époque — signifient-ils pour autant qu'au moment où Lénine écrit, les forces productives tendent à cesser de croître ?"* (page 31). Si tel n'avait pas été le cas, alors il en découlerait que mencheviks et socialistes-révolutionnaires avaient raison contre Lénine, opposant à Octobre 1917 la capacité de la bourgeoisie — à laquelle ils s'étaient ralliés — de réaliser les tâches démocratiques et nationale; il en découlerait également que les mêmes mencheviks et socialistes-révolutionnaires auraient eu raison contre Lénine d'affirmer que la révolution prolétarienne n'était pas à l'ordre du jour. Faut-il rappeler, en effet, que mencheviks comme bolcheviks se réclamaient les uns et les autres de l'analyse de Marx rappelée plus haut, selon laquelle l'humanité ne se pose que les tâches qu'elle peut résoudre, une formation sociale ne cédant le pas à celle qui doit suivre qu'après qu'elle a développé pleinement les forces productives qui sont en son sein ? Faut-il rappeler que Lénine, utilisant cette méthode, en a déduit : à présent, à l'époque de l'impérialisme, c'est la révolution prolétarienne qui est à l'ordre du jour ? Faut-il rappeler ce que lui opposaient les mencheviks du monde entier ? Peut-on conseiller à notre contradicteur la (re)lecture de la brochure de Lénine *La Révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* ?

Non, on ne peut s'en tenir, comme le fait Wolfgang, à des affirmations du type : *"Ce qui exprime le développement du parasitisme économique (...), c'est l'exacerbation des contradictions internes au système capitaliste, notamment entre le développement des forces productives et les conditions dans lesquelles se développe s'opère"* (page 31). Cela, répétons-le, c'était vrai en 1850, en 1900, en 1950. Pour notre part, nous sommes d'accord avec Lénine qui différencie ce qu'il appelait *"les trois époques du capitalisme"* : 1789-1871, 1871-1914, 1914-?. Nous sommes toujours dans cette phase 1914-?, avec — nous n'allons pas reprendre ici toute l'analyse de *Lutte des classes et mondialisation* — comme particularité que la survie de l'impérialisme décomposé met de plus en plus l'humanité brutalement devant l'alternative : barbarie ou socialisme (22) .

Notre critique ne s'en tirera pas davantage avec des formulations du type : *"En réalité, la tendance à la baisse du taux de profit ne fait qu'exprimer concrètement la contradiction entre les forces productives qui tendent à une croissance illimitée, d'une part, et les rapports sociaux qui limitent cette augmentation, voire l'empêchent, et la font déboucher sur des crises de surproduction et sur la dévalorisation du capital, d'autre part. Il s'agit donc d'une tendance qui exprime l'articulation contradictoire entre l'accumulation du capital social et l'augmentation de sa composition organique"* (page 9). C'est ce qui s'appelle enfoncer une porte ouverte. La question posée dans *Lutte des classes et mondialisation* n'est pas celle-là. La question posée était : est-il juste de considérer que cette contradiction entre la tendance au développement illimité des forces productives et l'entrave que dressent devant ce

(22) Nous insistons : nous sommes toujours dans la phase historique 1914-?. Ce n'est pas nous qui érigeons un prétendu *"impérialisme sénile"* en phase distincte du capitalisme.

développement les rapports de propriété (le caractère privé de l'appropriation) débouche sur des conséquences différentes selon qu'on se situe à l'époque du capitalisme ascendant et à l'époque de l'impérialisme décomposé ? *Lutte des classes et mondialisation* rappelle qu'à l'époque du capitalisme ascendant, la bourgeoisie cherchait à surmonter cette contradiction par le développement même de la production, de la productivité, et l'extension du marché mondial ; tandis qu'aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme décomposé et de la dislocation des marchés, certes, elle cherche toujours à surmonter cette contradiction par le recours à une augmentation de la productivité, mais en même temps elle fait de plus en plus recours à la destruction en masse des forces productives (dans les conditions décrites dans l'ouvrage).

Quand notre critique écrit : "*Il n'y a pas nécessairement incompatibilité entre développement des forces productives, d'une part, aggravation du parasitisme et tendance à la putréfaction, d'autre part*" (page 32), c'est d'une généralité et d'une banalité affligeantes. La question concrète, actuelle, est : y a-t-il aujourd'hui, à l'époque de l'impérialisme décomposé, incompatibilité entre développement des forces productives et le niveau atteint par le parasitisme ? Wolfgang ne veut pas répondre à cette question. Citant Lénine, il affirme : "*Lénine indique que la période de la putréfaction effective généralisée n'existera que si le socialisme ne remplace pas dans les plus brefs délais le capitalisme*" (page 32). Question : n'est-ce pas très exactement ce qu'explique *Lutte des classes et mondialisation* ?

Il poursuit : "*Les indications erronées et le flou conceptuel qui entourent les affirmations de Daniel Gluckstein concernant l'impérialisme tel que le décrit Lénine découlent du fait qu'il veut absolument faire dire à celui-ci la même chose que lui, c'est-à-dire que l'impérialisme serait par définition une époque où la tendance à la destruction et au déclin des forces productives serait dominante*" (page 32). Passons sur ce nouvel accès de "psychologisme" qui voit Wolfgang s'ériger en analyste de ce que "veut" ou "ne veut pas" l'auteur de *Lutte des classes et mondialisation* (une question qui, à mon avis, n'intéresse personne). Derrière cette façade, se dessine la position politique propre de Wolfgang. Celui-ci évoque les tendances à la putréfaction et à la décomposition "*déjà l'œuvre à l'époque de l'impérialisme décrit par Lénine*" (page 32), et s'interroge : "*Sont-elles devenues aujourd'hui les traits dominants de l'impérialisme ? Il est indéniable que les traits de pourrissement et de parasitisme qui caractérisent la phase actuelle de l'impérialisme sont incomparablement plus importants qu'au temps de Lénine, et ils tendent à dominer l'économie réelle, c'est-à-dire à lui imposer leurs exigences propres. Mais empêchent-ils pour autant que l'économie réelle, les forces productives, au sens étroit du terme, c'est-à-dire les forces productives effectivement mises en œuvre à l'échelle mondiale sous le joug du capital, continuent de croître — même si c'est au prix d'une cadence infernale où, de plus en plus, leur croissance, toujours plus "unilatérales", a pour condition contradictoire — et aussi pour effet — leur régulière destruction massive ? Comme on l'a vu, la démonstration de Daniel Gluckstein sur ce point n'est guère convaincante — et la manière dont il rend compte de l'analyse de Lénine vient corroborer l'impression d'un réel flou conceptuel sur la question des forces productives*" (page 32).

La voilà, la conclusion politique vers laquelle tendent tous les efforts de notre contradicteur ! Il y aurait donc, aujourd'hui, développement des forces productives, "*au sens étroit du terme*", bien sûr... Wolfgang — il a, en cela, parfaitement raison — élargit le champ de nos désaccords au concept même de forces productives et à son rapport avec le développement historique. Il affirme son désaccord avec l'affirmation faite dans *Lutte des classes et mondialisation* selon laquelle, "*pour les marxistes, les forces productives constituent le critère déterminant pour analyser le caractère, progressiste ou dépassé, d'un mode de production déterminé*". Comme on l'a vu, ce n'est pas contre Daniel Gluckstein que Wolfgang polémique ici, mais contre Marx, Lénine, Trotsky. Ils sont là, ces marxistes "*mécanistes*", qui, depuis "*plus d'un siècle*", font fausse route sur les forces productives. Heureusement pour nous, Wolfgang est arrivé pour prendre les choses en mains ! Il écrit : "*En effet, cela a-t-il un sens de parler en général et de manière absolue du caractère "progressiste" ou "dépassé" d'un mode de production ou de telle ou telle époque de l'histoire ? Il est extrêmement rare que Marx et Engels disent du capitalisme de leur temps, que Daniel Gluckstein appelle unilatéralement le "capitalisme ascendant", qu'il était "progressiste" en un sens absolu, ni même pour l'humanité en général (Daniel Gluckstein, p. 185) ; au demeurant, "l'humanité en général" n'est qu'une abstraction, qui ne commence précisément à avoir un sens historique concret que par et dans*

(page 39).

Aux antipodes de la démarche de notre contradicteur, les marxistes considèrent le développement des forces productives comme un critère majeur. Nous avons cité précédemment différents passages de Marx, qui, précisément, érige les forces productives en critère déterminant pour analyser le contenu — dépassé historiquement ou porteur de progrès historique — d'un mode de production déterminé.

Pour les marxistes, le développement des forces productives est le paramètre qui permet de mesurer la place de chaque mode de production par rapport à celui qui le précède et celui qui le suit, c'est aussi le paramètre qui permet d'analyser, au sein d'un mode de production déterminé, le stade atteint. La longue citation de Lénine que propose notre interlocuteur à l'appui de sa thèse, page 33 de sa critique, prouve exactement le contraire de ce qu'il veut prouver. Lénine polémique contre Cunow parce que celui-ci est un apologiste de l'impérialisme; Lénine lui oppose que l'impérialisme a perdu tout caractère progressiste par rapport à la phase de développement du capitalisme. Par conséquent, dit-il, défendre l'impérialisme, ce n'est pas défendre le capitalisme arrivé à son stade progressif, mais c'est, au contraire défendre le capitalisme arrivé à son stade réactionnaire. Et il ajoute : dire que le capitalisme ascendant avait un caractère progressiste ne signifie pas qu'il fallait s'y subordonner, mais qu'il avait un caractère progressiste du point de vue du développement des forces productives.

Le même Lénine n'hésite pas — n'en déplaise à notre contradicteur- à parler de "*la République moderne*" comme "*la forme la plus libre et la plus progressive de l'Etat bourgeois*" (Karl Marx, écrit en 1913, publié en avril 1918, Lénine, tome 21). Il écrit : "*Le capitalisme russe joue un rôle progressif en centralisant économiquement et en rassemblant de vastes régions*" (*De la fierté nationale des grands-russes*, 12 décembre 1914, *Œuvres complètes*, tome 21). n écrit dans le même texte : "*A sa manière, à la manière des hobereaux, Bismarck a joué un rôle progressif dans l'histoire; mais il serait beau, le "marxiste" qui, pour cette raison, s'aviserait de justifier une aide prêtée par les socialistes à Bismarck* " (*De la fierté nationale des grands-russes*, 12 décembre 1914, *Œuvres complètes*, tome 21). Ou encore : "*Marx a invariablement considéré que l'insurrection de la Pologne contre le tsarisme allait dans le sens du progrès historique*" (*Les Südekum russes*, Lénine, 1er février 1915, *Œuvres complètes*, tome 21). Rappelons que la polémique que mène Lénine contre Cunow, et à laquelle se réfère, par une manifeste erreur, le camarade Wolfgang, est contemporaine du passage déjà cité où Lénine écrit : "*Il serait absolument ridicule de vouloir parler aujourd'hui d'une bourgeoisie progressiste, d'un mouvement bourgeois progressiste, à propos par exemple de ces figures incontestablement centrales et importantes du concert européen que sont l'Angleterre et l'Allemagne*" (*Sous un pavillon étranger*, février 1915). Mais c'est justement tout ce qui différencie cette époque de 1914-1915 de l'époque antérieure, où l'on pouvait parler du caractère progressiste de tel ou tel secteur de la bourgeoisie nationale.

EXISTE-T-IL, OUI OU NON, DES CONDITIONS OBJECTIVES PLUS OU MOINS FAVORABLES AU DEVELOPPEMENT ET AU TRIOMPHE DE LA REVOLUTION PROLETARIENNE ?

Ce n'est donc pas tant contre l'auteur de *Lutte des classes et mondialisation* que polémique et ironise Wolfgang, que contre Marx, Engels, Lénine, Trotsky eux-mêmes, quand il écrit par exemple : "*Sous peine d'une vision abstraite (non dialectique) de l'histoire, on ne peut soutenir mécaniquement, unilatéralement, que la révolution prolétarienne n'est "mûre" qu'à partir du moment où les forces productives ont atteint un prétendu point maximal de leur développement*" (page 40). Il ajoute : "*Si le processus de production, conçu comme articulation contradictoire des forces productives et des rapports de production, est bien la base matérielle des modes de production, il n'est pas en lui-même le moteur de l'histoire — rôle supporté par la lutte des classes, et par elle seule*" (page 40). Merci, professeur, de cet éclairage tout à fait fondamental ! Il n'empêche que, de tout temps, les marxistes ont affirmé et réaffirmé le rapport entre les conditions objectives (notamment l'état des forces productives et leur dynamique) et les conditions de la lutte de classe. Dans

La Révolution trahie, Trotsky écrit : "Le marxisme procède du développement de la technique comme du ressort principal du progrès, et bâtit le programme communiste sur la dynamique des forces de production." En retour, ils ont toujours considéré la lutte de classe dans son rapport avec les forces productives et la place des classes dans la société (même si ce rapport n'est pas mécanique bien évidemment). C'est d'ailleurs pourquoi, au cours du XIXe siècle, comme le rappelle Lénine, Marx et Engels ont été amenés à soutenir des mouvements démocratiques bourgeois parce que, du point de vue du développement des forces productives, ils estimaient que les conditions n'étaient peut-être pas encore assez mûres pour la prise du pouvoir par le prolétariat.

Certes, le développement des forces productives n'est pas un critère suffisant. Mais est-ce ou non un critère constitutif des conditions objectives, de leur maturité ou de leur immaturité ? Quand a éclaté la Commune de Paris, Marx et Engels ont estimé que, bien que les conditions n'étaient pas mûres et qu'il eut été préférable de différer, il fallait tout faire pour l'aider à triompher. Ils ont été au premier rang de ceux qui ont soutenu la Commune de Paris. A l'inverse, en 1917, ce sont les marxistes qui, sur la base de l'appréciation de l'impérialisme, ont dit : l'heure est venue de la prise du pouvoir par le prolétariat. Et ce sont ceux qui prétendaient que le capitalisme avait les mêmes caractéristiques en 1914 qu'au milieu du XIXe siècle qui, au nom de "l'orthodoxie marxiste" — nous voulons dire les Kautsky, Potressov et de nombreux autres -, se sont opposés à la révolution prolétarienne. Soit dit en passant, quand Lénine et les bolcheviks estiment que l'impérialisme met à l'ordre du jour le combat pour la révolution prolétarienne expropriant le capital — rejoignant par là, dans les faits, la théorie de Trotsky sur la révolution permanente —, ils se placent du point de vue de la situation mondiale du capitalisme et de la lutte de classe. Ils ne considèrent pas — loin s'en faut- que la Russie soit le pays où l'état des forces productives met le plus immédiatement à l'ordre du jour l'édification du socialisme. Bien au contraire. Si les conditions politiques objectives — effondrement du régime tsariste, débilité de la bourgeoisie "nationale" impuissante, à l'époque impérialiste, à réaliser la moindre tâche démocratique conséquente — se combinent au facteur subjectif- processus révolutionnaire des masses s'appuyant sur un parti ouvrier indépendant (le Parti bolchevique) — pour mettre à l'ordre du jour la prise du pouvoir par le prolétariat, il n'en reste pas moins que l'arriération économique de la Russie (le faible développement des forces productives) exige, pour le triomphe du socialisme, que la révolution éclate et l'emporte au plus vite dans les puissances industrialisées d'Europe : pour commencer, en Allemagne.

On le voit : les forces productives, si elles ne sont pas le moteur de l'histoire, sont la base matérielle des modes de production. Par conséquent, elles ont un rapport avec les conditions historiques, et donc avec les tâches politiques que la classe ouvrière peut et doit s'assigner. On l'a vu dans le cadre de la révolution russe : son isolement à l'échelle internationale a créé les conditions où le développement des forces productives dans le cadre de rapports de production socialisés fondés sur la base économique arriérée de la Russie était insuffisant pour faire face, dans le cadre du marché mondial, au fait que l'écrasante majorité des forces productives et du marché mondial restait entre les mains de la classe capitaliste. Ne pas comprendre cela, c'est remettre en cause tout le combat de Lénine et de Trotsky pour rompre l'isolement de la révolution russe. C'est se rallier, de fait, à la théorie fallacieuse du "socialisme dans un seul pays".

Wolfgang écrit : "Les contradictions fondamentales du système capitaliste (...) ne suffisent nullement, par elles-mêmes, à le détruire" (page 40). Si l'on comprend bien, il critique une position qui consisterait à faire découler des seules conditions objectives la possibilité ou non de vaincre le capitalisme. Si le camarade Wolfgang connaît des militants dont c'est le point de vue, il a raison de polémiquer contre une telle position, que l'on qualifiera d'objectiviste, puisqu'elle fait abstraction de la lutte de classe (et de l'action du parti) comme élément déterminant de tout processus historique. Les marxistes ne sont pas des objectivistes. Ils combattent pour la révolution prolétarienne, en aidant les masses à réaliser les conditions, de leur action de classe libératrice, en utilisant l'outil (subjectif) de l'organisation — syndical, politique, conseil ouvrier- à partir d'une appréciation exacte des conditions objectives (état des forces productives, degré de développement ou de décomposition du capitalisme, crise politique et/ou institutionnelle, crise financière, situation internationale, guerres, etc.).

Soucieux de contribuer à la lutte contre l'objectivisme à laquelle nous invite judicieusement le camarade Wolfgang, je me permets de lui signaler cette proclamation, qui

réunies pour réaliser le socialisme ; en effet, celui-ci, en tant que mode de production, ne peut succéder qu'à un stade de très haut développement du capitalisme, et non à des décennies de pourrissement ; on n'aurait plus alors qu'à résister à la décomposition, mais la perspective du socialisme ne serait plus réaliste ; la "défensive" ne serait plus un moment transitoire dans le flux et le reflux de la lutte des classes, mais deviendrait une ligne d'action pérenne ” (page 42). Comme on le voit dans ce passage, c'est le camarade Wolfgang qui fait de la question des forces productives le critère déterminant unique dans la possibilité ou l'impossibilité de la révolution prolétarienne. Pas nous ! C'est lui qui fait disparaître la lutte de classe comme moteur de l'histoire depuis 1914 (et 1929) jusqu'à aujourd'hui !

Lutte des classes et mondialisation n'a été, précisément, écrit que pour éclairer la nécessité du combat pour construire la IV Internationale, pour construire des organisations de classe, éléments indispensables à la lutte de classe, qui, elle-même, est le moteur de l'histoire. Et, d'autant plus, en cette période de décomposition capitaliste. Ajoutons que, précisément, la combinaison entre le pourrissement des conditions objectives et le retard du facteur subjectif amène à poser aujourd'hui avec force, mais sous une forme modifiée, la question de la construction de partis ouvriers indépendants.

OBJECTIF ET SUBJECTIF

Quiconque connaît l'histoire du mouvement ouvrier sait que l'objectivisme, en apparence aux antipodes du subjectivisme, s'y combine volontiers. La contribution du camarade Wolfgang en fournit un nouvel exemple. Certes, pour reprendre sa formule page 34, *"les maillons les plus faibles peuvent être ceux qui sautent les premiers"*. Ça a été le cas pour la Russie de 1917. Mais le fait que la révolution prolétarienne ne puisse s'étendre à l'échelle mondiale et entraîner les "maillons les plus forts" du point de vue des forces productives a été une cause essentielle d'effondrement de la révolution prolétarienne en Russie. De ce point de vue, on ne peut pas jouer sur les mots et faire mine d'ignorer le degré de développement des forces productives comme facteur objectif, favorable ou non, dans la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Ou alors, on se situe sur le terrain du socialisme dans un seul pays, qui a conduit à l'écrasement, à la défaite de la révolution.

N'en déplaise à notre critique, les marxistes sont capables d'intégrer dans leur analyse la combinaison d'éléments distincts, contradictoires et cependant se combinant. Il n'y a pas, d'un côté, les conditions objectives de la lutte de classe et, de l'autre côté, le facteur subjectif. A chaque étape, le facteur subjectif (ses faiblesses, ses qualités, ses capacités) devient un élément de la situation objective. A son tour, la situation objective pèse sur les conditions de cristallisation du facteur subjectif. C'est ainsi, par exemple, que dans la Russie de 1917, les conditions objectives — c'est-à-dire d'abord et avant tout la révolution prolétarienne mise à l'ordre du jour à l'échelle mondiale par la situation des forces productives dans le cadre du marché mondial — ont débouché sur la prise du pouvoir par les bolcheviks; le facteur subjectif, l'existence du Parti bolchevique, a permis d'y répondre. En 1921-1922, les conditions objectives mettaient à l'ordre du jour la prise du pouvoir! par le prolétariat en Allemagne. La faiblesse et les hésitations du facteur subjectif l'ont conduit à ne pas prendre ses responsabilités. Du coup, la faiblesse du facteur subjectif — la non-prise du pouvoir par le prolétariat en Allemagne, en 1921-1922 — a eu comme conséquence une aggravation des conditions objectives, c'est-à-dire la décomposition de l'impérialisme, aboutissant y compris à la victoire du fascisme dans les années 1930. Et en même temps, les conditions objectives qui avaient permis la prise du pouvoir par les bolcheviks en 1917- dont l'élément essentiel était qu'en dépit de son arriération économique, la Russie était subordonnée au marché mondial — condamnaient comme totalement illusoire la possibilité de stabiliser ou développer le socialisme dans un seul pays. Il ne pouvait y avoir développement de la révolution qu'à la condition de la prise du pouvoir par le prolétariat dans d'autres pays, et singulièrement dans les pays capitalistes développés, c'est-à-dire ceux où le niveau atteint par les forces productives rendaient possible, à l'échelle mondiale, la socialisation des moyens de production. Et cela fut un facteur puissant de dégénérescence du facteur subjectif en Russie même. Ce que Lénine, le premier, avait entrevu, déclarant à de nombreuses

reprises, entre 1918 et 1922 : si la révolution mondiale ne parvenait pas à vaincre, alors, nous serons défaits .

Il n'y a donc aucune contradiction à dire que les marxistes sont extrêmement attentifs aux conditions objectives

(en particulier, le degré atteint par le développement des forces productives) en même temps que ce degré atteint par les conditions objectives ne suffit pas à lui-même à résoudre la question de la victoire ou de l'échec dans le processus révolutionnaire.

A cet endroit du débat, il nous faut revenir sur une citation faite par le camarade Wolfgang dans son texte. Il s'agit- et ce n'est pas par hasard — de la citation commentée qu'il propose du programme de fondation de la IVe Internationale : “ *Trotsky, justement, commence le Programme de transition (écrit en 1938) en disant que "la prémisses objective de la révolution prolétarienne est non seulement mûre, mais a même commencé à pourrir". Cela signifie, d'une part, que le capitalisme ne permet pas de satisfaire les besoins des masses, qu'il précipite dans la misère, le chômage, etc. ; et, d'autre part, que la lutte de classe ouvrière — phénomène tout aussi objectif — a conduit depuis longtemps à une situation où elle a la force et les capacités de renverser le vieux monde. Autrement dit, cela signifie que la question principale ne doit être ni celle qui justifiait la politique des opportunistes avant la Première Guerre mondiale (ils attendaient passivement que les forces productives cessent effectivement de croître...), ni celle des staliniens (qui orientent la lutte des classes dans le sens du maintien des Etats bourgeois, sous prétexte que les conditions de la révolution ne seraient pas réunies). La question principale est celle des "conditions subjectives", c'est-à-dire celle non pas de la lutte des classes comme processus objectif; inévitable, spontané, mais celle de la direction révolutionnaire du prolétariat, celle du parti politique révolutionnaire ” (page 40).*

Voilà une sélection du *Programme de transition*... drôlement sélective ! Rétablissons les textes et les faits.

Le programme de fondation de la IVe Internationale s'intitule, rappelons-le : *"L'agonie du capitalisme et les tâches de la IVe Internationale"*. La première partie est titrée : *"Les prémisses objectives de la révolution sociale"* (Au passage : *"Les prémisses"*, Wolfgang, et non *"La prémisses"* ! Pas un détail.) Donc, pour les marxistes, la question des conditions objectives est le point de départ. Cette première partie du *Programme de transition* comprend cinq paragraphes.

- Premier paragraphe : *"La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat."* Nous y reviendrons.

- Deuxième paragraphe : *"La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître. Les nouvelles inventions et les nouveaux progrès techniques ne conduisent plus à un accroissement de la richesse matérielle. Les crises conjoncturelles, dans les conditions de la crise sociale de tout le système capitaliste, accablent les masses de privations et de souffrances toujours plus grandes. La croissance du chômage approfondit, à son tour, la crise financière de l'Etat et sape les système monétaires ébranlés. Les gouvernements, tant démocratiques que fascistes, vont d'une banqueroute à l'autre."* Comme Wolfgang peut-il citer le *Programme de transition* et ne pas s'interroger sur le fait que la question des forces productives est abordée dès la troisième phrase comme une condition objective déterminante du combat révolutionnaire ?

Conformément à sa méthode — et contradictoirement à celle de Trotsky rappelée au début de notre *Critique d'une critique* —, Wolfgang élimine tout élément qui contrarie son analyse. Il va jusqu'à procéder à des altérations du programme de la IVe Internationale pour le faire entrer coûte que coûte dans le cadre qu'il a préalablement fixé. Ainsi, ayant décrété que les forces productives continuent leur essor, il élimine le passage du programme de la W Internationale qui dit le contraire, puis l'évoque sans le citer, mais en en transformant le sens. Evoquant *"le texte de Trotsky"* — soit dit en passant, ce n'est pas *"le texte de Trotsky"*, c'est, écrit par Trotsky, le programme de fondation de la IVe Internationale -, il mentionne *"le fait que le non-développement des forces productives pendant la récession économique absolue des années 1930 ait été le signe de la crise générale du système capitaliste d'alors"* (page 40). Donc, le passage du texte du *Programme de transition* consacré aux forces productives n'aurait qu'une portée conjoncturelle limitée aux années

1930 ? C'est le droit de Wolfgang de penser cela, comme c'est son droit de vouloir corriger les errements du *"marxiste mécaniste"* Trotsky (un de plus !). Mais Wolfgang a-t-il le droit de faire dire à Trotsky le contraire de ce qu'il dit ? *"La signification du programme, c'est le sens du parti"*, explique Trotsky dans une *"discussion sur le programme de transition"* parue dans la revue *IVe Internationale* de juin-juillet 1946. *"Le sens du parti"* ne repose pas, à la troisième phrase du *Programme*, sur une appréciation purement conjoncturelle de l'économie!

Trotsky précise : "Ce n'est pas un programme complet. Un programme complet devrait donner une expression théorique de la société capitaliste moderne dans sa phase impérialiste. Les raisons de la crise, l'augmentation du chômage, etc. Dans ce projet, cette analyse n'est brièvement résumée que dans les premières parties (...). Mais ce qui est dit ici est suffisant."

Poursuivons notre relecture du *Programme de transition*.

. Troisième paragraphe (premières phrases) : "La bourgeoisie elle-même ne voit pas d'issue. Dans les pays où elle s'est déjà trouvée contrainte de miser son dernier enjeu sur la carte du fascisme, elle marche maintenant les yeux fermés à la catastrophe économique et militaire."

. Quatrième paragraphe (premières phrases) : "Le tableau des relations internationales n'a pas meilleur aspect. Sous la pression croissante du déclin capitaliste, les antagonismes impérialistes ont atteint la limite au-delà de laquelle les divers conflits et explosions sanglantes (Ethiopie, Espagne, Extrême-Orient, Europe centrale...) doivent infailliblement se confondre en un incendie mondial."

. Cinquième paragraphe : "Les bavardages de toutes sortes selon lesquels les conditions historiques ne seraient pas encore "mûres" pour le socialisme ne sont que le produit de l'ignorance ou d'une tromperie consciente. Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe." Il est significatif que Wolfgang oublie la troisième phrase : "Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe." Cette affirmation place au cœur du combat de la IVe Internationale la défense de la civilisation humaine. Elle est contradictoire à la position de Wolfgang selon laquelle la survie du capitalisme (continuant à développer les forces productives) ne menace nullement l'humanité.

(Une incidente qui rejoint le fond. Les délais ont été et sont plus longs que ceux évoqués dans le *Programme de transition*. Cette question des délais a une longue histoire. Après la Seconde Guerre mondiale, le cours des événements n'ayant pas abouti à la victoire de la révolution, les crises révolutionnaires ayant été contenues par la trahison, essentiellement de la bureaucratie stalinienne et de ses partis, c'est précisément sur cette question du délai que, dans nos rangs [mais pas seulement], nombreux furent ceux à remettre en cause la perspective de la révolution mondiale, ce qui les a conduits à remettre en cause, d'abord le programme, puis le marxisme en général. Sur cette question du délai, mentionnons ceci : quelques semaines avant la révolution de Février 1917, Lénine, dans une conférence donnée devant des étudiants suisses en commémoration de la révolution de 1905, leur expliquait en substance : vous, la jeune génération, vous verrez la révolution victorieuse, contrairement à moi, qui suis trop vieux. Lénine ne remettait pas pour autant en cause la perspective historique. Bien au contraire. La suite immédiate l'a prouvé.)

Du coup, son accord avec la fin de cette première partie du *Programme de transition* : "Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire" apparaît comme purement formel. Il cache mal un désaccord qui porte sur les fondements mêmes de l'existence de la IVe Internationale.

A PROPOS DES REFORMES ET DU REFORMISME

L'incapacité de notre contradicteur à saisir dans son caractère dialectique la relation entre conditions objectives et subjectives marque également son approche de la question du réformisme. Wolfgang reproche en effet à Daniel Gluckstein de "penser que le

"réformisme" en tant que courant politique constitué au sein du mouvement ouvrier organisé ne serait pas un produit spécifique de l'impérialisme, mais un "produit organique du capitalisme ascendant". Daniel Gluckstein va même jusqu'à croire que l'impérialisme, loin de produire le réformisme, n'aurait cessé de le combattre" (page 33).

Que le réformisme soit un produit organique du capitalisme ascendant, cela n'est une invention ni de Daniel Gluckstein ni de la IVe Internationale. C'est la position de Lénine et de Trotsky. Que, dans le même mouvement,

le réformisme ait nourri la constitution d'une aristocratie ouvrière, qui est l'une des caractéristiques de l'achèvement du stade de l'impérialisme, il n'y a, à cela, nulle contradiction. Wolfgang peut écrire des pages entières (pages 35, 36, 37) pour essayer de discerner une contradiction, tout cela se ramène à l'élément suivant : les caractéristiques de l'impérialisme tel qu'il se cristallise à partir du début du XXe siècle se sont naturellement constituées dans les années qui précèdent.

Ce débat pourrait sembler artificiel, Il y a, pourtant, derrière, des questions politiques réelles. Wolfgang écrit : "*Il ne faut donc pas confondre la conquête de réformes par le mouvement ouvrier, d'une part, et le réformisme comme courant politique de celui-ci, d'autre part.* " Il ajoute : "*Toute conquête sociale ne signifie pas que le mouvement de classe qui l'obtient soit "réformiste", bien au contraire* " (page 36). "*Ne pas confondre la conquête des réformes par le mouvement ouvrier, d'une part, et le réformisme comme courant politique de celui-ci, d'autre part*" ? N'est-ce pas, précisément, l'erreur que commet Wolfgang en écrivant que "*l'impérialisme, loin de produire le réformisme, n'aurait de cesse de le combattre*" (page 33) ? Ici, on s'interroge sérieusement sur ce qui l'emporte chez Wolfgang, de l'incompréhension ou de la volonté de ne comprendre que ce qui apporte de l'eau au moulin d'une théorie précédemment forgée, qu'il faut défendre contre vents et marées, y compris contre les faits !

Donc, une nouvelle fois, il nous faut rétablir les faits, Dans *Lutte des classes et mondialisation*, nous écrivons que le réformisme se constitue historiquement en relation organique avec le mouvement par lequel la classe ouvrière arrache des réformes : vrai ou faux ? Bien que le premier a préparé les conditions du second, il y a une différence entre le réformisme jusqu'en 1914, qui est un courant opportuniste au sein du mouvement ouvrier, et le réformisme que Lénine appellera à partir de 1914 : lieutenant ouvrier de la classe bourgeoise, soutien des gouvernements impérialistes. Rappelons-le : Lénine, jusqu'en 1914, considère possible et nécessaire de cohabiter au sein de la IIe Internationale avec les courants réformistes, dont, par ailleurs, il combat les positions, A partir de 1914, il considère que cela n'est plus possible, qu'il faut rompre et bâtir la IIIe Internationale. En quoi cela est-il contradictoire avec le fait historique établi que la base matérielle de constitution du réformisme comme courant politique, ce sont les conquêtes qui ont été arrachées par la classe ouvrière ? Plus encore : Lénine ne concluait pas, du passage des appareils bourgeois de la IIe Internationale du côté de l'ordre bourgeois, que les partis sociaux-démocrates n'étaient plus des partis ouvriers. Trotsky, dans le *Programme de transition*, va même plus loin quand il mentionne que les appareils réformistes et staliniens peuvent aller plus loin qu'ils le voudraient eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, sous l'impact de la lutte de classes et de la crise généralisée du système capitaliste. Nous rejoignons ici toute la question stratégique de la politique de front unique, que Wolfgang est incapable de saisir.

Il est donc inévitable que le désaccord de Wolfgang débouche sur d'évidentes conséquences pratiques. Nous avons écrit, dans *Lutte des classes et mondialisation*, qu'à l'époque de l'impérialisme décomposé, toutes les réformes progressistes arrachées par la classe ouvrière sont soumises à une offensive de démantèlement. La classe ouvrière doit-elle défendre ses conquêtes ? Oui, bien évidemment, répond la IVe Internationale, qui, dans son programme, inscrit la tâche de "*défendre inlassablement les droits démocratiques des ouvriers et leurs conquêtes sociales*". Oui et non, répond Wolfgang, qui, d'une part, déclare partager ce point de vue, mais, d'autre part, qualifie de "*contre-révolutionnaires*" (page 37) les conquêtes faites par la classe ouvrière à la Libération. Il faut le lire pour le croire !

Pour la IVe Internationale, la lutte "inlassable" pour défendre les réformes ouvrières suppose une ligne de front unique avec tous ceux qui sont prêts à les défendre. Et c'est là que se trouve posée la contradiction à laquelle le réformisme, comme courant politique, est confronté à l'époque de l'impérialisme décomposé. A savoir, d'une part, que la représentation politique traditionnelle du réformisme tend de plus en plus à se transformer en "Internationale socialiste de la troisième voie", instruments de la contre-réforme : les Blair, Jospin, D'Alema, Schröder, alliés à Clinton, revendiquent ouvertement de détruire

toutes les conquêtes arrachées par la classe ouvrière. En ce sens, ils cessent d'être des réformistes pour devenir des contre-réformistes. Mais, d'autre part, il existe au sein du réformisme des courants, des militants, qui n'acceptent pas la destruction des réformes ouvrières. C'est-à-dire qu'ils n'acceptent pas la place que l'impérialisme décomposé réserve au réformisme : devenir l'instrument des contre-réformes et, de ce fait, s'autoliquider. Faut-il faire, chaque fois que cela est possible, le front unique avec ces militants — et d'autres — sur la base concrète de : défense de l'indépendance des organisations ouvrières, défense de la Sécurité sociale sur la base du salaire différé, refus du démantèlement des Codes du travail, des conventions de l'OIT, etc. ? Si l'on suit Wolfgang, la réponse à cette question devrait être : non. Notre réponse est, sans réserve : oui au front unique de défense des conquêtes de la classe ouvrière, front unique avec tous les courants, partis, militants, qui se

situent sur le terrain de classe. Car, comme l'a écrit Trotsky, *"celui qui ne défend pas les vieilles conquêtes n'en fera jamais de nouvelles"*. Et le front unique est la clé de la défense des vieilles conquêtes.

Dire cela revient-il à *"considérer que le réformisme est en quelque sorte le courant politique "correspondant" au capitalisme ascendant, tandis que le courant révolutionnaire ne deviendrait "justifié" (note page 359) qu'à partir du moment où les forces productives entrent dans l'époque de leur stagnation"* (page 33) ? Disons-le tranquillement : une telle affirmation relève d'une myopie politique touchant à la cécité et au gauchisme "soixante-huitard".

Que dit la note du livre *Lutte des classes et mondialisation*, page 359 ? *"Il serait néanmoins tout aussi erroné de prétendre que la lutte de classe organisée, qui, dans la phase du capitalisme ascendant, a arraché les réformes, n'était pas historiquement justifiée — de la même façon que l'effondrement de l'URSS ne remet pas en cause la justification historique de la révolution d'Octobre."* Comme on le voit, il n'est nulle part écrit que le courant révolutionnaire n'aurait pas été légitime avant 1914 ! Bien au contraire ! Lénine avait parfaitement raison de rompre politiquement avec les mencheviks dès 1902, sans d'ailleurs, à l'époque, en mesurer toutes les conséquences. Il avait parfaitement raison de combattre contre les positions de Bernstein bien avant la Première Guerre mondiale. Mais il y avait précisément une différence entre le développement du réformisme comme courant opportuniste au sein du mouvement ouvrier dans toute la phase qui conduit à la cristallisation de l'impérialisme et le passage de l'opportuniste du côté de la défense directe de l'impérialisme mettant à l'ordre du jour la IIIe Internationale. Ne pas saisir la différence entre ces deux, c'est ne pas comprendre ce qui amène Lénine et Trotsky en 1914 à mettre à l'ordre du jour le combat pour la IIIe Internationale. C'est ne pas comprendre la transformation de la quantité en qualité. C'est confondre un processus et son achèvement.

A propos du *Programme de transition*, programme de fondation de la IVe Internationale, Wolfgang critique : *"La question principale" posée par ce programme est "celle de la direction révolutionnaire du prolétariat"*. Il ajoute : *"Le texte de Trotsky ne signifie pas, à mon avis, que ce problème de la direction soit nouveau : on ne saurait considérer, par exemple, qu'il n'était pas déjà posé avant la Première Guerre mondiale, la politique du Parti bolchevique, celle des révolutionnaires au sein de la IIe Internationale montrent à l'envi qu'il était déjà le problème numéro un, même si les révolutionnaires n'ont pas su le résoudre à l'époque (ce qui, encore une fois, n'était pas fatal, mais s'explique aussi par des raisons politiques)"* (page 41).

Cette formulation pose un problème politique tout à fait intéressant. Car si les conditions posées en 1938 étaient déjà présentes au sein de la IIIe Internationale avant 1914, comme en 1938 il s'agissait de jeter les bases d'une nouvelle Internationale sur la base de la faillite des précédentes, cela ne peut vouloir dire qu'une chose : dans la IIIe Internationale, bien avant 1914, il aurait fallu jeter les bases de la IVe Internationale. Cela, alors même que le processus de la dégénérescence de la IIIe Internationale et de ses partis était loin d'être achevé. La politique préconisée par le camarade Wolfgang est l'inverse d'une politique de révolutionnaires. C'est l'inverse de la politique qu'a menée Lénine, qui consistait, tant que la IIIe Internationale n'était pas définitivement passée du côté de l'ordre bourgeois, à se battre en son sein contre les courants opportunistes et pour aider la classe ouvrière à préserver les organisations qui sont les siennes.

Le radicalisme littéraire du camarade Wolfgang, qui met sur le même plan la situation des révolutionnaires au sein de la IIIe Internationale avant 1914 et celle des militants

bolcheviques contraints à construire la IVe Internationale sur la base de la faillite de la IIIe, a deux conséquences pratiques.

- Première conséquence : la défense des organisations que la classe ouvrière a constituées pour se défendre devient un axe secondaire. Pour notre part, avec force : oui, les bolcheviks avaient raison, jusqu'en août 1914, de considérer que la IIIe Internationale (avec ses imperfections, avec ses dérives, avec ses phénomènes de dégénérescence qui déjà s'y développaient, avec la cristallisation en son sein de courants ouvertement tournés vers la collaboration de classe) était un cadre où le processus n'était pas achevé. La place des révolutionnaires était donc de combattre en son sein, pied à pied, pour la préservation des organisations que les ouvriers ont constituées pour se défendre, pour empêcher qu'elle soit entraînée par les dirigeants traîtres du côté de leur

destruction. Pour les mêmes raisons qu'après août 1914, il était juste de considérer que le sort de la IIe Internationale était scellé et qu'il fallait bâtir la IIIe. (Et comme souvent dans ces cas-là, ceux qui étaient pressés de rompre avec la IIe Internationale avant 1914 ont, pour beaucoup, hésité à le faire quand l'heure fut venue. Il en fut de même pour ceux qui, avant l'heure, ont voulu rompre avec la IIIe Internationale et qui, l'heure venue, ont, pour certains, transformé leur impatience à rompre avec le stalinisme, non pas en un mouvement vers la IVe Internationale, mais dans un ralliement, direct ou par étapes... avec la social-démocratie.)

Ne pas comprendre cela, c'est ne pas comprendre aujourd'hui que le processus d'intégration corporatiste des organisations ouvrières, certes engagé, est très loin d'être achevé, et que la place des militants révolutionnaires, dans un front unique avec tous les militants qui se situent sur le terrain de l'indépendance de classe, est de préserver les organisations que la classe ouvrière a constituées. Ne pas comprendre cela ne peut qu'aboutir à désertifier les organisations ouvrières, à bâtir des syndicats rouges, des SUD, des coordinations. Cette ligne, nous le répétons, la IVe Internationale la combat pied à pied avec les travailleurs pour préserver l'indépendance de leurs organisations.

• Deuxième conséquence à la position développée par le camarade Wolfgang, qui pourrait être formulée ainsi : puisque, finalement, les appareils en tout temps ont trahi, nous ne sommes pas dans une situation fondamentalement différente avant août 1914, après août 1914, ou aujourd'hui. Et puisque les révolutionnaires n'ont pas été capables de résoudre la question de la crise de direction avant août 1914, il est normal qu'elle n'ait pas été résolue depuis. Finalement, la IVe Internationale elle-même ne serait-elle pas un échec ?

Nous ne disons pas que c'est la position du camarade Wolfgang. C'est la position défendue par d'autres à l'extérieur de nos rangs. Mais nous remarquons que quand le camarade Wolfgang écrit dans un autre passage de son texte qu'il y a des marxistes qui, depuis plus d'un siècle, se trompent sur la question des forces productives, il serait utile, pour éclairer le débat, de nous donner les noms de ces marxistes et d'expliquer en quoi ils se sont trompés, sur quoi et comment, et surtout, quelles conséquences pratiques du point de vue de la construction du parti.

Car si 1914 ne représente plus un point de rupture qualitatif du point de vue du réformisme dans la IIe Internationale, alors, de deux choses l'une : soit il fallait rompre avant, et alors tous ceux — Lénine, Trotsky, etc. — qui sont restés dans la IIe Internationale en compagnie de Kautsky, Jaurès, Bebel et autres jusqu'en 1914 n'étaient que de fieffés opportunistes. Ou alors, il n'y avait aucune raison de rompre après. La création de la IIIe Internationale était-elle une erreur ?

Répétons-le : la constitution du courant réformiste est organiquement liée à la phase ascendante du capitalisme. Certes, la phase ascendante du capitalisme débouche sur l'impérialisme, dont elle prépare l'avènement. De la même manière, le courant opportuniste constitué dans le mouvement ouvrier sur la base de la conquête des réformes prépare les conditions du passage de la IIe Internationale du côté des gouvernements bourgeois et du soutien à l'impérialisme. Il n'en reste pas moins qu'il y a une contradiction majeure entre les conquêtes telles qu'elles ont été arrachées par la classe ouvrière dans la phase ascendante du capitalisme, ou même celles qui ont été arrachées par la lutte de classe à l'époque de l'impérialisme même, et l'offensive de destruction de l'impérialisme décomposé. De cette contradiction découle le fait que tout courant qui cherche à rester simplement sur le terrain du réformisme se trouve pris dans cette contradiction : ou bien rester sur le terrain des réformes et de leur défense, et alors s'opposer à la politique destructrice de l'impérialisme et du gouvernement "pluriel", et de ses appendices plus ou moins décomposés (ATTAC, ONG,

etc.) ; ou bien accepter de participer à la préservation de l'ordre social existant, et alors cela signifie prendre directement en charge la destruction des réformes, c'est-à-dire du réformisme lui-même.

Cela vaut pour toutes les conquêtes progressistes arrachées par la lutte de classe, y compris celles que la classe ouvrière a arrachées dans ses phases de luttes révolutionnaires, où la bourgeoisie, aidée par les appareils, pour pouvoir préserver sa domination, a dû concéder des réformes progressistes extrêmement importantes, comme ce fut le cas à la fin de la Seconde Guerre mondiale. “ *Qu'il faille défendre aujourd'hui sans condition toutes les conquêtes de la classe ouvrière, quelles que soient les conditions dans lesquelles elles ont été acquises, ne doit pas nous faire oublier qu'au moment où elles ont été faites, certaines, en tant que simples réformes, n'étaient 'progressistes' qu'en étant 'opportunistes', et en général purement et simplement contre-révolutionnaires* ” (page 37). Quel bavardage ! Wolfgang pourrait-il nous dire lesquelles des conquêtes de 1945-1950 étaient, à l'époque où elles ont été faites, "contre-révolutionnaires" ? La Sécurité sociale ? La loi du 11 février 1950 sur la

négociation collective ? Les nationalisations ? Le statut de la fonction publique ? L'enseignement technique et professionnel public ? Lesquelles ? Une nouvelle fois, Wolfgang confond la politique des appareils avec les conquêtes révolutionnaires des masses, qu'elles ont arrachées par leur propre mouvement. Une erreur qu'il reproduit d'ailleurs plus loin en confondant la politique contre-révolutionnaire du stalinisme avec "*l'échec du socialisme*". Une erreur d'autant plus regrettable qu'elle est commise aujourd'hui, au moment précis où le gouvernement de la "gauche plurielle" prétend maquiller en "réformes" toutes les contre-réformes qui visent..., justement, à démanteler les réformes progressistes, conquêtes révolutionnaires des masses, notamment celles arrachées en 1936-37, puis en 1944-1950 ! Comment peut-on sérieusement aider à organiser la lutte de classe sur le terrain de la défense de conquêtes dont on écrit par ailleurs qu'elles sont "*opportunistes et contre-révolutionnaires*" ?

**LA BARBARIE MENACE- T -ELLE L 'HUMANITE ?
LE SOCIALISME EST -IL LA SEULE ALTERNATIVE ?**

Contre qui Wolfgang polémique-t-il quand il écrit : "*C'est donc la lutte de classe et non la seule évolution des forces productives qui détermine la nature et les termes de l'alternative politique devant laquelle se trouve l'humanité depuis près d'un siècle : socialisme ou barbarie*" (page 37) ? Il le dit : il polémique contre "*un certain nombre de marxistes*", qui, "*depuis plus d'un siècle*", développent sur ce point "*une vision mécaniste, économiste, téléologique de l'histoire*" (page 38). A notre connaissance, personne, dans la W Internationale, ne compte sur "*la seule évolution des forces productives*" pour résoudre l'alternative politique : socialisme ou barbarie. Il pourrait donc sembler que notre critique se contente ici de polémiquer contre ses propres fantasmes (23).

(23) Au compte des mêmes fantasmes, , ou de l'inaptitude à concevoir une pensée dialectique, ou de la difficulté à articuler entre elles deux idées — ou comme résultat combiné de ces trois raisons -, le camarade Wolfgang écrit : "*Daniel Gluckstein me semble tendre à faire de la lutte des classes un phénomène subordonné à l'évolution des forces productives, une sorte de processus dérivé ou un simple effet de cette évolution, dont l'action en retour serait limitée (...). Daniel Gluckstein écrit également, au sujet du "capitalisme ascendant", que "dans cette phase du développement historique, la lutte de classe, les conquêtes ouvrières, lois sociales, droits et garanties, conquêtes démocratiques (et particulièrement droit à l'organisation indépendante) s'inséraient comme un facteur de développement des forces productives mises en œuvre par le mode de production capitaliste" (page 358 ; je souligne). Autrement dit, la lutte des classes aurait été un facteur parmi d'autres du développement des forces productives et se serait réduite à "imposer à la classe capitaliste d'inscrire dans les institutions bourgeoises des réformes (garanties et conquêtes) arrachées par les luttes ouvrières". "* (page 38). Je retiens ce passage comme un morceau d'anthologie "wolfgangienne" ! Ecrire que la lutte de classe s'insère comme un facteur de développement des forces productives reviendrait à la "réduire", à être "*un facteur parmi d'autres des forces productives*", dont la seule fonction consisterait à "imposer des conquêtes" aux capitalistes! Quelle pensée rudimentaire ! Comme si "s'insérer dans" équivalait à "se réduire à". Un seul exemple : la lutte des Noirs pour se libérer de l'esclavagisme s'est insérée, au XIX^e siècle aux Etats-Unis, dans la lutte menée par la classe capitaliste du Nord pour asseoir sa supériorité sur le Sud. Ecrire cela qui est un fait historique indiscutable — signifie-t-il que l'on réduit le combat émancipateur des Noirs — qui s'est poursuivi et se poursuit avec âpreté jusqu'à aujourd'hui — à ce seul épisode et à cette seule fonction ? Le procédé est quelque peu grossier. Mais, encore une fois, il répond à un objectif politique.

Notre contradicteur écrit : "*Ce n'est donc pas seulement à une "transition" vers la barbarie (page 364), même "en cours, quoique inachevée", que l'on a affaire, mais bien à une tendance constante à la "barbarie", qui, en tant que tendance, est propre au mode de production capitaliste en général (y compris le "capitalisme ascendant") "* (page 41). En apparence, il n'y a rien de plus vrai : le capitalisme — comme d'ailleurs toutes les sociétés d'exploitation qui l'ont précédé — s'est construit sur la base d'une exploitation barbare de la force de travail, et la survie du régime capitaliste décomposé se traduit par les pires phénomènes de barbarie (ce que, par ailleurs, semble contester Wolfgang, pour qui les forces productives continuent de croître).

Mais l'alternative socialisme ou barbarie signifie-t-elle "simplement" qu'à la barbarie du capitalisme en général, nous opposons le socialisme à venir ?

Non. L'alternative "*socialisme ou barbarie*", formulée dans les premières années de siècle par Rosa Luxemburg, Trotsky et Lénine, se réfère explicitement au fait que la survie du régime décomposé de la propriété des moyens

de production entraîne l'humanité tout entière vers l'abîme, et que, par conséquent, il n'est pas d'autre alternative que le triomphe de la révolution prolétarienne.

La formulation de Wolfgang revient à gommer la véritable signification de l'alternative barbarie ou socialisme. Elle aboutit à ceci : d'un côté, la barbarie étant une constante du capitalisme, elle est parmi nous; d'un autre côté, le combat pour le socialisme se trouve réduit à des conclusions aussi plates que *"la résistance des travailleurs et des peuples (...) peut contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme"* (page 23).

Notre ambition est le socialisme. L'objectif de la lutte de classe, à l'heure où l'alternative socialisme ou barbarie est mise à l'ordre du jour, c'est le socialisme, c'est le combat pour la révolution prolétarienne victorieuse, pour l'expropriation du capital, sans laquelle il ne peut pas y avoir de solution durable à la crise de décomposition de l'humanité qu'impose la survie de l'impérialisme. Nous insistons : ce qui est en jeu, c'est la survie de l'humanité tout entière, laquelle dépend de la survie de la classe qui produit toutes les richesses, entraînant avec elle l'ensemble des couches exploitées. Et c'est ce combat pour la révolution prolétarienne qui crée les conditions de l'action politique indépendante, aidant les masses à résister pour *"contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme"*, c'est-à-dire pour contrecarrer les contre-réformes destructrices que les gouvernements de toute couleur politique au service de l'impérialisme cherchent à imposer.

Limiter l'objectif assigné à *"la résistance des travailleurs et des peuples"* au fait de *"contrecarrer la réalisation des tendances de l'impérialisme"* (page 23), cela revient à vouloir "humaniser la mondialisation", ou encore "introduire une dimension sociale", etc. C'est ainsi qu'à force de vouloir se distinguer de l'analyse marxiste, Wolfgang finit par adhérer aux formules les plus banalement répandues par les médias et les politologues, qui, eux, le font dans le seul but d'accompagner "à gauche" la politique de l'OMC.

Ecrire aujourd'hui, en l'an 2000, que *"c'est la lutte constante de la classe capitaliste contre la classe ouvrière au sein même du processus de production qui entraîne le développement des forces productives"* (page 38), c'est créditer le capitalisme d'une capacité à développer les forces productives. Donc, à jouer un rôle historiquement nécessaire, facteur de progrès historique. Que disent d'autre tous ceux qui se sont ralliés à l'économie de marché ? Que dit d'autre *L'Humanité*, quelle elle écrit : *"La révolution informationnelle est aujourd'hui — en fait, le mouvement a commencé il y a plus de vingt ans — le moteur de la croissance mondiale (...). Ses ressources réelles de productivité nouvelle sont immenses, ce qui explique en partie l'insolente croissance américaine"* (5 avril 2000). On a vu ce qui en a résulté pratiquement. Certes, les motivations de Wolfgang sont différentes. Mais il ne peut qu'aboutir à cette conclusion quand il écrit : *"La croissance absolue de la production des richesses et des forces productives (au sens étroit) effectivement utilisées à l'échelle du globe n'est nullement incompatible avec l'extension de la misère et avec le fait que les besoins de milliards d'êtres humains sont de moins en moins satisfaits"* (page 22). S'il y a une croissance effective de la production de richesses et des forces productives, alors logiquement, c'est que le capitalisme est porteur d'avenir pour l'humanité. Comment cela peut-il s'accompagner de la destruction la plus massive de la principale force productive — ce que Wolfgang dit lui-

92

même : l'effondrement de l'existence de milliards d'êtres humains — ? Il y a là pour le moins un mystère, qui ne peut, politiquement, qu'impuissantiser ceux qui y adhèrent (24).

En guise de conclusion provisoire, on relèvera qu'en dépit de ses contradictions et parfois de ses incohérences, le point de vue de Wolfgang répond à une certaine logique. Ainsi, à force de ramener la situation du capitalisme décomposé de la fin du XXe siècle à celle du capitalisme ascendant du XIXe siècle, la contribution de notre contradictoire fait surgir une question : d'où vient que la situation actuelle soit infiniment plus difficile pour le mouvement ouvrier ? Wolfgang répond : *" Si la "plus-value relative de type 2" tend à devenir prépondérante aujourd'hui (ce qui reste à prouver), cela ne tient pas à une quelconque propriété spécifique de l'impérialisme, mais au fait que l'initiative dans la lutte des classes se trouve, dans la période actuelle, du côté des capitalistes — la classe ouvrière étant acculée à une position de défensive générale, à la recherche des voies de la résistance "* (page 8). Certes, certes... Mais d'où vient que la classe ouvrière soit acculée à une position défensive, sinon de ce qu'elle est soumise à une offensive destructrice sans précédent de la classe capitaliste appuyée par les appareils.

Tout autre est l'analyse proposée par Wolfgang : *"Le socialisme, historiquement nécessaire et à l'ordre du jour*

depuis longtemps, reste une exigence immédiate pour l'avenir de l'humanité — quelle que soit la conscience que les travailleurs en aient, quels que soient les reculs temporaires de cette conscience" (page 42).

Ainsi, la responsabilité des appareils qui organisent l'intégration et la décomposition du mouvement ouvrier — en premier lieu, les appareils de l'Internationale socialiste de la "troisième voie" et du stalinisme décomposé — devient la responsabilité... des travailleurs, dont la "conscience" de la nécessité du socialisme ne cesse de reculer. Il est vrai que si le capitalisme ne cesse de développer les forces productives, on ne voit pas comment la conscience du socialisme et sa nécessité pourraient ne pas reculer aussi. C'est, de toute évidence, un processus en cours — fort heureusement encore inachevé — dans la conscience, sinon des plus larges masses, du moins du camarade Wolfgang lui-même.

Wolfgang oppose les conditions objectives et les conditions subjectives. Il y aurait, d'un côté, les conditions objectives : propriétés spécifiques de l'impérialisme, et de l'autre côté les conditions subjectives : celles de la lutte de classe. Trotsky a définitivement établi que *"la crise de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat"*, montrant ainsi que la combinaison du facteur subjectif avec les conditions objectives était au centre du règlement de toute la situation mondiale pour la classe ouvrière et pour l'humanité tout entière.

Au bout du compte, ériger un seul élément — la situation de *"défensive générale"* de la classe ouvrière — comme l'explication d'ensemble de la situation actuelle ne revient-il pas à faire retomber sur la classe ouvrière la responsabilité de son incapacité supposée à développer une lutte de classe suffisante face à l'offensive de décomposition qui la frappe ? (En réalité, cela aboutit à ne pas poser la question du rapport entre les conditions de la crise de l'humanité et les conditions de la lutte de classe. Or cela est déterminant pour définir ce que doit être l'intervention politique de la IV^e Internationale pour aider les masses à réaliser leur lutte de classe, et ainsi avancer dans la tâche de résoudre *"la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat"*.) On est amené à se poser la question, d'autant plus que Wolfgang ajoute : si *"les coups de l'impérialisme contre la classe ouvrière sont d'une violence sans précédent, c'est que, à la différence de la situation qui, par exemple, prévalait dans les pays développés pendant les "trente glorieuses", il a bien plus qu'alors les moyens de sa politique, parce que la trahison des appareils et l'effondrement de l'URSS ont à présent abouti et aboutissent encore à un véritable processus de décomposition du mouvement ouvrier"* (page 8).

C'est là, pour le moins, un point de vue unilatéral, qui rejoint celui, cité plus haut, concernant les prétendus "échecs du socialisme". Oui, l'URSS s'est effondrée du fait de la

(24) Cette impuissance frappe même la capacité d'imagination de Wolfgang. Il écrit par exemple : *"Une désaccumulation productive effective, d'ailleurs impossible sur une longue durée dans le cadre du mode de production capitaliste"* (page 18). "Impossible" ? Dans le cadre d'un développement du système capitaliste, ou même de son simple "fonctionnement" normal, beaucoup de choses sont impossibles. Dans le cadre de la décomposition de l'impérialisme, beaucoup de choses sont, théoriquement, "impossibles"... qui pourtant existent : la mafiosisation généralisée de l'économie; la drogue, les armes, la prostitution, la pédophilie, comme "secteurs économiques" qui connaissent la plus grande expansion; la dislocation des Etats et des nations, les guerres qui frappent 70 pays dans le monde, ou beaucoup d'autres choses... Impossible n'est pas marxiste.

93

pourriture organisée par la bureaucratie stalinienne, organe de transmission de l'impérialisme mondial entré lui-même dans un pourrissement généralisé. Oui, les appareils se sont alignés sur ce "ralliement au marché". Mais la situation mondiale n'est pas marquée unilatéralement par le seul *'processus de décomposition du mouvement ouvrier'*. Elle est marquée par un double mouvement : décomposition, recombinaison. Même dans l'ex-URSS, où les travailleurs combattent en s'arc-boutant sur les segments de propriété sociale issus d'Octobre 1917. De même dans tous les pays où la classe ouvrière combat pour défendre l'indépendance des organisations ouvrières et l'ensemble des conquêtes arrachées par la lutte de classe. A banaliser les mots "barbarie" et "socialisme", on perd de vue l'enjeu brûlant de la lutte de classe qui mûrit dans tous les pays en ce moment même. Cet enjeu procède d'abord de ce que le capitalisme ne peut ouvrir aucun avenir à l'humanité, sinon celui de sa propre destruction; et de ce qu'en conséquence, c'est la classe ouvrière, agissant sur son propre terrain, qui peut — et elle seule — sauver l'humanité non pas d'une "décomposition ambiante" ou d'une "barbarie" permanente, mais, bien de la barbarie généralisée qui menace.

En ce sens, oui, il est juste, comme l'a fait *La lettre de La Vérité* dans un passage contesté par Wolfgang, de considérer la question des forces productives comme *"une ligne de clivage"* (page 23) dans le mouvement ouvrier, ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas en discuter le bien-fondé.

Telle est la base de l'analyse fondée sur les enseignements de Marx, Engels, Lénine et Trotsky. Telle est la base

de l'action de la IVe Internationale.

Daniel Gluckstein
(avril 2000)